

COMMISSION D'ENQUÊTE

SUR

LE COÛT DE LA VIE

---

RAPPORT DE LA COMMISSION

---



OTTAWA

IMPRIMÉ PAR J. DE L. TACHÉ,  
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI.

1915

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
I. Préliminaires .....	5
II. Statistiques .....	7
III. Exode rural .....	11
IV. Mode de vie: (Standard of living) nécessités et luxe .....	12
V. Habileté dans la sphère industrielle—service; production .....	13
VI. Falsification et inspection des produits nécessaires .....	16
VII. Gaspillage et extravagance .....	17
VIII. Défaut d'économie dans les dépenses domestiques .....	20
IX. Loyers, maisons, distribution résidentielle dans les villes, utilités publiques, spéculation dans l'immeuble, impôt sur l'immeuble .....	22
X. Entrepôt frigorifique .....	26
XI. Les monopoles, les coalitions industrielles, les absorptions commerciales et les trusts .....	28
XII. Bois et autres matériaux de construction .....	35
XIII. Vêtements .....	35
XIV. Cuir, caoutchouc, chaussures et souliers .....	36
XV. Céréales, farine et pain .....	37
XVI. Poisson .....	40
XVII. Bétail, viandes, produits de la ferme, etc. ....	42
XVIII. Les coopératives .....	59
XIX. Marchés .....	59
XX. Cours à bestiaux, abattoirs, réfrigération .....	75
XXI. Culture mixte, colonisation .....	76
XXII. Les crédits agricoles au Canada .....	80
XXIII. Réglementation des industries,—postes de renseignements—chômage .....	81
XXIV. Impôt de la douane .....	82
XXV. Production de l'or, l'offre et la demande .....	83
XXVI. Conclusion .....	89
Rapport supplémentaire .....	1003
Annexe 1. Mémoire statistique, introduction, etc., publié par le ministère du Travail, Canada .....	91
" 2. Prix de gros, Canada, ministère du Travail, Canada .....	94
" 3. Prix de détail, Canada, ministère du Travail, Canada .....	142
" 4. Prix de la marchandise, autres pays, ministère du Travail, Canada .....	242
" 5. Prix des utilités, ministère du Travail, Canada .....	390
" 6. Loyers au Canada et dans d'autres pays, ministère du Travail, Canada .....	473
" 7. Gages et salaires, ministère du Travail, Canada .....	519
" 8. Entrepôt frigorifique—J. A. Ruddick .....	702
" 9. " " —W. R. Ingram .....	711
" 10. " " —F. G. Urner .....	729
" 11. Sommaire des frais d'entrepôt frigorifique—Commission d'enquête .....	745
" 12. Loi des Entrepôts frigorifiques .....	747
" 13. Loi des Enquêtes sur les coalitions .....	749
" 14. Poids et Mesures (mémoire) E. O. Way .....	761
" 15. Falsification et inspection des aliments (mémoire) Dr McGill .....	765
" 16. Inspection des viandes au Canada (mémoire) Directeur général du service vétérinaire .....	767
" 17. Pertes par le feu (mémoire) E. Andrew .....	771
" 18. L'industrie du poisson (mémoire) G. F. S. Edwards .....	775

	PAGE
Annexe 19. Prix de la viande et du pain (mémoire) W. W. Moore .....	779
" 20. Echange d'opinions entre un consommateur et un meunier sur le prix de la farine .....	782
" 21. Coût de la production, récoltes des champs canadiens (mémoire) Directeur de la Ferme Expérimentale .....	793
" 22. Coût de la production de l'agriculture (mémoire) Journal de la Commission de l'Agriculture .....	807
" 23. Production de la laiterie au Canada (mémoire) J. A. Ruddick .....	809
" 24. Commerce canadien des œufs (mémoire) W. A. Brown .....	817
" 25. Le mouton australien (mémoire) Chas. W. Paterson .....	826
" 26. Commerce interprovincial des viandes (mémoire) H. S. Arkell .....	832
" 27. Coût de la production du bœuf (mémoire) Directeur de la Ferme Expérimentale .....	838
" 28. Marchés publics au Canada—Commission d'enquête .....	844
" 29. Compagnies de prêts sur bêtes à cornes (mémoire) R. H. Coats .....	851
" 30. Les crédits agricoles au Canada (mémoire) H. Mitchell .....	869
" 31. Abrégé du rapport de la Commission des crédits agricoles, Saskatchewan, 1913 .....	883
" 32. Institution spéciale de crédits agricoles, Italie, 1913 .....	910
" 33. Principes fondamentaux de la coopération de l'agriculture .....	916
" 34. Coopération agricole en France .....	927
" 35. La Loi des Associations agricoles coopératives, Saskatchewan, 1913 .....	932
" 36. Mouvement coopératif dans la Nouvelle-Ecosse .....	938
" 37. Extraits de journaux concernant le problème du logement .....	940
" 38. L'amélioration du logement au Canada—Le plan ontarien .....	943
" 39. Extraits de journaux concernant le coût de la vie dans les temps passés .....	973
" 40. Problème de la distribution économique des produits agricoles—Résolutions du Congrès américain .....	976
" 41. Colonisation—Chambre de Commerce de Vancouver .....	979
" 42. La taxe unique—L'Association de la Taxe unique .....	985
" 43. Condition économique et ressources de la partie centrale de l'Ouest canadien .....	991

# COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE COÛT DE LA VIE

OTTAWA, ONT., le 1er août 1914.

Au Très Honorable R.-L. BORDEN, G.C.M.G., P.C.,  
Premier Ministre du Canada.

Les soussignés, membres de la Commission d'Enquête nommés par les arrêtés ministériels des 20 décembre 1913 et 22 janvier 1914 pour faire une enquête sur l'augmentation du coût de la vie au Canada et pour déterminer les causes qui ont occasionné ou contribué à cette augmentation, ont l'honneur de vous présenter le rapport suivant:—

## I.

### PRÉLIMINAIRES.

A. Les arrêtés ministériels nommant la Commission d'Enquête et les instructions émises pour sa gouverne, sont ci-après exposés, savoir:—

*C. P. 3195. Copie vérifiée du rapport du comité du Conseil privé, approuvée par Son Altesse Royale le Gouverneur-Général le 20 décembre 1913.*

Dans un mémoire de la main du Premier Ministre affirmant que des représentations ont été faites au gouvernement par les têtes dirigeantes de plusieurs villes du Canada et par d'autres corps importants et des personnes de haute situation demandant une enquête sur l'augmentation du coût de la vie et sur les causes qui ont occasionné cette augmentation ou qui y ont contribué,

Le Premier Ministre fait rapport que, ayant conféré avec le ministre des Douanes, le ministre de l'Agriculture et le ministre du Travail, ces derniers ont exprimé l'opinion que cette enquête pourrait d'abord être faite par des fonctionnaires permanents du gouvernement, et ils recommandent que John McDougald, écuyer, commissaire des Douanes; Charles C. James, écuyer, commissaire de l'Agriculture, et Robert H. Coats, chef de la branche des statistiques du ministère du Travail, soient choisis pour conduire cette enquête et faire rapport le plus tôt possible.

Le Premier Ministre, donc, recommande que l'enquête se fasse sans délai et que le ministre des Douanes, le ministre de l'Agriculture et le ministre du Travail soient autorisés à inviter les fonctionnaires ci-haut à commencer cette investigation et à agir de concert à ce propos, employant et utilisant pour cette fin tous les renseignements qui sont actuellement disponibles dans chacun des ministères du gouvernement et recherchant toutes autres données ou informations qui pourraient être nécessaires ou utiles au but proposé, et que lesdits fonctionnaires fassent rapport sur les matières susdites avec aussi peu de délai que possible.

Le Premier Ministre, de plus, recommande que John McDougald, Ecuyer, soit chargé de ladite Commission et qu'il en soit le président.

Le Comité sanctionne le mémoire ci-haut et le soumet à l'approbation.

RODOLPHE BOUDREAU,  
Greffier du Conseil privé.

C. P. 194. Copie vérifiée du rapport du comité du Conseil privé, approuvée par Son Altesse Royale le Gouverneur-Général le 22 janvier 1914.

Le Comité du Conseil Privé, sur la recommandation du Très Honorable Premier Ministre, avise que Joseph Ulric Vincent, sous-ministre du ministère du Revenu de l'Intérieur, soit nommé membre de la Commission dont la création a été autorisée par l'arrêté en conseil du 20 décembre 1913, dans le but de faire une enquête et ensuite de faire rapport sur l'augmentation du coût de la vie au Canada et les causes qui ont contribué à cette augmentation ou qui l'ont occasionnée.

RODOLPHE BOUDREAU,  
Greffier du Conseil privé.

Les instructions additionnelles suivent:—

CABINET DU PREMIER MINISTRE,

OTTAWA, le 8 janvier 1915.

Monsieur,—En rapport avec l'investigation qui est actuellement conduite par vous-même, par MM. C. C. James, C.M.G., et R. H. Coats, je désire vous aviser que dans le cas où vous et vos collègues dans le cours de vos recherches trouveriez qu'il est désirable ou convenable que vous soyez investis du pouvoir d'assigner des témoins afin de les interroger sous serment ou sur déclaration solennelle, et aussi que vous ayez le pouvoir de forcer la production des personnes et des documents ou des registres, que les arrêtés nécessaires seront décrétés par le Conseil et soumis pour leur approbation à son Altesse Royale, le Gouverneur-Général. Si vous trouviez convenable ou désirable que vous soyez investis de pouvoirs additionnels et qui sont pourvus par la loi des enquêtes et les amendements s'y rapportant, le gouvernement sera heureux de recevoir toutes suggestions que vous pourriez faire à ce sujet et y accordera son attention et sa considération immédiates.

Votre sincère,  
R. L. BORDEN.

JOHN McDOUGALD, écr., C.M.G..

Président de la Commission d'Enquête sur le coût élevé de la vie,  
Ottawa.

Dans ses efforts pour se conformer aux directions de l'arrêté en conseil se rapportant à l'enquête sur l'augmentation du coût de la vie au Canada et sur les causes qui l'ont occasionnée ou qui y ont contribué, la Commission a profité des renseignements que les différents ministères du gouvernement ont actuellement en possession, et d'autres sources d'informations qui ont été mises à sa disposition.

La Commission a obtenu des données et des renseignements relativement à son enquête dans les villes suivantes où elle a tenu des réunions, c'est-à-dire:

Halifax, dans la province de la Nouvelle-Ecosse;  
Saint-Jean, dans la province du Nouveau-Brunswick;  
Québec et Montréal, dans la province de Québec;  
Ottawa, Hamilton, Toronto et Port-Arthur, dans la province d'Ontario;  
Winnipeg, dans la province du Manitoba;  
Régina et Saskatoon, dans la province de la Saskatchewan;  
Calgary et Edmonton, dans la province de la Colombie-Britannique.

Il serait convenable de noter que ce rapport ne touche au coût de la vie que jusqu'au 1er août 1914.

Le coût de la vie n'est pas, réellement, une question simple à déterminer, et plus on l'examine plus elle paraît difficile.

La phrase "coût de la vie" a une signification différente selon les personnes, en dehors du fait qu'elle s'identifie avec la signification attachée à l'expression "mode de vie"—(standard of living.)

Le mode de vie a une influence importante sur le coût de la vie, mais ce mode change de temps à autre et selon les pays, et il est différent pour les différentes classes du peuple dans un même pays au même moment, et l'on peut observer des différences dans le mode de vivre de la même classe, dans la même localité, au même moment.

La définition concrète du coût de la vie a été donnée comme suit: l'ensemble de la dépense d'énergie et de sacrifices nécessaires pour assurer la subsistance.

Cependant, ce qui a attiré l'attention du peuple au Canada et dans les autres pays, c'est l'augmentation dans les comestibles, dans les loyers, et dans les salaires; cette augmentation, de fait, se manifeste dans le monde entier.

Les différentes matières se rattachant à cette enquête couvrent un terrain si vaste que la Commission se voit obligée, en quelque sorte, de ne les traiter que d'une manière sommaire.

Des tableaux statistiques, avec notes explicatives et des mémoires se rapportant au coût de la vie, sont attachés à ce rapport sous forme d'annexes.

## II.

### STATISTIQUES

Le premier pas à faire dans une enquête sur l'augmentation du coût de la vie doit évidemment être dirigé vers la découverte des faits qui se rattachent à la hausse des prix.

Dans la collection et dans la présentation des statistiques se rapportant aux prix, il faut nécessairement faire la distinction entre le prix de gros et le prix de détail. Le prix de gros est plus sensible aux variations industrielles et commerciales. La concurrence a moins d'effet sur le prix du commerce de détail que sur le prix du commerce de gros. Cependant, c'est la moyenne du prix de détail qui atteint directement le consommateur.

Conséquemment, pour les fins de cette enquête, la Commission a dirigé plus spécialement son attention sur l'augmentation des prix des produits requis pour subvenir aux besoins de la masse sous la forme soit des choses nécessaires, soit des choses destinées plutôt au confort, soit des objets de luxe communément en usage.

L'argent, la mesure ordinaire de la valeur, nous fournit les moyens pour déterminer le coût.

Le coût de la vie doit être considéré en terme relatif, et non pas seulement en terme absolu. Le niveau des prix, qu'il soit haut, qu'il soit bas, n'a de signification que s'il se compare aux revenus.

L'augmentation des prix, accompagnée d'une augmentation de revenus, peut amener une réduction dans le coût de la vie pourvu que le rapport entre les dépenses et les revenus soit en faveur de ces derniers. D'autre part, la baisse dans les prix, si elle est accompagnée d'une diminution dans les revenus, peut amener une augmentation dans le coût de la vie.

Les exposés qui suivent, relativement au coût de la vie et qui ont été fournis à la Commission, viennent de mémoires préparés actuellement à Winnipeg par les personnes intéressées.

## STATISTIQUES CONCERNANT LE COUT DE LA VIE, 1914.

Moyenne du nombre de personnes dans treize familles..... 5 15  
 Moyenne du nombre de chambres pour treize familles..... 5.45

Le No 10 démontre un déficit mensuel de \$10.75, revenu du père \$50 par mois. Age des enfants, 14-10-7-4. Paie \$3 par mois de taxes, étant propriétaire.

Le revenu du père varie de \$75 à \$114—Moyenne, \$89.58 (douce cas.)

Trois cas à \$ 75 00 par mois = \$ 225 00	1 cas augmenté par pensionnaire. \$26 00 par mois.
Un cas " 76 00 " = 76 00	" " enfants..... 14 00 "
Un cas " 80 00 " = 80 00	" " pensionnaire. 5 00 "
Deux cas " 85 00 " = 170 00	" " pensionnaire. 24 66 {
Trois cas " 100 00 " = 300 00	" " enfants..... 20 00 {
Un cas " 110 00 " = 110 00	
Un cas " 114 00 " = 114 00	
<u>\$1,075 00</u>	<u>\$89 66</u>

Moyenne totale du revenu pour douze cas, \$97.55.

Douze cas (omettant le No 10) moyenne du revenu.....\$97 55  
 Douze cas (omettant le No 10) moyenne des dépenses..... 95 52

Économie..... \$2 03 par mois.

Trois des cas ci-dessus démontrent une moyenne de déficit mensuel de \$1.54.

		Père.	Autres ressources.	Enfants.
No 6 déficit.....	\$93	Revenu.....\$75 00	\$	6-10
No 7 ".....	3 25	" ..... 80 00	.....	14-5-1½-1½.
No 12 ".....	45	" ..... 76 00	14 00	14-12-9-5-2-8 mois.

Sept des cas ci-dessus démontrent en moyenne une épargne mensuelle de \$6.34

		Père.	Autres ressources.	Enfants.
No 1 épargne.....	\$ 93	Revenu.....\$100 00	\$20 00	13-11-7
No 3 ".....	2 93	" ..... 114 00	.....	13-10-3.
No 4 ".....	12 20	" ..... 75 00	26 00	5-3-2
No 5 ".....	03	" ..... 85 00	.....	9-5½-2.
No 8 ".....	20 57	" ..... 100 00	24 66	Trois.
No 11 ".....	03	" ..... 100 00	.....	7-3.
No 13 ".....	7 75	" ..... 110 00	.....	9-8

Les No 1 et No 3 paient \$13 et \$10 respectivement, pour ameublement (par mois).

		Père.	Autres ressources.	Enfants.
No 2, parvint à se tirer d'affaire, voir détails.....		\$85 00	\$ 5 00	7-5-4-
No 9 parvint aussi à se tirer d'affaire, voir détails ..		75 00	.....	11-6-1.

Cas.	No 1	No 2	No 3	No 4	No 5	No 6	No 7	No 8	No 9	No 10	No 11	No 12	No 13	Moyenne
Famille.....	5	5	5	5	5	4	6	5	5	6	4	8	4	5.15
Chambres.....	7	6	6	5	4	8	4	7	4	5	5	5	5	5.46
Pensionnaires.....	1	1		5				2						
Age des enfants.....	13-11-7	7-5-4	13-10-3	5-3-2	9-5½-2	6-10	14-5-1½		11-6-1	7-3	14-10-7-4	14-12-9-5-2-8-M	9	
Système de chauffage.....	air chaud	air chaud	Poêles.	Poêles.	air chaud	Poêles.	Poêles.	air chaud	Poêles.	Poêles.	air chaud	Poêles.	air chaud	
Revenu, père.....	\$100 00	\$85 00	\$114 00	\$75 00	\$85 00	\$75 00	\$80 00	\$75 00	\$75 00	\$50 00	\$100 00	\$78 00	\$110 00	
" pensionnaires.....		5 00		26 00				24 66						
" enfants.....	20 00											14 00		
Revenu total.....	\$120 00	\$90 00	\$114 00	\$101 00	\$85 00	\$75 00	\$80 00	\$124 66	\$75 00	\$50 00	\$100 00	\$90 00	\$110 00	\$97 55
Loyer.....	\$27 50	\$25 00	\$20 00	\$20 00	\$24 00	\$23 00	\$15 00	\$25 00	\$15 00	a\$ 3 00	\$32 50	\$27 00	\$22 50	\$23 04
Eclairage.....	1 00	1 00	1 00	1 50	70	1 25	75	1 00	1 00	70	1 00	70	75	95
Combustible.....	9 00	9 75	7 25	5 85	7 50	8 50	8 00	12 50	7 00	6 25	6 66	6 00	8 20	7 88
Eau.....	82	75	82	75	77	93	50	87	75	65	66	60	66	69
Assurances.....														
Société, église, etc.....	4 00	2 00	4 25	2 75	4 30	75	5 50	5 42	3 00	3 90	1 66	2 00	3 58	3 24
Médecin et dentiste.....	50	1 00	3 00	2 50	2 00	50	5 00	2 50	1 00	2 00	2 25		42	1 89
Revue, journaux, etc.....		50	1 50	1 00	25	50	25	80	25	50	50	25	80	59
Poste, papeterie.....	1 25	80	25	1 00	25	25	25	25	1 00	25	08	30	25	45
Billets pour tramways.....	1 00	75	1 50	50	1 00	50	2 00	50	50	1 75	50	2 00	2 08	1 12
Vacances, Noël, etc.....														
Récréation.....	3 00	1 00	3 50	1 25	1 00	3 50	1 00	80	1 50	1 75	4 16		6 66	2 42
Ameublement.....	b 13 00	2 50	b10 00	1 25	1 00	1 00	1 00	1 75	1 00	75	2 08	3 00	80	1 46
Ecoles.....	1 00		4 75		25	75	6 00		20	50	09		25	1 53
Epicerie.....	20 00	13 25	28 00	20 00	20 00	14 75	20 00	20 00	19 00	19 00	25 00	18 00	30 00	20 61
Viande.....	8 00	10 00	9 00	7 25	1 25	8 00	6 00	12 00	10 00	4 25	3 33	14 00	10 00	7 93
Lait.....	3 00	3 00	2 75	3 25	4 50	2 80	7 00	3 00	3 00	3 00	1 50	5 60	3 00	3 72
Pain.....	2 50	3 00		2 50	2 20	1 45		2 50	5 00		3 00	4 00		2 90
Vêtements, père.....	5 00	5 50	2 50	3 75	3 33	2 00	1 50	6 00	1 00	5 00	5 42		2 00	
" mère.....	8 00	4 00	2 25	5 00	3 34	2 00	1 50	2 00	1 00	2 50	6 25	7 00	2 00	11 35
" enfants.....	9 00	5 50	7 00	7 00	4 33	3 00	2 00	2 50	1 30	5 00	3 33		8 30	
Savon et brosses.....	1 50	1 00	1 75	2 50	2 00	50		20	2 00					1 43
Blanchissage.....					2 00			4 00						3 00
Epurgnes.....	93		2 93	12 20	03			20 57			03		7 75	6 34
Déficit.....						93	3 25			10 75		45		3 84
Dépenses totales.....	\$120 00	\$90 00	\$114 00	\$101 00	\$85 00	\$75 93	\$83 25	\$124 66	\$75 00	\$80 75	\$100 00	\$90 45	\$110 00	\$95 52

a Taxes.

b Les versements mensuels sur l'ameublement ne sont pas compris dans la moyenne.

En 1911 il se fit une enquête pour la Chambre de Commerce anglaise (British Board of Trade), par rapport à la classe ouvrière, sur le loyer, le logement le prix de détail ainsi que le taux des gages payés pour certains emplois dans les principales villes industrielles des Etats-Unis d'Amérique, comparés avec les conditions existantes dans le Royaume-Uni.

Les extraits suivants sont pris dans les remarques de l'introduction:—

Une chose singulière démontrée par les budgets familiaux se trouve dans la consommation relativement peu élevée du pain du boulanger dans la moyenne des familles américaines appartenant à la classe ouvrière. Cette moyenne ne s'élève qu'à 8 livres et  $\frac{1}{4}$  par semaine, par famille, tandis qu'il s'en consomme 22 livres dans le Royaume-Uni; le pain dans une certaine mesure est remplacé aux Etats-Unis par les petits pains, les gâteaux, les biscuits, etc., pour lesquels la dépense est à peu près trois fois plus grande que celle qui apparaît dans les budgets familiaux anglais. D'un autre côté, la consommation des viandes, aussi bien que des végétaux, est beaucoup plus grande aux Etats-Unis. Les budgets familiaux indiquent en général que la diététique des familles américaines appartenant à la classe ouvrière est plus généreuse et plus variée que celle des familles de même classe dans le Royaume-Uni.

La comparaison des gages, des heures de travail, des loyers et des prix dans le champ d'investigation parcouru pour les deux pays, a été établie sur la base ci-haut indiquée, et en ce qui concerne les prix, elle a été faite avec la même hypothèse que dans une enquête précédente, c'est-à-dire qu'un ouvrier anglais avec une famille moyenne aurait, dans un milieu américain, la moyenne de consommation d'aliments et la qualité auxquelles il aurait été habitué. Dans de telles conditions les gages de l'ouvrier seraient plus élevés aux Etats-Unis de 120 pour cent avec une légère diminution dans les heures de travail, pendant que d'un autre côté ses dépenses pour aliments et loyer seraient plus élevées de 52 pour cent. Les chiffres aussi bien que les arguments qui ont justifié cette conclusion se trouvent dans les pages lv à lxxvi de ce rapport; dans ces pages l'on trouvera aussi l'énumération des réserves que l'on doit nécessairement faire dans toute comparaison de ce genre.

Comme les conditions aux Etats-Unis ressemblent beaucoup à celles du Canada, il est facile de voir d'un coup d'œil que le coût de la production, aussi bien que le coût de l'administration des affaires, est plus élevé au Canada que dans le Royaume-Uni.

Relation des gages, Royaume-Uni.....	100—Canada ....	230
Relation du coût de la vie, Royaume-Uni.....	100—Canada ....	152

Des mémoires statistiques, fournis par le ministère du Travail du Canada, sur les conditions affectant le coût de la vie dans le pays, sont annexés à ce travail dans l'ordre suivant:

- Annexe No 1.—Introduction.  
 “ 2.—Prix de gros, Canada, 1890-1913.  
 “ 3.—Prix de détail, Canada, 1900-1913, avec comparaison des prix de gros et de détail au Canada.  
 “ 4.—Prix de gros et de détail dans d'autres pays.  
 “ 5.—Valeur des services.  
 “ 6.—Loyers au Canada et dans d'autres pays.  
 “ 7.—Gages au Canada et dans d'autres pays.

La Commission d'enquête n'a pas pris sur elle la charge d'étudier dans ce rapport d'autres statistiques ou mémoires recueillis par le ministère du Travail sur les prix des obligations de l'intérêt, sur les conditions monétaires et financières dans le Canada.

Dans l'annexe No 39 on trouvera des extraits de journaux sur le coût de la vie dans les temps anciens.

## III.

## EXODE DE LA FERME.

Si le prix des produits de la ferme et des aliments a augmenté beaucoup plus rapidement que le prix des articles fabriqués, cela est dû probablement au fait que la demande de ces marchandises a dépassé la production dans une certaine mesure.

Cet état de choses est dû sans doute, pour une bonne partie, au fait qu'un grand nombre de personnes ont laissé la ferme pour devenir, de producteurs qu'ils étaient, des consommateurs.

L'on peut dire que les principales raisons pour lesquelles l'on préfère la vie des villes, se trouvent dans les gages plus élevés que l'on y obtient, le travail plus régulier et les heures moins longues, les congés par-ci par-là, les avantages sociaux, de meilleures écoles, les amusements, et en général le désir d'éviter l'isolement et de sentir la foule autour de soi.

Le tableau qui suit établit la croissance de la population urbaine comparativement à la population rurale au Canada. Ce tableau ne donne pas cependant une classification exacte de producteurs et de consommateurs. La population urbaine comprend toutes les villes et les villages incorporés; tout le reste est compris dans la population rurale. Il y a une certaine quantité de production d'aliments dans les villes et les villages et certains aliments sont rendus propres à la consommation dans les centres urbains. De plus, et ceci est important, les cultivateurs exclusifs du blé dans les provinces de l'ouest, que l'on compte parmi la population rurale, sont en réalité des consommateurs puisqu'ils achètent tout ce dont ils ont besoin pour se nourrir, même la farine. Ainsi, l'exode d'un fermier engagé dans la culture mixte d'Ontario vers une ferme à blé dans la Saskatchewan fait de lui, d'un producteur, un consommateur, mais il reste encore dans la classe rurale.

Provinces.	1901			1911		
	Population totale	Pourcentage rural	Pourcentage urbain	Population totale	Pourcentage rural	Pourcentage urbain
Ile du Prince-Edouard.....	103,259	85.52	14.48	93,728	84.03	15.97
Nouvelle-Ecosse.....	459,574	71.85	28.15	28.15	492,338	37.80
Nouveau-Brunswick.....	331,120	76.66	23.34	351,895	71.71	28.29
Québec.....	1,648,898	60.20	39.80	2,003,332	51.55	48.45
Ontario.....	2,182,947	57.12	42.88	2,523,274	47.35	52.65
Manitoba.....	255,211	72.39	27.61	455,614	56.02	43.98
Saskatchewan.....	91,279	80.77	19.23	492,432	73.32	26.68
Alberta.....	73,022	71.76	28.24	374,663	62.12	37.88
Colombie-Britannique.....	178,657	49.52	50.48	392,480	48.10	51.90
Yukon.....	27,219	66.41	33.59	8,512	54.59	45.41
Territoires du Nord-Ouest.....	20,129	100.0	.....	18,481	100.0	.....
Canada.....	5,371,315	62.36	37.64	7,206,643	54.47	45.53

## IV.

## MODE DE VIE.—NÉCESSITÉS ET LUXE.

Le désir de meilleures conditions et l'amélioration notable dans le mode de vie à travers tous les rangs de la population sont évidemment des causes très puissantes qui provoquent une demande plus intense pour les produits, et conséquemment, l'augmentation des prix.

Les manières de vivre de ceux que nous appelons le peuple ordinaire sont beaucoup plus coûteuses aujourd'hui dans ce pays, qu'elles ne l'étaient dans d'autres temps.

Les désirs du peuple se sont multipliés et se sont diversifiés de tous côtés. Il demande de plus grandes quantités et de meilleures choses. Ses besoins sont plus grands, plus variés et plus exigeants.

Ce mouvement est mondial mais peut-être que son influence sur les conditions sociales d'aujourd'hui ne se fait pas aussi fortement sentir ailleurs que dans notre pays et que dans les Etats-Unis d'Amérique.

Il y a une certaine dose de vérité dans l'aphorisme qui proclame que le coût élevé de la vie est dû au coût élevé de trop bien vivre et que notre peuple vit maintenant d'une manière beaucoup plus extravagante qu'antécédemment, mais il est aussi vrai de dire que les vivres, les vêtements et le logement coûtent beaucoup plus cher qu'auparavant.

En soi, cette amélioration dans le mode de vie est un certain progrès, mais si elle n'est retenue dans les limites raisonnables, elle menace d'amener un rabaissement à un niveau plus bas.

En discutant les raisons qui conduisent à l'augmentation du coût de notre manière de vivre, il faut donner notre attention non seulement à l'augmentation du coût des choses de luxe mais aussi à l'augmentation des choses nécessaires.

Prenez, par exemple, l'une des industries les plus récentes, celle de l'automobile, comme illustrant plus ou moins cette affirmation.

Etat statistique des automobiles importées ou fabriquées durant l'année pour le Canada—exclusivement des automobiles de fabriques domestiques ou étrangères exportées par le Canada durant l'année.

Valeur totale, \$12,000,000.

Ces chiffres sont surprenants, spécialement quand on considère que 10 pour cent des automobiles en usage servent dans l'industrie et que 90 pour cent sont employées pour fins récréatives.

Dans le développement de la machine commerciale, l'industrie automobiliste est destinée à devenir une source de grande activité productive et un agent important de la production future de richesses.

Les résultats, cependant, de l'industrie automobiliste jusqu'à maintenant se manifestent dans l'occasion qu'elle offre à la récréation plutôt luxueuse.

La récréation raisonnable et le luxe raisonnable peuvent être nécessaires pour le progrès moderne, mais il faut en payer le prix et ce prix se retrouve dans le coût de la vie.

V.

HABILETÉ DANS LA SPHÈRE INDUSTRIELLE—SERVICE,  
PRODUCTION.

Il y a une opinion très répandue dans la Puissance que le travail inefficace dû au manque d'entraînement en rapport avec la vocation ou l'inclination des ouvriers, est l'une des causes notables qui a amené récemment l'augmentation dans le prix des commodités de la vie, et que l'enseignement dans les écoles publiques devrait être complété par des cours d'enseignement technique ou spécial dans le but de promouvoir et de maintenir une plus grande habileté industrielle.

Le coût de la production subit l'influence de la disponibilité de main-d'œuvre et de l'habileté dans le service qui produit.

La rareté d'hommes entraînés aux travaux de la ferme, disponibles à un salaire raisonnable, fait le désespoir du fermier.

Dans les villes la difficulté d'obtenir le service domestique efficace a été la cause que les familles ont abandonné des demeures confortables pour demeurer dans des appartements étroits.

"L'évangile du confort" prêché sur toutes les plates-formes a imprégné la vie nationale de la race anglo-saxonne et a eu son influence dans la formation des conditions présentes.

Il est indiscutable que l'habileté productive est nécessaire à tout citoyen ordinaire s'il doit maintenir sa valeur économique dans la société et devenir, puis rester, socialement et industriellement parlant, un rapport et une unité utiles plutôt qu'un fardeau.

Les nations qui ont surpassé les autres dans l'industrie sont parvenues au succès en travaillant plus fort, ou plutôt, plus efficacement. L'homme qui peine déposera celui qui reste inerte.

L'esprit qui arrive au succès est l'esprit imprégné de l'idée du devoir et du travail. Les leçons de l'histoire enseignent sans contradiction que la vie facile ne conduit pas au bien-être individuel ou national.

Le travail est la discipline de la vie, et quand la nécessité surgit, nous devons avoir l'énergie de répondre à son appel.

Etant donnée une égale habileté, un mode de vie rendu possible par la richesse produite par dix heures de travail dans la fabrique ou sur la ferme ne peut être continué par moins d'heures de travail à moins que les gages ou que la valeur de l'objet produit ne soient augmentés.

Dans notre pays nous travaillons proportionnellement moins dur qu'antérieurement et nous avons un plus grand nombre d'inhabiles et d'oisifs dans notre milieu.

Le résultat d'un nombre moindre d'hommes travaillant durant des heures plus courtes sur une terre de plus grande valeur s'est retrouvé dans une augmentation du prix pour lequel les inventions destinées à réduire le labeur n'ont pas été une compensation. Ces changements ont produit des courants souterrains de conditions économiques qui, en passant par la loi de l'offre et de la demande, ont contribué à augmenter le prix des choses nécessaires à la vie.

Les extraits suivants tirés du rapport de l'Etat du Massachusetts sur le Coût de la Vie, 1910, méritent considération vu qu'ils touchent, jusqu'à un certain point, aux conditions que nous trouvons dans ce pays:

Durant les cinq dernières années, le Massachusetts s'est réveillé à la réalisation de l'inefficacité de ses méthodes éducationnelles présentes. La réorganisation de la commission d'Education dans l'Etat du Massachusetts, à la suite du travail de la commission sur l'Education industrielle, indique

que, au moins dans cet Etat, nous sommes en bonne voie de remédier au mal qui peut être venu des vieilles méthodes d'éducation. Dès l'origine du système des écoles publiques dans le Massachusetts, l'attention de l'écolier a été dirigée vers les arts et les professions malgré que la moitié seulement des élèves gradués des écoles élémentaires entre dans les cours supérieurs et à peu près 5 pour cent définitivement entrent au collège.

Le coût per capita de l'éducation des écoles publiques a augmenté considérablement.

Les instituteurs cependant n'en ont pas personnellement profité, vu que leur rémunération est pratiquement demeurée sans changement; l'argent fut dépensé dans le développement d'un système qui non seulement n'est pas adapté aux besoins modernes, mais au contraire contribue aux causes qui déterminent la hausse des prix des commodités de la vie. Comme résultat le travail manuel est devenu un objet de dédain. Les enfants ont honte du travail honnête de leur père et leur éducation les conduit vers les bureaux de comptabilité et les éloigne des fermes, des fabriques et des ateliers. Le témoignage entendu par la commission des chausseries établit que les élèves gradués des cours supérieurs et des cours élémentaires refusent de se faire artisans et cherchent plutôt les emplois de préposés aux écritures, teneurs de livres, etc., alors que leur rémunération est moins élevée dès le commencement et les chances d'avancement sont plus petites. Les mêmes conditions se retrouvent pratiquement dans tous les métiers industriels.

Il est indiscutable qu'il est nécessaire que le citoyen ordinaire soit doué de la faculté d'efficacité productive s'il doit être en mesure de conserver sa valeur économique et être socialement et individuellement un support et une unité utile plutôt qu'un fardeau.

La raison d'être de l'éducation dans l'école publique est de former un être social intelligent dans une société démocratique où l'individu par le vote gouverne et légifère pour le bien public. Le développement, l'entraînement et la direction donnés à l'intelligence des enfants devraient être agencés de manière à ce que cette intelligence soit un peu tournée vers l'efficacité économique; et tous cours d'étude qui ignore ces considérations et dirige les énergies des élèves dans des voies qui n'apporteront aucun bénéfice à la grande majorité, occasionne, au point de vue économique, une perte de temps, d'efforts et de dépenses. L'attelage des bœufs a été remplacé par la locomotive, le navire à voiles par le vapeur rapide de 200,000 tonnes; gratter le sol pour le faire produire n'est plus profitable, l'on doit appliquer la culture intensive si l'on veut réussir. Pour faire face à ces conditions, la valeur et l'habileté humaines doivent être augmentées; cependant le moyen essentiel qu'il faut pour permettre de se conformer à ces changements de conditions—l'entraînement individuel des enfants à l'école—n'a que récemment été mis à l'épreuve avec de grandes difficultés et beaucoup d'opposition.

Le Massachusetts dépend de ses industries pour son bien-être économique; la majorité de ses citoyens sont employés dans ses industries. Dans ce cours industriel il est du devoir de l'école d'entraîner les enfants pour le travail que la majorité d'entre eux sera appelée à accomplir. Nul homme sensé n'oserait tenter de faire disparaître de l'école publique l'instruction qui préparera l'entrée au collège et de là, aux arts, aux sciences et aux professions; mais les 95 élèves qui doivent se servir de leurs mains dans le travail manuel pour gagner leur vie ne doivent pas être sacrifiés aux 5 élèves qui ne seront pas appelés à ce genre de travail.

Le Massachusetts est une communauté de travailleurs, de producteurs; et, cependant, jusqu'à récemment, toutes les énergies de notre système scolaire, ses efforts, son zèle et son enthousiasme étaient détournés de l'entraînement de l'efficacité industrielle vers l'éducation supérieure. Les besoins les

plus pressants des vocations productives ont été négligés; l'usine, la boutique et la ferme, les bases de notre vie sociale et de notre existence économique, ont été reléguées au second plan. D'année en année nous avons lancé dans la lutte pour la vie des milliers d'enfants qui sont incapables, pour bien des raisons, d'atteindre les professions et ne sont pas propres au travail industriel à cause d'une éducation et d'un entraînement mal dirigés. Le besoin les force à venir faire concurrence aux journaliers dans leurs rangs encombrés, ou bien ils doivent s'adonner aux occupations industrielles avec le désavantage de l'ignorance et du défaut d'entraînement convenable; dans l'un ou l'autre des cas leur inefficacité fait d'eux un fardeau pour la communauté où ils vivent, ou bien une source de dépenses pour leurs parents ou leurs tuteurs.

Ayant reçu juste assez d'éducation pour leur donner le dégoût du travail manuel, ce qui doit être le sort inévitable de la majorité dans toutes les communautés, les élèves de telles écoles reçoivent une éducation et un entraînement insuffisants pour leur permettre de prendre place dans les rangs du travail technique; et leur avenir comporte des années d'oisiveté ou de demi-oisiveté. Si, à la dure école de la nécessité, ils ne développent pas la faculté de l'efficacité économique, ils retombent dans des conditions et des circonstances qui sont moralement et industriellement dangereuses au corps politique. La fausse direction de l'éducation donnée à l'école publique est désastreuse dans ses effets sur la morale et l'industrie et conduit sûrement au chômage, au crime et au paupérisme. L'ironie de la prétention que le plus pauvre doit avoir l'avantage, par l'éducation, d'atteindre les sphères meilleures et plus élevées se reflète dans le fait brutal que notre système, comme ceci est arrivé, rend ses victimes mécontentes de ce qu'elles ont, et inhabiles à atteindre ce qu'elles n'ont pas.

Aussi longtemps que les membres capables et habiles dans chaque état seront obligés de porter sur leur dos les inhabiles, aussi longtemps que les membres producteurs de la société seront tenus de supporter ceux qui ne produisent pas, il coûtera plus cher de vivre qu'il ne le faut. Un remède à ceci se trouve dans des horizons plus larges à l'idéal et aux méthodes de l'enseignement de l'école publique que cette commission croit en voie de s'infiltrer dans cet Etat, et ceci est d'un intérêt intense aux citoyens qui doivent solder la note. La commission croit qu'il est de son devoir d'attirer l'attention sur ce sujet parce qu'elle est convaincue que ceci est une des causes de la décroissance de la population par le délaissement de la ferme et l'abandon des industries manufacturières aux mains des étrangers.

#### LA PRODUCTION.

La prospérité de la nation peut seulement se maintenir par l'accroissement de la productivité du travail et sa direction judicieuse vers les entreprises productives.

Le travail qui se dépense dans les champs, dans les fabriques ou dans les moyens de transportation ou de distribution des nécessités de la vie, est producteur, mais le travail qui se donne à la production d'objets de luxe est, économiquement parlant, presque entièrement perdu.

L'efficacité industrielle s'augmente par la spécialisation, l'organisation et l'échange. Dans l'état de cette évolution industrielle ou chaque homme pourvoit à ses propres besoins par ses seules ressources sans secours aucun, nous trouvons le maximum de l'effort avec le minimum de production.

La richesse vient de la production, et tout le monde doit admettre que plus un pays produit, plus il est riche.

C'est donc une question vitale que la recherche des méthodes qui, effectivement, développent les énergies productives d'une nation.

Les prix sont influencés par la loi de l'offre et de la demande. Les augmentations les plus marquées depuis 1900 dans les prix au Canada et aux États-Unis se sont trouvées dans les produits finis de la ferme (viandes, produits de la laiterie, œufs, etc.), et dans tels autres produits alimentaires qui ne doivent subir que de légers procédés de fabrication.

Le Canada est un pays agricole. L'agriculture est son industrie principale.

L'insuffisance de la production de plusieurs sortes de produits agricoles au Canada semble être une cause importante de la hausse des prix.

L'état suivant indique le cours des importations et des exportations canadiennes pendant trois ans des produits ci-après mentionnés :

ÉTAT POUR TROIS ANS SE TERMINANT LE 31 MARS 1914.

ARTICLES.	Valeur Importations	Valeur Exportations domestiques et étrangères
Mouton.....	\$1,851,557	\$340,907
Agneau.....	1,409,834	115,362
Volaille et gibier.....	908,786	409,636
Viandes de conserve.....	1,115,560	152,195
Œufs.....	7,031,803	209,283
Beurre.....	4,922,401	2,709,279
Laine.....	5,495,126	1,007,364
Peaux.....	30,807,900	21,596,512
	\$53,542,967	\$26,540,538

## VI.

### FALSIFICATION ET INSPECTION DES PRODUITS NÉCESSAIRES.

La falsification des produits a pour résultat de donner au consommateur une qualité plus pauvre ou une quantité moindre pour le même prix. Le but de cette pratique est l'obtention de grands profits en retour de petites valeurs.

Avec l'augmentation des prix on serait tenté de croire que le fabricant, qui est de mieux en mieux payé pour ses produits, serait peu tenté de pratiquer la falsification. Les faits cependant démontrent le contraire.

La falsification a été en grande évidence durant la récente période de hausse dans les prix.

Au lieu d'une augmentation dans les prix des produits, on a constaté dans bien des cas que la qualité avait été réduite et que la quantité des objets offerts en vente au même prix avait été diminuée.

La facilité avec laquelle le lait peut être falsifié occasionne des abus plus grands en rapport avec cet article qu'en rapport avec d'autres produits alimentaires.

Cette falsification s'est probablement fait sentir sur la communauté plus par les indispositions et les maladies qu'elle a provoquées que par l'accroissement direct du coût de la vie.

Des lois et des règlements fédéraux et provinciaux ont été décrétés pour l'inspection des produits alimentaires dans l'intérêt de la santé publique.

Sans aucun doute ces lois pour la pureté des produits alimentaires ont ajouté au coût des articles, mais l'argent dépensé pour la prévention de la maladie se convertit en épargnes d'une autre manière—soit relativement au soutien des

hôpitaux, soit par rapport au coût de la maladie et des autres dépenses qui accompagnent invariablement les maladies que l'on peut enrayer.

Un mémoire sur la falsification et l'inspection des produits alimentaires par le Dr McGill, Analyste en Chef du ministère du Revenu de l'Intérieur, se trouve ici dans l'annexe No 15.

## VII.

### GASPILLAGE ET EXTRAVAGANCE.

#### GASPILLAGE D'ALIMENTS.

Le gaspillage des aliments se fait de trois manières :

1. Gaspillage dans les achats d'objets comprenant l'achat d'articles impropres à la consommation, achat en petite quantité, achat d'objets plutôt pour leur goût et leur tendreté que pour leur qualité nutritive et aussi extravagance pure et simple.

2. Gaspillage dans la préparation des aliments comprenant préparation de trop grande quantité pour les repas du jour ; aliments rendus immangeables par la cuisson peu soignée ; aliments rendus malsains par la mauvaise manière de les cuire.

3. Gaspillage d'approvisionnement et jet au rebut des aliments cuits.

Le gaspillage par la main des serviteurs est fortement exposé dans une lettre écrite par une ménagère et publiée dans un rapport sur le coût de la vie, de 1910, comme suit :

Il me semble que l'élimination du gaspillage est quasi impossible dans une maison où il y a de nombreux serviteurs ; c'est du moins ce que j'ai trouvé, et le gaspillage monte selon la progression géométrique du nombre d'employés. J'ai depuis près d'une année fait ma propre cuisine, et je nourris ma famille deux fois mieux avec les deux tiers de la dépense. La plus grande partie de l'épargne vient de l'usage économique de la viande. Je confectionne un dîner délicieux avec un fragment de viande qu'un cuisinier jetterait au chien.

Puis, je dépends beaucoup sur les soupes que je confectionne de manière à convenir à ma dépense (larder). Quelques fèves froides avec un peu de tomates et un peu de viande sur un os ou quelques restes de sauces suffisent à faire une soupe que chacun mange avec beaucoup de satisfaction, et elle est assez nourrissante pour tenir une large place dans le repas. . . . Peu de monde comprend combien différente est une soupe qui a mijoté durant plusieurs heures. La soupe qui a bouilli rapidement durant une couple d'heures aura un goût fade et indifférent, pendant que la même soupe, cinq heures plus tard, aura un tel mélange délicieux de saveur que tout ce que vous pouvez en dire, c'est qu'elle est bonne sans être capable d'en distinguer les éléments. De plus le temps compte. . . . Les cuisiniers gaspillent le café et le thé terriblement. Mélangez votre café avec de l'eau froide le soir précédant, ajoutez une coquille d'œuf et amenez-le au point de bouillir le matin, et vous verrez qu'il ne faut pas beaucoup de café pour faire une tasse. Le thé à la cuisine est amoncelé dans la théière et jeté après qu'on n'en a extrait que peu d'essence. Une autre perte terrible se fait à l'égard du charbon. Je ne brûle que la moitié de ce qu'aucune des filles que j'ai employées brûlait et mon poêle chauffe mieux. Je ne me plains jamais du tirage de la cheminée comme elles le faisaient quand elles avaient retiré toute la valeur du charbon durant la première heure du feu.

## COMMISSION D'ENQUETE SUR

Je ne connais pas d'autres moyens d'éliminer le gaspillage qui vaille celui de la surveillance personnelle. Ceci est désagréable et pratiquement impossible lorsque l'on a affaire au type ordinaire de la servante. Ce type est créé en retour par le type de la maîtresse paresseuse, hautaine, absolument stupide, qui ne touchera absolument rien du bout de ses jolis doigts et se réserve le droit de mépriser la personne qui le fait pour elle. Ecoutez-les parler de leurs servantes quand elles sont ensemble. Je suis toujours portée à leur dire qu'elles ont exactement ce qu'elles méritent. Si elles pouvaient organiser leur ménage sur une base d'affaires avec la même considération et le même respect pour leurs employées que l'on trouve chez l'homme d'affaires prospère et avec la même surveillance que l'on doit accorder aux entreprises commerciales, les choses pourraient s'ajuster d'une manière plus satisfaisante et une classe différente de filles serait disponible.

Des causes notables de gaspillage en rapport avec l'expédition au marché, l'usage à la cuisine et la facilité d'emmagasinage des produits se trouvent dans les conditions sociales sur lesquelles l'individu n'a pas de contrôle. Les conditions d'exiguïté de l'encombrement des villes, soit dans les logements, soit dans les appartements, produisent de petites cuisines qui n'ont pas d'espace pour les provisions apportées en quantité.

La température élevée des appartements empêche l'emmagasinage, excepté pour une période restreinte.

La nécessité d'acheter en petite quantité s'impose par la petite cuisine et la petite glacière.

L'épargne sur le loyer se trouve contrebalancée par l'augmentation du coût des aliments. La femme qui réside dans un logement achète des aliments tout cuits et tout préparés, puis elle revient chez elle de la ville sans songer qu'un tiers de la quantité d'aliments aurait été suffisant si elle avait compris que son devoir était de rester à la maison et de les préparer.

Une cause importante du coût élevé des aliments aussi bien que du gaspillage des produits alimentaires se trouve dans la demande récente et de plus en plus intense pour les aliments périssables.

La mode de l'oisiveté est coûteuse. On laisse aux employés le soin de consacrer toute la journée à faire cuire les aliments qui demandent du temps.

L'on n'enseigne plus l'économie comme dans l'ancien temps. C'est plus facile et c'est plus vite fait d'acheter un article neuf que d'en réparer un vieux.

Ce n'est qu'avec la plus grande habileté que l'on peut économiser selon la coutume française, et ceci demande de l'entraînement. Un tel entraînement demande du temps et une telle habileté exige que l'on prenne de la peine pour tous les plus petits détails.

Il y a de fausses notions concernant les aliments par rapport à leurs qualités nutritives et économiques. Le coût des viandes périssables, en opposition avec les viandes salées, séchées et fumées, en est un exemple; les fruits et les légumes sont aussi dispendieux. L'on nie la qualité saine du menu monotone des anciens pendant que l'on louange l'abondance de la table moderne comme preuve de notre civilisation avancée.

L'éducation sur la valeur des aliments aussi bien que sur la meilleure manière de cuire les produits nécessaires pourrait conduire à plus d'économie dans les dépenses.

### L'ANNONCE.

Si l'on considère l'annonce comme élément possible dans l'augmentation des prix, il faut faire la distinction entre l'annonce légitime qui accomplit une œuvre utile en renseignant le peuple sur le mérite des articles, et l'annonce frauduleuse destinée à l'exploiter.

L'annonce périodique se divise en deux classes : celle des magazines ou publications périodiques et celle des journaux.

Sans aucun doute, l'annonce est une proposition payante au point de vue individuel de l'homme d'affaires, car sans cela l'annonce n'aurait pas atteint les proportions présentes.

Tout en reconnaissant les grands avantages de l'annonce, on ne peut cependant pas voiler le fait que le consommateur en paye la note et que cette note a grossi dans des proportions énormes durant ces dernières années. Ceci représente l'une des manières de gaspiller dans le procédé de distribution des articles.

L'élimination de ce gaspillage contribuerait à ramener les prix à un niveau plus bas.

#### PERTES PAR LE FEU.

Les dommages causés par le feu sont hors de proportions dans ce pays. Ces pertes consistent dans la destruction complète de la propriété. L'on croit généralement que les compagnies d'assurance couvrent les pertes si le perdant est totalement assuré. Ceci est une fausse conception. La compagnie d'assurance n'est rien autre qu'une chambre de compensation où l'on reçoit l'argent d'un grand nombre pour le distribuer parmi un petit nombre.

Les pertes causées par le feu retombent sur le peuple, et il les subit jusqu'au dernier sou par l'entremise du loyer et des impôts aussi bien que des prix qu'il paye pour les aliments et pour les vêtements qu'il porte.

En plus des dépenses énormes causées par le feu dans ce pays, il y a un autre genre de dépenses imposées au peuple qui se trouvent dans le maintien d'un service du feu dans toutes les villes; dans les dépenses occasionnées par la mise en vigueur des lois se rapportant à la construction; dans les dépenses des compagnies d'assurance en ce qui concerne l'administration de leur personnel d'inspection, de leur personnel d'évaluation, etc.; et aussi, partiellement, dans les dépenses de l'entretien d'un aqueduc. Toutes ces charges retombent sur le public.

Comme dans tous les autres sujets de gaspillage, le total des dépenses ici est stupéfiant.

La cause, en grande partie, se trouve dans les constructions en bois, dans les constructions de second ordre et aussi dans l'incurie nationale.

Toutes les pertes subies par le feu se retracent sûrement dans l'augmentation du prix des articles et exigent un remède. Ce remède se trouve grandement entre les mains du peuple lui-même.

Dans l'annexe No 17 attachée à ce rapport, l'on trouvera d'excellentes suggestions à ce sujet dans les extraits du discours adressé à la Canadian Manufacturers' Association par M. Franklin H. Wentworth, secrétaire de la National Fire Protection Association.

#### DÉPENSES IMPRODUCTIVES.

En tenant compte des choses qui ont contribué à l'augmentation du coût de la vie, cette commission est convaincue que les budgets improductifs pour l'armée, la marine ou pour les utilités nationales et locales ont une grande portée dans la perpétuation des prix élevés.

La diversion du labour et du capital des sources productives de l'industrie vers le gaspillage et la destruction, accompagnée de la diminution des choses nécessaires à la vie, et l'incapacité de pourvoir aux besoins du monde, ont inévitablement causé l'avancement dans les prix des articles d'usage habituel.

Le spectacle de dépenses publiques extravagantes est contagieux, et inspire l'extravagance privée. Nos inclinations nous ont portés à cultiver l'extravagance tant dans la vie privée que dans la vie publique.

Il faut reconnaître, toutefois, que la bonne partie de ces dépenses improductives, pour la défense du pays et l'administration du gouvernement, est inévitable dans les conditions présentes. Cependant, l'on ne peut nier que l'opinion publique s'est dirigée vers la dépense sans restriction des deniers publics dans tous les projets concevables, et elle ne s'est pas encore alarmée suffisamment pour ramener son attention vers l'économie.

L'expérience à l'école sévère de l'adversité exercera peut-être une influence qui modifiera cette tendance. Aucune autre école apparemment ne semble exercer d'influence dans ce sens.

## VIII.

## DÉFAUT D'ÉCONOMIE DANS LES DÉPENSES DOMESTIQUES.

## (1) MARCHANDISES EN PAQUETS QUI N'ONT PAS LE POIDS.

La consommation de différents aliments préparés et distribués en paquets de diverses grandeurs a augmenté énormément dans ces dernières années.

Alors que ces paquets sont attrayants, convenables et sains, en général ils coûtent indubitablement plus cher au consommateur que ne coûte la même quantité d'aliments achetés en masse. L'usage de marchandises en paquets augmente le confort, le plaisir et le luxe domestiques, mais il ajoute gravement aux dépenses de la vie.

Cette habitude d'acheter les marchandises en paquets plutôt que d'acheter en masse occasionne une dépense additionnelle de trois manières:

(1) L'acheteur paye pour la dépense additionnelle de l'emballage et de la distribution à petite quantité.

(2) Comme il arrive ordinairement que la marchandise en paquet est fortement annoncée, le consommateur paye le coût de l'annonce.

(3) Il arrive souvent que le paquet n'a pas le poids, de sorte que l'acheteur paye ordinairement plus cher pour la valeur de l'aliment que s'il l'achetait en masse. Pendant que l'acheteur croit acheter à la livre, de fait, il achète au paquet.

La liste suivante donne le prix de détail tel qu'établi par une enquête faite par des inspecteurs de produits alimentaires:

Produits alimentaires.....	Coût par livre.	
	Masse	Paquet
	cts.	cts.
Farine d'avoine (Rolled Oats).....	4	7
Blé moulu (Cream of wheat).....	4	10
Petits pains de farine (Gem meal).....	4	10
Farine de maïs (Corn Meal).....	3½	5
Riz soufflé (Puffed rice).....	10	15cts pour 6 onces.

Dans le cas de commodités habituelles, telles que la farine, le système du paquet a été porté aux plus extrêmes limites du coût dans les villes. Anciennement, la farine pour l'usage domestique s'achetait au baril, puis vint le demi-

baril, puis le quart de baril, puis ceci fut suivi d'autres subdivisions du baril jusqu'à aujourd'hui, alors que la farine se vend assez généralement en paquets de 5 livres.

Pour défendre la vente en paquet, l'on prétend qu'avec ce système on porte la marchandise chez le consommateur, d'une manière plus convenable et plus sanitaire qu'avec la vente en masse.

Sans doute, la vente au paquet a ses avantages au point de vue de la propreté et de la pureté des aliments.

Il ne faut pas conclure cependant que la consommation d'aliments en paquets devrait être discontinuée et que l'on devrait revenir exclusivement à l'achat en masse. Mais il est bon que le consommateur sache que l'achat des produits au paquet comporte une quantité moindre de valeur alimentaire pour une somme déterminée d'argent.

A l'origine de l'usage de la vente des produits alimentaires en paquets, l'acheteur habituellement s'enquérirait du poids, parce qu'il avait été habitué à l'achat au poids. A mesure que ce système s'établit, le consommateur graduellement abandonna cette précaution. Le chemin dès ce moment fut ouvert au fabricant pour réduire la grosseur des paquets. C'est un fait bien établi que dans le commerce de l'épicerie, la grosseur des paquets de marchandises a été diminuée dans bien des cas sans que l'acheteur en fût informé.

L'on a suggéré plusieurs remèdes aux abus qui se sont introduits dans le système de la vente au détail des produits en paquets. Un moyen de protection qui est à la portée du consommateur consiste à demander le poids ou la quantité de marchandise contenue dans le paquet et ensuite de contrôler l'information en pesant ou mesurant lui-même le paquet. La pratique de peser à la maison renseignerait le consommateur sur la différence dans le poids et dévoilerait la fraude qui pourrait être tentée, tout en démontrant l'économie de l'achat en masse relativement à l'achat au paquet.

Il serait désirable, dans l'opinion de cette commission, que les paquets contenant les produits alimentaires soient requis par la loi de porter une étiquette où serait marqué distinctement le contenu net ou sans tare, selon la mesure ou selon la quantité numérale lors de l'emballage.

Nous désirons attirer l'attention, à ce sujet, sur le mémoire de M. Way, l'Inspecteur en Chef des Poids et Mesures, à l'Annexe No 14.

#### (II) LIVRAISON AU DÉTAIL ET LE TÉLÉPHONE.

L'introduction du téléphone qui, cependant, est d'une grande utilité de bien des manières, ne peut être considéré comme agent d'économie dans les dépenses ordinaires du ménage dans les villes. Les commodités du téléphone portent à demander fréquemment l'envoi de paquets de petites valeurs à intervalles irréguliers. Ceci ajoute immensément au coût de la livraison sur toute la ligne.

#### (III) PRÉPARATIONS MÉDICINALES.

Apparemment, les préparations médicinales mises en paquets et vendues sous un nom enregistré coûtent plus cher que les mêmes préparations vendues en masse sous leur nom chimique, tel qu'il appert par l'état suivant:

PRIX DE DÉTAIL de médicaments vendus sous un nom enregistré, et sous un nom chimique ou d'affaire.

Nom enregistré.		Nom chimique.	
Aspirine.....	\$0.60 par once.	Acide acétylsalicylique ou aspirine.....	\$1.75 par livre.
Aristol.....	1.80 "	Diiododithymol ou aristol.....	0.53 par once
Phénacétine.....	0.33 "	Acet-phénétidine ou phénacétine.....	1.25 par livre.
Duotol.....	1.50 "	Carbonate de Gaïacol.....	0.40 par once.
Europhène.....	1.80 "	Crésol iodobutylique.....	1.25 "
Iodothyrine.....	3.40 "	Thyroïdine ou Thyrotodine (Merck).....	1.30 "
Pyramidon.....	1.50 "	Aminopyrine.....	0.85 "
Selophène.....	1.00 "	Amide acétique du paraaminosalol ou salophène.....	0.50 "
Tannigène.....	0.80 "	Tannigène.....	0.45 "
Tanalbine.....	0.85 "	Albuminate de tannin.....	0.45 "
Vérinol.....	1.60 "	Véronal.....	0.75 "
Vérinol Sodium.....	1.60 "	Salicylate de soude diéthylbarbiturique.....	0.75 "
Diurétine.....	1.75 "	Soude théobrominée.....	0.35 "
*Aminoform.....	0.60 "	Urotropine (ou formine).....	0.85 par livre.
*Cystogen.....	0.85 "	" ".....	0.85 "
*Hexamine.....	0.30 "	" ".....	0.85 "
*Urotropine.....	0.60 "	" ".....	0.85 "

\*Et plusieurs autres dont les noms sont enregistrés mais qui sont connues, dans le commerce, sous le nom de Formine

## IX.

### LOYERS, MAISONS, DISTRIBUTION RÉSIDENTIELLE DANS LES VILLES, LES UTILITÉS PUBLIQUES, SPÉCULATION DANS L'IMMEUBLE, IMPOT SUR L'IMMEUBLE.

Le loyer est l'un des plus grands facteurs dans le coût de la vie. Les classes de la société qui ont les plus petits revenus ont proportionnellement les plus grandes dépenses en loyers. Le loyer est nécessairement l'une des plus fortes dépenses du budget familial mais son coût se fait sentir davantage sur ceux qui sont moins capables de le supporter au moyens de leurs revenus.

L'augmentation du loyer peut se rapporter aux causes suivantes (réserve faite de la spéculation sur l'immeuble) :

1. L'augmentation du coût des matériaux de construction.
2. L'augmentation du coût du travail.
3. Classe supérieure de construction imposée par les lois réglant la construction.
4. Exigence générale pour des commodités qui, il y a quelques années, étaient considérées des choses de luxe.

Les représentants des travailleurs exprimèrent l'opinion générale que dans les villes, les efforts organisés dans le but de pourvoir à des demeures confortables pour les travailleurs, à bas prix, ne progresseraient que lentement.

Les travailleurs d'aujourd'hui demandent, et ceci est justifiable, de meilleures habitations qu'ils n'en avaient il y a vingt ou trente ans.

Le logement est indubitablement le plus important des éléments du foyer, et tout naturellement, dans les pays de l'ouest, on lui accorde une attention croissante. Ceci est dû aux connaissances plus approfondies de l'hygiène et de son influence sur la santé.

Les avantages du système du "cottage" anglais pour les demeures des travailleurs—tant pour l'espace, l'air, la lumière et aussi le fait de posséder "sa place à soi" quand ceci est pratiqué—supplent bien d'autres considérations.

Il est de la plus grande importance économique pour la communauté que la classe ouvrière soit convenablement logée, et ceci n'est qu'une des considérations importantes en jeu. La science économique ne peut pas traiter les hommes comme de pures machines. Il ne faut pas oublier qu'ils ont des sens, des intelligences et des âmes.

M. G. Frank Beer, de Toronto, contribue le mémoire suivant sur ce sujet à la date du 15 janvier 1914 :

“J'ai le plaisir de vous donner le résultat de ma propre expérience et de mes propres observations :

(1) Les appartements loués en 1900 à \$30 par mois rapportent maintenant \$40 par mois malgré cependant la grande augmentation du nombre de maisons.

(2) Les maisons louées en 1906 à \$30 par mois rapportent maintenant \$40 par mois, ce qui indique une augmentation correspondante à celle qui vient d'être mentionnée.

“Ces exemples sont pris dans des endroits où aucune circonstance ne s'est présentée pour influencer les valeurs. On peut donc les considérer comme représentant convenablement l'augmentation générale dans les loyers durant les dix dernières années.

(3) Les terrains propres à la construction, qui me furent offerts à \$12 le pied il y a trois ans, se vendent maintenant \$35 le pied.

“Ceci vient en partie des améliorations qui se sont depuis produites dans le district. Des terrains propres à la construction, identiques à ceux qui furent offerts à \$12 le pied il y a trois ans, rapportent maintenant \$25 le pied. Quand je dis 'identiques' je veux faire comprendre que l'on peut les atteindre aussi facilement par les moyens de transport et qu'ils sont à égale distance des districts populeux. La croissance normale de la valeur des terrains a été activée par une croissance rapide et inaccoutumée de la population. Il y a aussi une augmentation artificielle qui vient du fait que les agents d'immeubles et les spéculateurs ont contrôlé les ventes de l'immeuble dans les faubourgs.

(4) Les loyers de bureaux indiquent la même proportion d'augmentation durant le même intervalle.

(5) Les maisons occupées par les journaliers et les artisans sont celles où l'augmentation est la plus marquée. L'augmentation pour cette classe de propriétés est à peu près de 50%.

“Plusieurs raisons expliquent cet état de choses dans Toronto. L'augmentation du prix de l'immeuble fut cause que la construction de maisons de petites dimensions est moins profitable qu'antérieurement. Par conséquent il s'est construit moins de maisons à louer de \$12 à \$15 par mois. Un autre facteur qui a contribué à l'augmentation vient de l'absence de moyens de transport facile. Les travailleurs qui occupent ces maisons doivent être au lieu de leur travail de bonne heure le matin, et comme les moyens de transport sont lents, il y a eu une demande anormale pour des logements situés près du centre de la ville. Une autre cause d'augmentation du loyer qui s'applique à cette classe de construction se trouve dans les restrictions imposées par les règlements municipaux. Il est regrettable de constater que ces règlements ont pour effet de décourager la construction de maisons à bon marché et dans une certaine mesure de mettre une prime sur la valeur louable des maisons qui existent aujourd'hui et qui sont de peu de valeur. D'autres causes des loyers élevés qui s'appliquent à toutes les classes de construction se trouvent dans la cherté du travail occasionné par les salaires élevés et les heures plus courtes; dans le coût plus élevé du bois de cons-

truction, qui vient de sa rareté croissante; dans le coût plus élevé des matériaux provoqué par la demande locale qui est égale à l'offre quand elle ne l'excède pas.

“Je suis convaincu que l'une des causes de la grande augmentation des loyers se trouve dans l'absence d'un sage agencement du plan des villes. Il faut ajouter à ceci que malheureusement l'administration des villes au Canada, comme ailleurs, est déposée largement entre les mains d'hommes qui n'ont aucun entraînement ou aucune qualification spéciale qui les rendent capables de faire face à des problèmes qui exigent toute l'expérience bien mûrie des meilleurs talents des villes européennes. Il résulte de ceci un gaspillage très sérieux. L'on projette les utilités publiques et on les installe à grandes dépenses, puis l'on s'aperçoit plus tard qu'elles ne répondent pas aux besoins et sont inutiles. Le gaspillage, sous ce rapport seul, doit s'élever à une somme que nous ne pouvons évaluer qu'imparfaitement. Le manque de prévoyance dans l'acquisition de terrains requis pour les fins publiques est une autre source de gaspillage. Dans la ville de Toronto, il se dépense inutilement de cette manière plusieurs millions de dollars. Il est vrai que les propriétaires individuels de terrains achetés pour les fins civiques, à des prix très élevés, si non exagérés, y ont trouvé leur avantage, mais le coût payé par la communauté devient une charge permanente.

“Un autre exemple qui indique le besoin de plans bien appropriés se trouve en rapport avec les moyens de transport. Nous n'avons pas de moyens rapides de transport. Il faut plus de temps pour se rendre de certains endroits de Toronto à un autre que de Toronto à Hamilton. Encore un exemple qui démontre le besoin de plans bien arrêtés, et probablement le plus important de tous, est l'absence d'une réserve de terrains environnants où l'on puisse diriger d'une manière rationnelle et économique la croissance naturelle et inévitable de la ville. Dans Toronto, il s'est dépensé des sommes énormes pour le pavage des rues, les trottoirs, les égouts, l'equeduc et la lumière électrique, à l'avance des besoins immédiats. Plutôt qu'une croissance centralisée d'une manière raisonnable, elle est largement dispersée, occasionnant par là l'augmentation des dépenses du service de la protection du feu, de la protection de la police, et d'autres services publics, à un degré ruineux. Tous ces gaspillages, en fin de compte, affectent le coût de la vie et le coût des loyers.

“Vous verrez donc par ce qui précède que je suis fortement d'opinion que le plus grand facteur dans toutes ces causes, et qui est à la base même de ce problème, est l'absence de ce qui est maintenant connu—faute de meilleurs termes—sous le nom de “plan de ville” bien conçu (City Planning).

“Nous verrons, cependant, que les faubourgs sont également intéressés dans ce plan. L'un des buts à atteindre est le rapprochement rationnel de la campagne et de la ville.

“Le coût du logement est inséparablement associé au coût du terrain, et mes études aussi bien que mon jugement me conviennent qu'il faut instituer une réforme dans l'impôt. Je ne suis pas un partisan de la taxe simple—il n'est pas nécessaire d'atteindre cette extrémité afin de trouver un moyen sage. J'ai déjà été le président de la commission financière d'une ville de l'ouest. Nous avons libéré les améliorations à la propriété de 50 pour cent de l'impôt et ceci eut pour effet de donner évidemment plus de stabilité à la valeur de l'immeuble.”

Le rapport de la “Toronto Housing Company, Limited,” 1913, ainsi que des extraits des journaux traitant des modèles pour les demeures des travailleurs, est soumis avec ce rapport aux Annexes Nos 37 et 38.

La construction des villes et de leurs faubourgs sans plans déterminés a contribué au coût de la vie en autant que le manque d'économie dans les dépenses et le gaspillage est concerné.

Ce sujet attire présentement l'attention du public jusqu'à un certain degré. M. Thomas Adams, l'une des autorités sur le plan des villes, explique que :

La préparation des plans des villes est de fait l'application de tous les principes scientifiques à tout ce qui se rapporte à une ville. Les éléments qui constituent une ville et l'ordre dans lequel ils doivent être placés sont comme suit :

- (1) Industrie et moyens de transport extérieur.
- (2) Conditions d'existence sanitaire pour les citoyens.
- (3) Moyens de transport interne.
- (4) Marchés et approvisionnement d'aliments.
- (5) Education.
- (6) Récréation.
- (7) Centre civique et monuments.

Le premier élément nécessaire dans une ville se trouve dans l'aqueduc et ses corollaires, système d'égouts efficace et système de disposition des déchets.

Pourvoir pour l'extension d'affaires et appliquer des règlements sanitaires pour les demeures du peuple doivent être les premières choses à envisager dans le plan d'une ville. Il faut ensuite voir aux moyens de transport efficaces aussi bien qu'aux moyens de distribution des aliments, etc., et en troisième lieu il faut choisir des sites pour les universités, les écoles, les parcs, les champs de jeux, les bâtisses publiques, les églises, etc., propres à la nature de chacune de ces institutions.

A ce propos, il est évident qu'il doit être aux meilleurs avantages de la communauté, que les utilités publiques telles que l'eau, le gaz, la lumière électrique, le service des tramways dans les villes et les villages, soient la propriété publique.

La spéculation outrée en Canada dans l'immeuble fut mauvaise pour tout le pays, en autant qu'une bonne partie de l'argent dont on a ainsi disposé vint s'accumuler dans cette classe de valeurs qui est plus ou moins productive.

Il y eut un désir général de profiter de la hausse des prix.

Les placements d'affaires, en général, n'amènent pas un rapport rapide. Il faut que les affaires se développent et ceci prend du temps aussi bien que de l'argent, mais ils établissent quelque chose d'une grande importance pour la communauté.

L'on a fait des subdivisions afin d'augmenter beaucoup la valeur de l'immeuble. Il n'y a aucun doute qu'avec le temps, ces subdivisions augmenteront de prix, mais il y aura de longs délais avant qu'elles puissent atteindre le prix qu'elles ont coûté. Durant la poussée (boom) il était relativement facile de les transférer à un autre avec profit, et le dernier acquéreur, s'il faisait des pertes, n'avait qu'à s'en prendre à lui-même. Le même argent que l'on aurait placé dans les affaires ou dans des entreprises fructueuses aurait produit infiniment plus de bien.

Quand l'immeuble est acheté à des prix extravagants (boom prices) le propriétaire, pour obtenir même un léger profit, doit recevoir un loyer élevé, de sorte que le coût des affaires est augmenté hors de proportion des transactions commerciales qui en résultent.

Le spéculateur en immeuble ne produit absolument rien. Il joue à l'argent aux dépens du locataire en perspective, et ce locataire paye tribut sous la forme d'augmentation de loyer et d'impôt.

Le spéculateur en immeuble augmente le prix des fermes voisines des villes et empêche ainsi le développement des marchés ruraux et augmente le coût du foyer du travaillant.

Les valeurs élevées des terrains de la campagne entretiennent un état chétif et contribuent à réduire la production en laissant inactifs de grands terrains propres à l'agriculture, situés sur les confins des villes, et comme résultat provoquent l'exode de la ferme durant la période de hausse fébrile (boom).

L'impôt sur les valeurs foncières est proclamé par ses adeptes comme étant le remède à beaucoup des maux provenant de la spéculation.

Un mémoire sur ce sujet, par la "Single Tax Association", se trouve à l'Annexe n° 42. La commission d'enquête n'exprime aucune opinion là-dessus, vu que la taxe directe appartient plus spécialement aux gouvernements provinciaux et que la théorie de la taxe ou de l'impôt foncier n'a pas encore reçu l'épreuve de l'expérience pratique, en autant que nous le sachions.

## X.

### ENTREPOTS FRIGORIFIQUES.

Le peuple a fait un rapprochement entre l'augmentation des prix et l'usage du système des entrepôts frigorifiques pour la conservation de produits alimentaires, qui s'est développé considérablement dans ces dernières années.

Dans l'idée populaire, l'entrepôt frigorifique provoque l'augmentation des prix et est une menace pour la santé publique.

L'on prétend que les prix furent haussés grâce à l'entreprise des spéculateurs sur aliments, qui emmagasinent les produits dans des entrepôts frigorifiques et les détiennent là pour longtemps, créant ainsi une diminution dans l'approvisionnement, d'où résulte une augmentation dans les prix.

L'on a aussi prétendu que la santé publique avait été affectée par la consommation d'aliments tenus en entrepôt frigorifique jusqu'à ce qu'ils devinssent impropres à l'usage humain.

Mais une enquête impartiale, cependant, des méthodes employées dans l'emmagasinage frigorifique, amène à la conclusion que cette institution, en général, est saine et avantageuse.

C'est un grand avantage de pouvoir acheter des produits périssables quand le prix est bas et de les placer dans un entrepôt où ils se conserveront. Si nous n'avions pas d'entrepôts frigorifiques et ne pouvions pas conserver la viande de cette manière, il y aurait tendance à la hausse du prix parce qu'il n'y aurait pas de moyen de conservation autre que celui de tenir les animaux en vie.

Le procédé de l'entrepôt frigorifique est tout simplement l'application, sur une plus grande échelle, de la conservation des aliments dans les caves de la ferme ou dans la glacière de la maison; en principe, c'est l'emmagasinage des aliments durant l'abondance afin d'en avoir l'usage durant leur rareté.

L'existence de l'entrepôt frigorifique a pour effet, en général, de rendre les prix plus stables en prévenant les variations extrêmes de la hausse et de la baisse.

L'approvisionnement se trouve réduit par l'emmagasinage des produits pendant l'abondance, et les prix, conséquemment, ne tombent pas aussi bas. L'approvisionnement est augmenté lorsqu'on apporte sur le marché les produits emmagasinés, dans les temps de rareté, et alors les prix ne montent pas aussi haut.

L'entrepôt frigorifique a la tendance d'augmenter la production en prolongeant la période durant laquelle les produits périssables peuvent être amenés sur le marché et ainsi diminuer les prix de certains articles.

Il est en général admis que l'emmagasinage frigorifique produit un certain changement dans la saveur des aliments. Mais si les produits sont maniés d'une manière convenable, il ne semble en résulter aucun danger pour la santé. Quant à

la qualité, les effets sur les aliments diffèrent beaucoup selon les différents articles. Par exemple, le fromage peut se conserver sans détérioration pour une grande période de temps. De fait, il est fortement recommandé que la période de maturité soit conduite en entrepôt. Pour le beurre, la période est plus courte; pour les œufs elle est plus courte encore.

La période de temps durant laquelle on peut conserver les volailles dans un état satisfaisant semble être variable.

Il semble exister une erreur dans l'idée populaire au Canada sur la quantité de produits conservés en entrepôt.

La Commission a obtenu des renseignements et compilé un tableau indiquant la quantité de produits en entrepôt dans la Puissance au commencement de février 1914, d'où il ressort que la quantité apparemment emmagasinée à ce moment n'excède pas les besoins raisonnables du peuple.

Voici ce tableau :

TABLEAU DES COMMODITÉS en entrepôts frigorifiques au commencement de février 1914, pris dans tous les entrepôts du Canada.

Articles.	Unités	Québec et les Provinces Maritimes	Ontario	Manitoba et l'Ouest	Total pour le Canada
Viandes.....	Livres	4,536,227	14,764,582	20,573,330	39,874,139
Volailles.....	"	552,621	357,924	1,397,481	2,308,026
Beurre.....	"	3,047,431	1,207,410	1,385,465	6,540,306
Fromage.....	"	796,110	247,140	210,157	1,453,407
Poisson.....	"	1,806,763	330,491	6,583,624	8,720,878
Pommes.....	Barils.	18,920	12,637	5,838	37,395
Œufs.....	Douzaines	9,240	33,056	44,385	86,681
Conserves.....	Gallon	7,560			7,560
Conserves.....	Boîtes, 2 douzaines		75,620	1,575	77,195
Pommes séchées.....	Baril.	78			78
Pommes séchées.....	Livres		277,650		277,650
Pommes séchées.....	Boîtes, 2 douzaines		1,500		1,500
Pommes séchées.....	Boîtes.		50,000		50,000
Autres fruits.....	Barils	71			71
Autres fruits.....	Livres.			7,292	7,292
Autres fruits.....	Boîtes.	23,384	985	2,904	27,253
Autres fruits.....	Boîtes, 2 douzaines			1,663	1,663
Légumes.....	Barils.	659	90		749
".....	Boîtes, claire-voïe		150		150
".....	Poches.			10	10
Saindoux.....	Livres.	9,000	95,970	309,557	414,527
Porc salé ou fumé.....	Tonneaux	2,000			2,000
Œufs gelés.....	Livres.		78,620		78,620
Miel.....	"		11,000		11,000
Jus de raisin.....	"			5,730	5,730
Tripes.....	"			3,000	3,000
Choucroute.....	"			6,235	6,235
Lait.....	Boîtes, 2 douzaines			20	20
Lapin.....	Livres			2,400	2,400

Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas la signification de ces chiffres, parmi lesquels il y en a de si élevés qu'on en déduit des arguments curieux et des conclusions fausses. La viande en entrepôt en février 1914 approvisionnerait 250,000 Canadiens pour un an — à peu près 3 pour cent de la population totale. Dans tous les entrepôts, à ce moment, il y en avait à peine de quoi approvisionner la ville de Toronto pour six mois.

Le beurre y comptait pour 2½ pour cent de la production annuelle. Il y avait à peu près 3½ livres de beurre pour chaque famille au Canada.

Le fromage représentait moins de 1 pour cent de la production annuelle.

Il n'y avait pas assez d'œufs pour en donner un à chaque famille. La quantité d'œufs était petite à cause de la demande continuelle de l'hiver. Il serait improfitable de les tenir plus longtemps, car ils deviendraient bientôt impropres à l'usage.

La rétribution pour l'usage des entrepôts n'est pas uniforme au Canada. Les variations des taux d'entrepôts apparaissent à l'Annexe 11 de ce rapport.

Cette commission est d'opinion que les entrepôts frigorifiques devraient être sujets à l'inspection fédérale aussi bien qu'à l'inspection des officiers de santé.

Le chapitre 85 des Statuts Refondus du Canada pourvoit à l'inspection et à la vente de certains articles ordinaires.

La Loi des entrepôts frigorifiques de 1914 (Annexe 12 de ce rapport) crée l'autorité nécessaire pour la surveillance de tous les entrepôts frigorifiques.

Les documents suivants sont produits à ce sujet :

Annexe No 8.—Mémoire sur l'Industrie de l'entrepôt frigorifique, par M. J. A. Ruddick, commissaire de l'Industrie laitière et de l'entrepôt frigorifique.

Annexe No 9.—Mémoire sur l'entrepôt frigorifique, par W. R. Ingram, de la "Swift-Canadian Company," Winnipeg, Man.

Annexe No 10.—Entrepôt frigorifique, par Frank G. Urner, rédacteur de la "New York Produce Review".

## XI.

### MONOPOLES, COALITIONS INDUSTRIELLES, ABSORPTIONS COMMERCIALES ET TRUSTS.

Les renseignements que la Commission a obtenus ne permettent pas de juger du pourcentage que les trusts, les monopoles et les coalitions industrielles ont contribué dans l'augmentation des prix au Canada, mais il n'y a aucun doute que certains prix ont été augmentés d'une manière appréciable à certains moments grâce aux opérations de ces institutions.

Ces associations commerciales sur ce continent, à l'origine, furent instituées, entre autres, pour éliminer les dépenses inutiles dans le coût de la fabrication et de la distribution, et si elles n'eussent eu d'autre objet le consommateur aurait profité de leur existence. De même, toutes améliorations dans le service telles que la machinerie qui réduit le travail, le transport à meilleur marché, le chemin de fer, la poste, le service télégraphique, le service par câblogramme, sont évidemment avantageux pour toute la communauté. Beaucoup d'associations industrielles ne sont pas des trusts dans le sens qu'elles sont organisées dans le but de contrôler les prix malgré la liberté du commerce, mais parce qu'elles produisent ou contrôlent une forte partie des produits elles sont en mesure d'exercer un certain contrôle sur les prix.

Il est relativement facile pour quelques riches individus, dans une industrie ou un genre d'affaires quelconque, de s'assurer du contrôle des produits en ayant recours soit à la consolidation du capital, soit aux conventions verbales.

Il est cependant admis, qu'il peut y avoir des associations légitimes, formées dans le but de régulariser une industrie afin qu'elle devienne plus profitable à ceux qui l'exploitent. L'on ne pourrait pas, par exemple, condamner une association de marchands qui achètent ensemble dans le but d'obtenir le maximum de l'escompte, le transport à meilleur marché et d'autres avantages légitimes qui sont de telle nature que le consommateur doive en profiter.

Les associations qui sont considérées comme repréhensibles sont celles qui sont créées dans n'importe quelle branche du commerce, non dans le but unique de fixer le prix de vente, mais dans le but d'exercer une pression sur le producteur afin qu'il refuse la vente de produits à des marchands indépendants qui ne veulent pas se conformer aux conditions imposées par ces associations.

La Commission d'enquête a examiné certains documents qui indiquent qu'il y a des prix ou d'autres conventions en vogue qui peut-être violent les dispositions de la Loi des enquêtes sur les coalitions, relativement à certains articles de commerce. Il n'appert pas, cependant, d'après les renseignements que la Commission a obtenus, que ces restrictions aient eu quelque effet sur l'augmentation matérielle des prix pour le consommateur.

Une copie de la Loi des enquêtes sur les coalitions qui légifère sur ce sujet apparaît à l'Annexe n° 13.

L'on comprend généralement, par trusts ou coalitions industrielles, de grandes corporations dont les opérations sont conduites sur une grande échelle. Il se peut, cependant, qu'il y ait des coalitions locales qui ont peut-être une plus grande influence sur le coût de la vie que les grandes associations. Il ne semble pas y avoir de statistiques qui établissent l'étendue de l'influence des coalitions locales, sur lesquelles l'on puisse se fier.

Durant les dernières années, l'augmentation du prix de la viande a été plus en évidence que l'augmentation des prix de tous autres articles.

Il a existé une supposition populaire que, pour un certain nombre d'années, de grandes maisons d'emballage au Canada ont contrôlé les prix des viandes aussi bien que les prix des bestiaux et des cochons.

Nous n'avons pas trouvé qu'il ait existé dans cette Puissance aucune coalition dont le but fût de restreindre ou d'affecter le commerce des bestiaux, des moutons ou de la viande, en violation des lois du pays.

Cependant, il semble y avoir eu à ce sujet un certain mouvement qui indiquerait l'existence de semi-monopoles ou de semi-trusts, qui auraient largement éliminé la compétition en autant que principe régulateur.

Il y a six grandes compagnies d'emballage qui opèrent au Canada.

Matthews-Blackwell, Limited; bureau central, Toronto.

The William Davies Co., Ltd.; bureau central, Toronto.

The Harris Abattoir Co., Ltd.; bureau central, Toronto.

Gordon, Ironsides & Fares Co.; bureau central, Winnipeg.

The Swift-Canadian Co., Ltd.; bureau central, Winnipeg.

P. Burns & Co., Ltd.; bureau central, Calgary.

Les causes contribuant à l'augmentation des prix sur la viande sont étudiées dans le chapitre sur les bestiaux, viandes et produits de la ferme. Nous ne trouvons pas que dans le passé ces causes soient imputables aux opérations pratiquées par les grandes compagnies d'emballage.

Les coalitions du capital, de leur nature même, tendent à l'économie de la production en plaçant le contrôle des affaires entre les mains de quelques individus et en réduisant ainsi les dépenses générales; elles réduisent aussi matériellement le coût de la distribution en permettant que la distribution des produits se fasse du lieu de production le plus rapproché, et elles sont capables ainsi de maintenir la stabilité dans les prix.

Certains témoins engagés dans le métier de la boucherie ont affirmé qu'ils ne demanderaient pas de plus grand profit qu'un profit correspondant à la valeur des déchets (by-products) qu'eux ne pouvaient pas utiliser, mais dont peuvent disposer les grands charcutiers.

Pendant que les coalitions industrielles peuvent avoir pour résultat l'économie dans la production et la distribution, il peut cependant y avoir des abus, vu que la compétition se trouve facilement et totalement éliminée.

## COMMISSION D'ENQUETE SUR

Avec une compétition honnête dans le commerce, les meilleures méthodes économiques de distribution du producteur au consommateur devraient réussir avec avantage pour tout le monde.

Pour engendrer une compétition effective dans l'achat et dans la vente des bestiaux, des moutons, du lard et de la viande, les moyens les plus favorablement employés et qui sont en conformité avec la "Manitoba Beef Commission", 1917, sont les suivants:

(1) Prendre les moyens nécessaires pour encourager la mise des bestiaux sur le marché, par les fermiers, d'une manière systématique, afin d'empêcher qu'il y ait un surplus ou un manque d'approvisionnement à différents moments de l'année. L'on nous a fait remarquer que si l'approvisionnement pouvait être agencé d'une manière telle qu'ils furent amenés au marché plus régulièrement, les compagnies actuellement en opération pourraient prendre charge de toute la viande à l'avantage et du producteur et du consommateur. Nous considérons ceci d'une très haute importance si nous tenons compte de l'avenir de l'industrie de l'élevage des bestiaux et de l'intérêt du consommateur, en autant qu'il en résulterait des prix plus fermes. Ce sujet mérite l'attention la plus sérieuse et ici il pourrait y avoir coopération entre le gouvernement, les compagnies qui font le commerce de la viande et les éleveurs de bestiaux.

(2) Un marché public et un abattoir avec entrepôt frigorifique, réglementés et administrés d'une manière convenable, devraient être établis dans tous les grands centres dès que le commerce pourrait le justifier.

(3) Les compagnies de chemins de fer devraient établir des marchés à bestiaux sous un contrôle dès que le commerce le justifierait.

## CAPITALISATION.

M. Fred. W. Field, rédacteur gérant du "Monetary Times" du Canada, fait les remarques suivantes concernant la relation du capital des compagnies à fonds social et des amalgamations industrielles avec le prix des articles payé par le consommateur:

La relation du capital des compagnies à fonds social avec le prix payé par le consommateur a été le sujet de peu de reproches. La principale exception, cependant, se trouve à l'égard des amalgamations industrielles. Les corporations représentées par les mots "amalgamation" (merger) "coalition" (combine) et "trusts" ont en général perdu la faveur du public. Ceci peut être attribué facilement aux abus dont se sont rendus coupables les trusts, particulièrement aux Etats-Unis, à la réglementation occasionnelle des prix portés à un niveau que l'on considérait trop élevé et aussi à la faillite ou à la réorganisation de plusieurs coalitions industrielles, particulièrement au Canada.

L'accusation la plus commune que l'on porte contre les coalitions industrielles est qu'elles imposent, à travers le pays, le prix auquel elles vendent leurs articles. Ceci n'est pas nécessairement le cas, simplement parce que la coalition est une association représentant un groupe d'industries alliées opérant sous une même gérance.

L'autre accusation affirme que la moyenne des coalitions industrielles est surcapitalisée, et, par conséquent, encombrée par ce qui s'appelle communément du "capital factice"; elles imposent au consommateur des fardeaux injustes.

Il faut qu'il soit bien compris que, à moins qu'une coalition industrielle ou un trust détienne le monopole, ou à peu près, dans sa propre sphère d'action, il ne peut pas facilement, s'il le peut même, imposer des prix avec succès. Supposez qu'une coalition industrielle se forme avec l'intention d'établir un monopole. Elle peut fixer les prix avec la seule ambition de promouvoir les intérêts de ses promoteurs, directeurs ou actionnaires jusqu'au moment seulement où la compétition fait son apparition. Si cette compagnie vend un article à trente

cents et que des compagnies indépendantes le vendent à vingt-cinq cents ou moins, il ne lui reste plus que l'une de ces deux alternatives: (1) forcer les compétiteurs à sortir d'affaires ou (2) rencontrer leur compétition en réduisant les prix.

D'après l'expérience au Canada, dans ces dernières années, il est établi que ce n'est pas chose facile que d'éliminer la compétition. Les amalgamations industrielles qui peuvent prétendre tenir un monopole au Canada sont relativement peu nombreuses.

Il y a plusieurs entraves à la liberté des monopoles, telles que, par exemple, la faculté que le consommateur a de choisir d'autres marchandises que celles vendues par les monopoles, ensuite le danger qu'un monopole puisse provoquer une nouvelle compétition; puis la baisse dans la vente qui souvent suit une augmentation dans les prix. Tout ceci contribue à maintenir les profits des monopoles dans des limites déterminées.

Il y a des industries qui sont naturellement des monopoles, d'autres peuvent exister grâce à des lacunes dans la loi. L'on prétend souvent que les prix imposés par les monopoles naturels, pour leurs services, devraient être contrôlés par le gouvernement, et que les monopoles qui existent à cause de lois défectueuses devraient être détruits en perfectionnant ces lois. Il existe aussi une autre prétention, que le gouvernement devrait imposer une compétition raisonnable dans toute industrie où la compétition libre est permise. Les prix de beaucoup d'articles sont sans doute affectés par le monopole de la matière première, et il semblerait que c'est dans cette direction que le coût élevé de la vie peut être, d'une manière assez définie, attribué aux compagnies à fonds social, qu'elles soient surcapitalisées ou non.

L'amalgame industrielle au Canada comme facteur financier et économique a été un insuccès remarquable. La durée de ce que l'on pourrait appeler le mouvement d'absorption, qui s'étend de l'année 1909 à 1912 inclusivement, a été si courte dans son ensemble, et encore plus courte dans le cas des coalitions individuelles, qu'elle n'a eu que peu l'avantage d'agir comme facteur économique important en rapport avec le prix payé par le consommateur. Ce que nous venons de dire se rapporte au mouvement général, mais il y a plusieurs exceptions à la règle.

Le nombre de coalitions industrielles qui furent organisées à partir de janvier 1909 jusqu'à janvier 1913 est de 56. Le capital total autorisé, y compris les obligations émises par ces coalitions, fut de \$456,938,266. Ces cinquante-six amalgamations absorbèrent 248 compagnies individuelles. La capitalisation totale de 206 de ces compagnies individuelles fut approximativement de \$167,289,182, lequel montant fut, de façons diverses, augmenté durant les procédés d'amalgame. Les quarante obligations ou garanties offertes au public comme résultat du mouvement d'amalgame se montèrent à \$57,346,666. Un boni total de \$6,750,000 accompagne seize de ces garanties représentant une valeur de \$16,500,000.

Ces chiffres, qui représentent le capital autorisé, sont très élevés, mais ils n'ont pas la signification que l'on pourrait croire de prime abord. Les chiffres qui sont les plus importants sont ceux du capital actuellement souscrit et payé. Il est difficile d'obtenir des renseignements quant à ces derniers. Tout en reconnaissant, cependant, que les chiffres ci-dessus représentent le capital autorisé et non payé et tenant compte de l'argent nécessaire pour l'extension des affaires, la réorganisation, l'établissement de nouvelles fabriques, etc., l'on peut sans crainte conclure qu'une certaine proportion des garanties émises généralement par les coalitions, au Canada, n'était autre que du stock factice.

Un grand nombre de coalitions industrielles durant ces dernières années firent faillite, d'autres furent obligées de subir une réorganisation sévère, d'autres encore se virent contraintes de différer le paiement de dividendes sur leurs obli-

gations et sur leur stock. L'histoire que nous avons appelée le mouvement de coalition est, pour parler brièvement, une courte période d'affolement qui avait pour objet d'amalgamer les compagnies évoluant dans plusieurs genres d'affaires, suivie par une longue liste de faillites et de réorganisations ayant produit comme résultat le désenchantement des actionnaires. Si ce mouvement d'amalgamation, dans son ensemble, eût réussi, par le fait même, éliminant la compétition et créant les monopoles dans les différentes branches d'affaires, le résultat sur le coût des articles aurait naturellement été marqué. Mais comme il arrive que le mouvement n'a pas eu de succès, la compétition n'a pas été étranglée; le monopole, à part quelques exceptions, n'a pas surgi et les actionnaires ont eu à subir des pertes sur leurs placements. Cet engouement pour l'amalgamation était attrayant pour les promoteurs parce qu'il semblait leur présenter un moyen facile de s'enrichir. Si nous étudions les chiffres que nous avons à notre disposition, il semblerait que ceci en fut le résultat. Dans bien des cas, cependant, selon les apparences, les coalitions n'eurent pas le succès que les promoteurs et ceux qui participèrent à leur organisation anticipèrent. L'expérience des quelques années passées mettra probablement un frein à un tel carnaval financier pour les quelques années à venir, tout au moins en autant que le souvenir des actionnaires restera vivace.

Au cours d'une enquête tenue sur ce sujet par le "Monetary Times", les promoteurs qui furent examinés firent l'énumération suivante des objets et des avantages à gagner par la coalition :

- L'établissement d'étalons ou d'articles de diverses qualités.
- L'élimination de compétitions inutiles.
- L'obtention de capital additionnel.
- Prévention d'augmentation dans les prix au public.
- Tenir tête à l'accroissement de la demande du marché.
- Élimination d'une forte proportion de dépenses de transport.
- Épargnes résultant de la concentration de l'exécutif.
- Économies dans les achats, la fabrication et les services de vente.
- L'établissement de succursales de la même compagnie dans différents endroits du pays.
- Spécialisation dans les différentes unités de fabriques, éliminant ainsi le doublement inutile de l'installation et des modèles.

Durant la période où la formation d'amalgamations industrielles fut le plus en évidence, l'on affirma fréquemment comme un fait indéniable qu'il résulterait de l'épargne de la concentration du pouvoir exécutif et de l'économie dans les achats, dans les ventes et dans la fabrication. C'est sur ce calcul aussi bien que sur les profits passés des compagnies individuelles, que fut basée l'évaluation des profits possibles de l'association des compagnies. Dans un grand nombre de cas, les profits actuels de la coalition furent de beaucoup en deçà du montant calculé. La coalition en elle-même n'est pas une garantie d'économies relativement à l'opération des compagnies individuelles non plus qu'elle ne garantit des profits plus élevés que puissent rapporter ces mêmes compagnies. Sous ce rapport, la question d'administration est importante aussi bien que la question de la capitalisation et les difficultés naturelles qui doivent se rencontrer quand il s'agit de souder ensemble plusieurs associations individuelles dans une unité manufacturière.

Le facteur de la surcapitalisation et du "mouillage" du capital entre aussi en ligne de discussion lorsqu'il s'agit de compagnies à fonds social généralement. Si nous consultons les Gazettes officielles fédérales et provinciales, nous découvrons qu'en 1912, 4,651 nouvelles compagnies furent incorporées par les différentes législatures au Canada ayant un capital autorisé de \$1,245,927,701; et en 1913, 4,178 nouvelles compagnies avec un capital autorisé de \$922,943,949.

Ces chiffres de capitalisation, naturellement, peuvent signifier n'importe quoi, et à leur sujet surgit de nouveau la difficulté de trouver combien de ce capital autorisé a été émis et payé.

Pour s'assurer du chiffre du capital factice, quand il en existe, il faudrait l'examen d'un expert dans la finance, l'actif et la situation générale des compagnies individuelles, ce qui serait une tâche herculéenne.

Il paraît juste d'affirmer que, à moins qu'une corporation détienne un monopole ou au moins qu'il y ait entente, quant au prix, entre les différentes sociétés, le prix payé par le consommateur ne peut pas avec succès atteindre un niveau très élevé.

Pour en venir maintenant au mérite de la seconde accusation de "surcapitalisation" et "mouillage de stock," nous découvrons, par un examen minutieux, que ce n'est pas le consommateur des articles qui souffre de cette manipulation, mais bien celui qui investit son argent dans la "surcapitalisation" ou dans le "mouillage du stock." Le boni des actions communes, la manipulation de leur prix sur le marché, les estimations attrayantes de profits, les brillants prospectus, la lourde capitalisation, tous sont peut-être des offenses financières, mais si nous retraçons leurs opérations nous trouvons qu'elles atteignent principalement les promoteurs, les actionnaires et leur argent. Comme il a été dit déjà, la "surcapitalisation" seule d'une compagnie aurait peu d'effet sur les prix, à moins que d'une manière ou de l'autre la surcapitalisation aiderait à la compagnie à devenir un monopole, ce qui n'est pas vraisemblable.

Au Canada, le mot "surcapitalisation" a souvent été pris relativement aux industries dont le capital est plutôt estimé par sa puissance probable de gain que par son actif. Le revenu anticipé de la compagnie a fréquemment été la base des calculs pour l'évaluation du capital—et ceci peut se dire particulièrement dans le cas d'une coalition pilotée par d'ambitieux courtiers. Une entreprise que l'on croit capable de gagner \$100,000 net par année, passe pour être capable de payer des dividendes sur un capital de \$1,000,000 quand le taux de l'intérêt sur des placements comportant des risques semblables est, disons, 10 pour cent. Ainsi, la compagnie est capitalisée à \$1,000,000 avec peu de rapport à son actif tangible. Mais même cette manière d'évaluer le capital ne peut qu'à peine affecter le consommateur. Pour revenir à l'exemple ci-dessus mentionné, supposons que l'actif d'une compagnie vaut \$600,000, le fait de payer \$1,000,000 de capital dans son trésor ne fait aucun tort si toutes ses autres opérations sont honnêtes et dirigées d'une manière capable, parce qu'il y aurait en caisse \$400,000 appartenant à la compagnie en plus de l'autre actif fixe ou en circulation qui aurait été acheté par la compagnie pour la somme de \$600,000. Il peut tout aussi bien y avoir un revenu légitime des \$400,000 que des \$600,000 en supposant que le nombre de travailleurs ou que les unités industrielles soient augmentés en proportion du capital ou bien si le capital est placé fructueusement jusqu'à ce qu'il soit requis pour le développement convenable des affaires.

Mais même si, par une méthode d'évaluation malhonnête, des sommes excessives sont payées pour des valeurs tangibles, pour des brevets d'invention, des postes d'affaires et la clientèle, ou pour des services de promoteurs, et que les actionnaires ne reçoivent, pour \$1,000,000, que \$600,000 d'actif avec peu ou rien des \$400,000 comptant laissés dans le trésor de la compagnie, encore ne peut-on pas dire que la compagnie a été "surcapitalisée." Elle a tout bonnement et tout simplement été volée.

Dans l'exemple ci-dessus, nous avons supposé que la somme de \$1,000,000 avait été actuellement fournie par les actionnaires, comme capital. Nous avons aussi supposé que des actions avaient été émises, disons, de la valeur de \$100 au nombre de 10,000. Si cette compagnie eût possédé ou eût acheté des biens pour

une valeur réelle de \$600,000 et si elle eût émis 6,000 d'actions privilégiées de \$100 et 4,000 actions communes, et que deux actions communes eussent été données avec chaque trois actions privilégiées—la compagnie aurait encore un capital nominal de \$1,000,000, mais on ne pourrait en aucune manière la soupçonner de surcapitalisation, parce que \$600,000 serait du capital payé et \$400,000 du stock commun n'ayant aucune valeur présente. L'émission de stock commun qui n'a aucune valeur présente, en soi, n'est pas une mauvaise action. Le stock commun représente tout au plus une convention, entre les actionnaires et les promoteurs, que les actionnaires participeront dans l'augmentation future des revenus de la compagnie—dont la base a été posée avec l'aide de leurs contributions en capital payé—en proportion du stock commun qu'ils détiennent. De sorte que, en autant que ce stock commun ne représente que des "espoirs", il n'a aucune valeur réelle (quoique certaines personnes portées aux risques seraient disposées à les acheter dans un but spéculatif), il est inoffensif. De plus, cette méthode permet de faire des rajustements convenables qui sont souvent d'une valeur incalculable pour les financiers honnêtes. Mais dans les mains de personnes malhonnêtes, le stock commun est fréquemment un outil dangereux. Par l'entremise de la bourse, à l'aide de ventes d'écoulement, de campagnes de publicité et de réclame frauduleuse, le stock est élevé à un prix injustifiable et déchargé sur les acheteurs.

Dans l'émission de stock commun comme boni ou autrement et en obtenant plus de capital que n'est représenté par la valeur de l'actif, il ne résulte pas nécessairement de mal. Dans les deux cas, le mal peut surgir plus tard par l'emploi de méthodes financières malhonnêtes. La sanction de ces méthodes malhonnêtes est une autre affaire.

Mais revenons au sujet principal—l'effet de la surcapitalisation sur le prix des articles. Le gérant à qui est abandonné la charge de la destinée d'une compagnie exploitée comme nous venons de l'expliquer, trouvera probablement des difficultés à établir des dividendes sur ses certificats d'actions. Si sa compagnie est surcapitalisée mais non volée, il est probable qu'il n'aura pas ces difficultés. Mais le gérant qui doit gagner \$100,000 de dividendes avec \$600,000 d'actif, quand il devrait avoir \$1,000,000 d'actif pour atteindre cette somme de dividendes, se trouve dans l'embarras. La théorie populaire est qu'il écarte tout simplement ces embarras en augmentant le prix auquel il vend ses produits, et par ce fait il hausse le coût de la vie. Mais il ne peut pas ainsi résoudre ce problème aussi facilement et l'expérience d'un grand nombre de coalitions industrielles du Canada dans ces dernières années en est la preuve. En supposant que sa compagnie surcapitalisée n'est pas un monopole, il ne peut pas élever les prix parce que ses compétiteurs, en vendant à meilleur marché, le forceraient bientôt soit à réduire ses prix ou à donner une marchandise de meilleure qualité, proportionnée au prix qu'il demande, ou bien il devra réorganiser sa coalition.

La "surcapitalisation" ne fera probablement pas de sa compagnie un monopole à moins qu'elle ne lui ait fourni un tel surplus d'argent en caisse, qu'elle soit en mesure d'écraser la concurrence. Non seulement cela pourra être empêché par la Loi des enquêtes sur les coalitions du Gouvernement fédéral, mais par la compétition qui, au moins au Canada, a été difficile à éliminer. Dès que le champ semble débarrassé de la compétition, un nouveau rival dangereux surgit pour profiter des avantages qui se présentent.

Donc, la "surcapitalisation" semble créer plutôt un fardeau pour les actionnaires comme tels (problème en dehors de cette enquête), sans affecter le prix que paye le consommateur.

FRED. W. FIELD.

TORONTO, le 11 février 1914.

## XII.

## BOIS ET AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.

Durant l'intervalle de 1890 à 1899, le prix de la brique a augmenté de 60 pour cent, et celui de la chaux, de 40 pour cent, mais celui du ciment diminua de près de 50 pour cent.

Durant la même période, le bois fabriqué et les articles en bois ont augmenté de 25 à 50 pour cent—principalement à cause des gages plus élevés, de la hausse du coût des opérations dans les chantiers, de la mise en force de règlements plus stricts, de l'épuisement des arbres de grosse taille, et des pertes par les feux de forêts.

Les pertes causées, à nos ressources naturelles, par le feu, reçoivent l'attention toute spéciale de la commission de Conservation.

## XIII.

## VÊTEMENTS.

C'est une tâche très difficile que de faire une enquête sur les prix comparatifs des vêtements. Les modes changent et les experts, très souvent, dans la nature des tissus ou d'autres matières, diffèrent d'opinion.

La hausse s'est fait sentir généralement sur la qualité inférieure de la marchandise vendue au même prix, à cause de la tendance prononcée naturelle au commerce de détail des vêtements de maintenir un prix régulier.

Dans les marchandises laine et coton, l'augmentation se manifeste par la plus grande proportion de coton et la plus petite proportion de laine, ou bien par un tissu plus léger, pour le même montant d'argent.

Les vêtements tout laine, pour le même prix, sont plus légers ou coûtent plus cher. On peut dire la même chose des vêtements de coton.

La hausse dans les vêtements depuis 1897 est estimée à 30 à 40 pour cent, causée par l'augmentation du coût de la production des matériaux, des gages, du loyer, etc.

Le tableau suivant, préparé par un marchand important de gros et fabricant de vêtements, indique la hausse des prix pour la matière première et pour le travail, de 1900 à 1913, dans certaines marchandises :

Vêtements.	Matière première	Année 1900.		Année 1905.		Année 1913.	
		Prix par verge	Prix de vente	Prix par verge	Prix de vente	Prix par verge	Prix de vente
Pardessus.....	Drap castor.....	.85	7.50	1.00	8.50	1.10	10.00
".....	Melton.....	.85	7.50	1.00	8.50	1.10	10.00
".....	Frise.....	.90	7.50	1.00	8.50	1.10	10.00
Complets.....	Serge.....	2/3	7.00	2/6	7.50	3/-	8.50
".....	Serge.....	3/8	10.00	4/1	11.00	4/4	12.50
".....	Tweed.....	1/11	6.00	2/2	7.25	2/5	8.00
".....	Laine fine.....	3/8	10.00	4/-	11.00	4/6	12.50
Doublures.....	Doublure, corsage..	10d.	.....	1/-	.....	1/3	.....
	Doublure, manches.	7d.	.....	8d.	.....	9d.	.....
	Canevas.....	3d.	.....	4d.	.....	5d.	.....

## TRAVAIL.

	Année 1900, par semaine		Année 1905, par semaine.		Année 1913, par semaine	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Tailleurs.....	12 00-	14 00	14 00-	15 00	18 00-	20 00
Repasseurs.....	8 00-	10 00	12 00-	14 00	15 00-	20 00
Opérateurs de machine, hommes.....	9 00-	12 00	13 00-	15 00	15 00-	25 00
Opérateurs de machine, femmes.....	3 50-	6 00	6 00-	8 00	10 00-	12 00
Couturiers.....	8 00-	10 00	12 00-	14 00	15 00-	20 00
Couturières.....	3 50-	6 00	6 00-	8 00	10 00-	12 00
Heures de travail par semaine.....	60 heures.		55 heures.		49 heures.	

Une autre société de marchands-tailleurs a soumis les chiffres suivants :

	1890	1913
Prix payé par le marchand pour serge "Bellwarp".....	\$2.10	\$2.75
Prix payé par le marchand pour tweed écossais.....	2.00	2.25

## XIV.

## CUIR, CAOUTCHOUC, CHAUSSURES ET SOULIERS.

Les prix du cuir sont approximativement 40 pour cent plus hauts que durant la décade 1890 à 1900.

La principale cause de l'augmentation du prix du cuir et de ses produits différents, y compris les chaussures et les souliers, durant la dernière décade, se trouve, pratiquement parlant, dans l'addition constante aux dépenses de tous les facteurs de production et de distribution.

Les causes qui ont contribué à produire l'augmentation du prix du cuir depuis 1900 sont énumérées par M. S. M. Wickett, de Toronto, comme suit :

1. L'augmentation de la demande du cuir à cause des guerres, de la fabrication des automobiles et des nouveaux usages auxquels est employé le cuir et l'extension constante de cette demande.

2. Je comprends que durant la guerre russo-japonaise il s'est produit une très grande destruction de bêtes à cornes et de peaux.

3. La diminution dans la production des bestiaux à cause d'une couple de mauvaises saisons et de l'augmentation du prix du fourrage.

4. Le coût du travail et des matières employées dans le tannage a augmenté de 30 à 75 pour cent.

5. Les opérations des emballeurs américains ont fréquemment provoqué la hausse du prix des peaux à un niveau plus élevé. Ils furent en mesure d'accomplir ce résultat en contrôlant un certain nombre de tanneries importantes aux Etats-Unis. Je comprends qu'ils contrôlent une large proportion de la production du cuir à semelles aux Etats-Unis et aussi possèdent un certain nombre de fabriques de cuir léger. Quand le marché a plus ou moins la tendance à décliner ou à hésiter, ils sont en mesure, en remplissant leurs magasins, de libérer le marché de son approvisionnement flottant et de lui donner l'apparence de stabilité.

Le tableau suivant a été préparé pour représenter l'augmentation du prix de gros des chaussures d'usage ordinaire pour les hommes et les femmes :

	1897	1907	1914
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Chaussures trépointées pour hommes.....	1 90	2 35	2 65
"    McKay.....	1 60	2 00	2 25
Chaussures trépointées pour femmes.....	1 50	1 85	2 20
"    McKay.....	1 25	1 55	1 90

Le prix des chaussures et des souliers en caoutchouc a augmenté dans les mêmes proportions que le prix des chaussures et des souliers en cuir, et pour les mêmes raisons.

## XV.

## CÉRÉALES, FARINE ET PAIN.

## BLÉ ET AUTRES CÉRÉALES.

Personne n'a émis la prétention que le blé fût, de quelque manière, contrôlé par une grande corporation quelconque, quoique à certains moments et pour une courte période de temps, il se soit produit un contrôle (corner) avec une augmentation temporaire de prix.

Le prix du blé est réglé par la production qui vient des récoltes plus ou moins abondantes des différentes parties du pays.

Les changements dans les prix des céréales, relativement à la hausse ou à la baisse, ne semblent pas plus considérables que l'on peut attendre du changement résultant de la demande accompagnée des variations générales des affaires.

## LE BLÉ AU CANADA.

Année.	Quantité d'acres	Rendement	Rendement	Prix moyen
		par acre	total	au boisseau
		Boisseaux.	Boisseaux	Cents.
1910.....	8,863,151	14.89	132,049,000	75
1911.....	11,100,673	20.80	230,924,000	64
1912.....	10,996,700	20.38	224,159,000	62
1913.....	11,015,000	21.04	231,717,000	67
1914.....	10,293,900	15.37	158,223,000	..

Le tableau ci-haut indique les prix moyens reçus par les fermiers canadiens tels que compilés par le service des statistiques du ministère du Commerce. L'on peut voir que pour les trois récoltes des années 1911-12-13 les fermiers reçurent quelque peu moins de 65 cents le boisseau.

D'après les témoignages que nous avons pu obtenir de diverses sources, nous sommes arrivés à la conclusion que dans les conditions présentes, il coûte \$12 pour produire et mettre sur le marché ce que peut rapporter de blé un acre de terre. Si un acre de terre rapporte 20 boisseaux, il coûte, par conséquent, en moyenne 60 cents pour produire un boisseau de blé, dans les trois provinces. Ceci laisse une marge de 5 cents.

Le calcul ci-dessus est basé sur une production de 20 boisseaux par acre. Il est facile de voir que les fermiers qui ont réellement fait des profits en plus d'un salaire raisonnable, dans la production du blé, sont ceux qui ont récolté au-delà de 20 boisseaux par acre. De sorte que, quand le rendement est tombé au-dessous de 20 boisseaux, le fermier ne réalisa même pas des gages raisonnables, durant les trois années en question. De plus, dans ce calcul, on ne tient pas compte du fait que chaque boisseau de blé pris sur la ferme appauvrit le sol d'une valeur de 25 cents, qui comprend la valeur des nitrates, de l'acide phosphorique et de la potasse; ajoutons, de plus, que ce calcul est basé sur les prix tels qu'ils existaient avant la guerre.

Si nous tenons compte aussi des dépenses nationales, c'est-à-dire des dépenses encourues par le pays pour placer le fermier sur la terre, les dépenses qui lui aident à vivre et à travailler là où il est et toutes les dépenses contingentes que le peuple du Canada a prises à sa charge afin de le mettre sur la terre, il est douteux que durant les années 1911, 1912 et 1913 les producteurs de blé de l'ouest aient réalisé beaucoup plus que de bons salaires. Elle doit avoir eu une influence importante sur la question du coût de la vie pour tout le Canada, cette concentration d'une immense somme de labeur consacrée à la production d'un aliment principal qui, malgré qu'il soit si nécessaire, n'a cependant pas augmenté de prix. La grande importance d'ajouter, à la production du blé, celle des bestiaux sur une grande échelle, est tellement évidente qu'il n'est pas nécessaire d'insister. La production exclusive du blé a été l'un des facteurs importants dont l'influence s'est fait sentir sur le coût de la vie au Canada.

A l'Annexe No 21 ci-jointe, l'on trouvera un mémoire du directeur des fermes expérimentales de la Puissance, se rapportant au coût de la production des récoltes canadiennes.

#### LA FARINE.

Il y a 1,100 moulins au Canada employés à moudre les céréales, dont 650 sont des moulins "marchands." Ils suffisent pour moudre tout le blé et toutes les autres céréales qui sont produits au Canada.

Il est admis que les plus gros moulins ont certains avantages sur les petits moulins par le fait qu'ils peuvent maintenir l'uniformité de la farine envoyée au marché canadien.

Le grand nombre de moulins indépendants fait disparaître, pour le présent, le danger du succès que pourrait avoir la coalition en contrôlant les prix du blé ou de la farine au Canada. Ces prix subissent l'influence du monde entier.

L'on s'est plaint que les prix de la farine au Canada étaient plus élevés que dans le Royaume-Uni. La réponse que l'on a donnée à ces plaintes fut que, comme l'on ne peut vendre sur le marché canadien que la farine de première qualité, et comme la quantité de cette farine produite du blé canadien est limitée, le consommateur est obligé d'en payer le prix. Ce qui reste des autres qualités de farine doit être vendu en compétition avec le surplus de production des autres pays de l'univers.

Le meunier canadien prétend que les meuniers anglais emploient une douzaine de différentes sortes de blés dont ils font un mélange pour obtenir, relativement au prix, l'uniformité de production. Tenant compte des conditions mondiales, leurs consommateurs sont satisfaits d'accepter des mélanges de farine de qualité moyenne avec de la farine d'autre qualité, qui ne pourraient pas être vendus avec profit sur les marchés du Canada.

Les vues du consommateur et celles du meunier relativement à cette question sont publiées dans le "*Canadian Miller and Cerealist*" de juin et juillet 1914, et ils apparaissent à l'Annexe No 20.

## LE COUT DE LA VIE AU CANADA

Nous ne pouvons pas facilement faire de comparaisons entre le coût du pain au Canada et en Angleterre, parce que la farine est différente, les pains sont différents, et le coût de distribution est de beaucoup différent.

### LE PAIN.

Le prix du pain varie selon les localités et les villes, et son augmentation semble venir de la hausse des gages, des loyers, des dépenses de la boulangerie, du service de livraison, y compris les dépenses des chevaux, de leur nourriture, des voitures, des harnais, etc. Récemment toutes ces augmentations furent très marquées.

Il n'y a pas de convention, se rapportant au coût de la livraison, dans aucune ville du Canada. L'estimation générale de la dépense de livraison de maison à maison est de 2 cents par pain de 3 livres; et la dépense de livraison aux maisons de gros ou aux magasins est évaluée à  $\frac{3}{4}$  de cent par pain de 3 livres.

L'expérience obtenue à Aldershot dévoile des moyens d'économiser dans la production du pain, qui sont indiqués dans le rapport publié dans le "*Statesman*" de février 1914, qui suit:

"Le pain pour l'armée est préparé dans un établissement outillé avec les dernières améliorations, dit le "*Statesman*." L'économie du travail y est strictement pratiquée et l'on rend ce travail excessivement plaisant. En tout et partout cet établissement fournit un contraste frappant avec la fabrication du pain où de petits patrons emploient des boulangers maladifs.

*Préparation du pain pour l'armée.*—Il est probable que plusieurs parmi nous goûteraient fort peu leur pain de tous les jours, si nous étions témoins de la manière qu'il est fabriqué, et il est aussi probable que dans l'intérêt de la santé une forte proportion des petites boulangeries devraient être promptement fermées. La boulangerie d'Aldershot, d'un autre côté, n'employant que le meilleur matériel aussi bien que les accessoires les plus récemment inventés, est un spectacle plaisant et qui crée même l'enthousiasme, tant les procédés qu'on y emploie sont économiques, propres et adroits.

Mais ces produits sont encore plus remarquables à cause de leur excellence et de leur bas prix. D'après la "*Board of Trade Labour Gazette*" de décembre, le prix du pain en Angleterre, dans le Pays de Galles et en Ecosse est en moyenne de 5.39 sous (pence) et 6.36 sous (pence) par 4 livres; la moyenne de toute la Grande-Bretagne est de 5.92 sous (pence), ou aussi près que possible six sous (pence) par pain de 4 livres. Le prix du pain d'Aldershot durant la première moitié de 1912 s'élevait de 8s. 6d. pour 100 livres ou aussi près que possible à 4 sous (pence) par pain de 4 livres.

*Un tiers de moins du prix.*—Il y a un aspect comique attaché à cette assertion d'un simple fait. Pensez à tout le tapage qui s'est fait dans le Royaume-Uni durant les dernières dix années sur l'incident de l'impôt du droit, peu élevé, sur le grain, et son effet sur le prix du pain, et comparez ceci avec le fait que le bureau de la Guerre, qui a la réputation d'être fort peu intelligent, peut fabriquer son pain à un tiers du prix payé par le public pour un article inférieur."

A l'Annexe No 19 se trouve un mémoire de la plume de W. W. Moore, sur les prix de la farine et du pain dans les différentes villes du Royaume-Uni, du Canada et des Etats-Unis.

## XVI.

## LE POISSON.

Le prix du poisson n'a pas augmenté dans les mêmes proportions, durant ces dernières années, que le prix des produits de la ferme.

Quoique le poisson soit l'un des aliments le meilleur marché, sa consommation ne varie pas beaucoup. Le prix en est réglé par l'offre et la demande. Comme sa source d'approvisionnement, tant dans les mers que dans les lacs intérieurs et dans les rivières, est abondante, le développement des pêcheries et le plus grand usage du poisson comme article comestible devraient être un facteur dans la réduction du coût de la vie.

La valeur totale du marché du poisson, des produits du poisson et des animaux marins capturés par les pêcheurs canadiens dans la mer, dans les lacs intérieurs ou dans les rivières durant les trois années terminées au 31 mars 1913, tel qu'il appert au rapport des pêcheries, est indiquée comme suit :

	Valeur.
Année se terminant le 31 mars 1911.....	\$29,965,433
Année se terminant le 31 mars 1912.....	34,667,872
Année se terminant le 31 mars 1913.....	33,389,464

Il convient d'attirer l'attention du public sur une brochure émise par le ministère du Service Naval, Ottawa, Canada, sur le poisson et la manière de l'apprêter.

Voici des extraits de cette brochure :

Aujourd'hui que le coût de la vie est devenu un facteur aussi important, il est convenable que la ménagère ordinaire accorde beaucoup d'attention aux moyens de servir sa table. Les aliments ne doivent pas seulement être bon marché, mais ils doivent aussi être agréables et nourrissants.

Comme le poisson rencontre ces exigences, nous attirons l'attention à son sujet, vu qu'il est l'un des articles qui devraient avoir une place importante sur le menu de tous les jours.

Non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue de la santé, il est désirable que l'on fasse un plus grand usage du poisson. Sir James Crichton-Browne, M.D., D.Cc., médecin du Grand Chancelier, etc., dans un article sur la valeur du poisson comme aliment, dit que l'on ne peut pas insister suffisamment sur le fait que, pour les travailleurs de toutes classes—tant ceux qui travaillent de la tête que ceux qui travaillent des bras—le poisson est une source économique d'énergie nécessaire qui leur aide à accomplir leurs fonctions, et que pour les enfants et les jeunes personnes, il fournit les éléments mêmes qui sont requis pour leur permettre de grandir sains et forts.

La même autorité affirme que la facilité de digestion est une autre raison importante qui devrait rendre l'usage du poisson général. Même les estomacs faibles, qui ne peuvent pas digérer la viande facilement, trouveront peu de difficulté à s'assimiler le poisson. La rapidité avec laquelle une viande quelconque se dissout dans l'estomac dépend beaucoup de la finesse de son tissu. Ainsi le bœuf n'est pas aussi facilement digéré que le mouton, parce que ses fibres sont plus longues et plus dures, le mouton ne se digère pas aussi facilement que la poitrine de volaille. Dans

le poisson, les fibres des muscles sont très courtes et sont disposées en masses floconneuses et se désagrègent facilement les uns des autres. Conséquemment, le poisson se prête à une digestion relativement rapide. Tout naturellement, les différentes sortes de poissons diffèrent dans leur facilité de digestion, le poisson maigre est plus rapidement absorbé que le poisson gras, et le poisson salé, grâce au durcissement des fibres durant les procédés de salaison, s'attarde plus longtemps dans l'estomac que le poisson frais. De plus le poisson est un aliment moins stimulant que la viande, ce qui est un fait important durant cette période de forte tension nerveuse.

Mais à ce sujet, cependant, il ne faut pas oublier un fait important, c'est que de même que pour les autres aliments, la digestibilité et la qualité nutritive du poisson dépend beaucoup de la manière dont il est préparé.

### VALEUR COMPARATIVE DU POISSON COMME ALIMENT.

Comme il est expliqué dans "les Recettes pour les mets de mer", quoique la nourriture diffère en apparence et dans le goût, les résultats de l'analyse indiquent qu'elle est relativement composée d'un petit nombre d'éléments. Ceux-ci sont l'eau et les éléments soit-disant nutritifs—la protéine ou matières azotées, les matières grasses, les hydrocarbures et les matières sédimentaires. Les exemples familiers de la protéine se trouvent dans le maigre du poisson et de la viande, le blanc de l'œuf, la caséine du lait et le gluten du blé. Les matières grasses se trouvent dans le gras du poisson et de la viande, du lait (le beurre) et des huiles. L'amidon, le sucre et les fibres ligneuses ou la cellulose forment la majeure partie des hydrocarbures.

La nourriture sert au double besoin d'approvisionner le corps des matières nécessaires pour sa croissance et pour remplacer l'usure aussi bien que l'énergie nécessaire pour la chaleur et l'effort musculaire. La valeur de l'aliment dépend de la quantité qu'il contient en matière nutritive, et l'aliment le meilleur marché est celui qui fournit la nourriture au plus bas prix. Le poisson, comme la viande, est un aliment azoté. Pendant qu'il contient de la matière grasse il n'en est pas cependant une source abondante et économique, pas plus que ne le sont les hydrocarbures. Il doit conséquemment être accompagné de céréales ou d'autres végétaux qui, quoique étant riches de ces derniers éléments, manquent cependant de protéine.

Grâce à l'approvisionnement naturel pratiquement illimité du poisson de mer et à l'approvisionnement inexploité du poisson d'eau douce dans quelques provinces, il semblerait que l'augmentation de la demande domestique et la plus grande facilité de transport devraient amener une diminution dans le prix de détail du poisson. Plusieurs témoins suggèrent que l'on fasse les plus grands efforts possibles pour encourager l'approvisionnement du poisson canadien pour le peuple canadien.

La Commission d'Enquête a eu l'avantage de recevoir un mémoire traitant des vapeurs à filets (trawlers) et de l'industrie de la pêche dans le Royaume-Uni, de M. George S. F. Edwards, de la Smith's Dock Company, Limited, South Banks, près de Middleborough-on-Tees, Angleterre, grâce à la courtoisie du Major H. C. Blair. Ce mémoire apparaît à l'annexe No 18.

## XVII.

## BÉTAIL, VIANDES, PRODUITS DE LA FERME, ETC.

Nous trouvons que la cause du niveau plus élevé des prix se trouve dans le coût des produits de la ferme.

Comme l'augmentation des prix est plus grande sur les produits qui viennent directement ou indirectement de la ferme que celle des autres produits à l'exception des produits forestiers, il semble évident que la cause principale du coût élevé de la nourriture se trouvera dans l'étude des conditions agricoles.

Le prix des articles fabriqués ne comporte pas le même rapport de l'augmentation, vu que les nouveaux équipements ont aidé à supporter la tension produite par les salaires trop élevés.

Le développement de l'agriculture s'est attardé à la suite du développement industriel—la science ayant apparemment moins appliqué son génie sur la ferme que dans la fabrique.

L'un des aspects de cette situation se trouve dans le fait que les sommes considérables d'argent qui ont été dépensées pour obtenir de meilleures communications et pour améliorer la mécanique ne rapportent pas toujours les résultats que l'on espère voir se réaliser dans l'augmentation de la production à un prix plus bas. Les perfectionnements du transport ont été énormes, mais ils ont été payés cher, et partout où ils se sont manifestés, le prix du terrain a augmenté.

L'augmentation du prix des bêtes à cornes est due à la production insuffisante. L'accroissement des bestiaux n'a pas été en proportion de l'accroissement de la population dans les principaux pays où se fait l'élevage, excepté l'Australie.

Des fermiers nous disent qu'ils ont trouvé que les produits de la laiterie, aussi bien que d'autres produits de la ferme, sont plus rémunérateurs que l'élevage des bestiaux, et cet état de choses a eu pour résultat la diminution de l'approvisionnement de ces animaux.

## LES BESTIAUX ET LE BŒUF.

Si l'on consulte les tableaux du prix des articles, on constatera que les bestiaux de l'ouest ont augmenté de \$2.77 (1894) à \$6.77 (1913), le premier prix que nous venons de mentionner ayant rapport aux éleveurs (ranchers), alors que les bêtes à cornes de l'est ont augmenté de \$3.03 (1896) à \$6.99 (1913). Il en est de même du bœuf: la hausse pour les quartiers de devant a été de beaucoup plus considérable que pour les quartiers de derrière, c'est-à-dire de \$4.06 (1895) à \$11.75 (1913), soit deux fois et demie.

Le coût élevé de la viande fraîche au détail dans les villes est attribué, pour une grande mesure, à la demande générale des meilleurs morceaux et aux lourdes dépenses de livraison, de téléphone et d'autres services, y compris les dépenses nécessaires pour rendre les étaux plus attrayants.

Un grand commerçant de viandes fraîches nous fournit les renseignements suivants à ce sujet.

Nous délivrons à peu près 25 pour cent de tous les achats. A partir du 7 octobre 1913 au 3 novembre 1913, nous avons fait 94,006 ventes de détail, dont 23,000 furent portées chez le consommateur.

Valeur moyenne de chaque vente, 53 cents.

Coût moyen de la livraison, 5.86 cents.

Moyenne de la pesanteur pour chaque paquet, 2 livres.

L'un des plus grands marchands de viandes fraîches, ayant une vente annuelle de près de \$3,000,000, nous donne le prix de 30 cents comme valeur moyenne de chaque vente individuelle.

Le tableau comparatif suivant donnant la consommation annuelle, par tête, de la viande au Canada, en Angleterre, en Allemagne et en France, est intéressant.

Consommation annuelle par tête au Canada, 175 livres.

Consommation annuelle par tête en Grande Bretagne, 120 livres.

Consommation annuelle par tête en Allemagne, 104 livres.

Consommation annuelle par tête en France, 80 livres.

L'augmentation du coût des viandes fraîches, nécessairement, porte davantage sur les morceaux les plus coûteux à cause de la plus grande demande et aussi pour les raisons suivantes :

L'augmentation dans les viandes est généralement plus grande que l'augmentation dans les bestiaux. Cette affirmation peut être illustrée comme suit : un bœuf vivant pesant 1,000 livres est acheté par le boucher ou l'abattoir à 6 cents la livre. La carcasse dépouillée pèsera à peu près 500 livres. Cette carcasse rapportera \$60 ou, règle générale, de \$55 à \$57.50 (11 cents à 11½ cents la livre). L'abattoir doit couvrir toutes les dépenses, les profits et la différence entre le prix de vente de la carcasse et le prix d'achat d'un animal vivant, par les profits qu'il peut réaliser sur la vente des entrailles et des rebuts. Si le prix du marché d'un animal vivant avance jusqu'à 7 cents, la carcasse se vendra de \$65 à \$67.50 (13 à 13½ cents la livre). En d'autres mots, la hausse de 1 cent la livre dans le prix d'un animal vivant voudra dire 2 cents la livre dans le prix de gros de la carcasse. Quand le détailleur divise la carcasse et distribue le coût sur les différents morceaux, il portera l'augmentation principale sur les morceaux de choix, de sorte qu'une hausse, sur le marché, de 1 cent la livre sur le prix d'un animal vivant, peut provoquer l'addition de plusieurs cents sur les morceaux les plus coûteux. Ce sont donc ceux qui insistent pour avoir les morceaux de choix qui ont à supporter le plus lourdement l'augmentation du prix de l'animal sur pieds. C'est ici que se trouve l'avantage de connaître la manière de bien apprêter la viande la moins chère.

La même chose peut se dire des cochons. Durant les bonnes années, les parties les moins bonnes sont difficiles à vendre, et généralement les ménagères ne savent pas les apprêter.

TABLEAU No 1.—Produits; 48 bêtes, lot N, bouvier, Toronto; tuées, 8 janvier 1914.

24 jeunes bœufs (steers).....	25,560 livres	Facture.....	\$4,391 75	Coût, à peu près 9c. la livre sur pieds.
24 jeunes bœufs (steers).....	23,340 "	Transport.....	75 35	
	48,900 livres	Boucherie.....	48 00	
			<u>\$4,515 10</u>	

## MOINS

Tripes.....	583 livres à 5 cents.....	\$ 29 15
Bavettes d'aloyau.....	145 " 4 " .....	5 80
Langues.....	232 " 10 " .....	23 20
Cœurs.....	235 " 5 " .....	11 75
Foies.....	470 " 4 " .....	18 80
Têtes.....	312 " 5 " .....	15 60
Enveloppes.....	48 " 12½ " .....	6 00
Cou.....	384 " 2 " .....	7 68

Total du rendement des accessoires..... 117 98

Sur pied, 2,150 livres à 5 cents..... 107 50

Peaux, 3,617 livres à 13 cents..... 470 21

Coût net..... \$ 695 69

\$3,819 41

82 livres de perte du poids (shrinkage) durant le transport... \$ 7 20

Coût.....	Rendement.....	Poids après l'apprêtage, 28,395 livres.
Sur pied, \$7.75, \$8.40, \$8.45.	Peaux, 75 livres par carcasse.	Moins 2½ pour cent 710 "
Fraîchement tué, \$9.13.	Suif, 45 " " "	
Moins 2½ pour cent, \$13.80.	Bœuf, 57 pour cent.	
		<u>27,685 "</u>

CALCUL AU MAGASIN.—16 janvier 1914, indiquant le découpage du bœuf préparé pour le marché.

	Livres.	Cents	\$ cts.
Quartiers de devant.....	134	12½	16 75
Poitrine.....	33	11	3 63
Première côte.....	6¾	20	1 35
Deuxième côte.....	7½	22	1 59
Troisième côte.....	9½	18	1 75
Os de l'épaule.....	2½	4	10
Cou.....	10¼	10	1 05
Epaule (intérieure).....	12½	5	1 88
Jarret.....	9¾	5	48
Paleron.....	41	15	6 15
	<u>132½</u>	.....	<u>17 98</u>

Prix de vente..... \$17 98

Coût..... 16 75

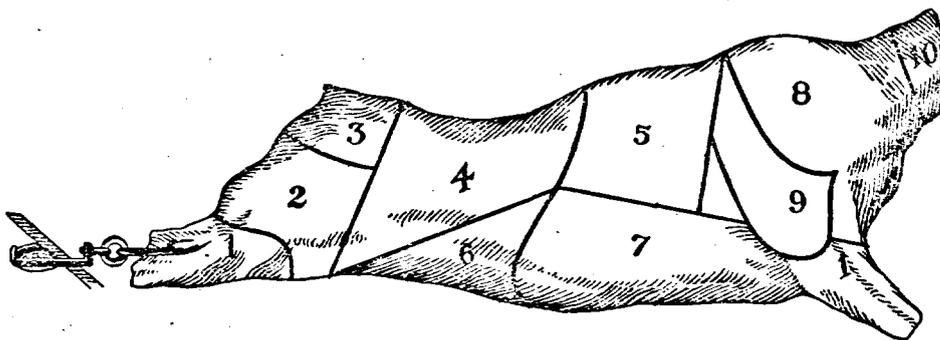
Profits..... \$ 1 23 ou 7.3 pour cent.

CALCUL AU MAGASIN.—16 janvier 1914, indiquant le découpage du bœuf préparé pour le marché.

	Livres.	Cents	\$ cts.
Quartiers de derrière.....	143	15½	22 16
No 1, surlonge (sirloin).....	15¼	28	4 27
No 2 " " " ".....	13¼	23	3 05
Surlonge, filet.....	14¾	28	4 13
Steak, porterhouse.....	12¾	25	3 19
Petites tranches.....	6½	22	1 43
Flanchet.....	4½	8	37
Os à soupe de la culotte.....	3¾	5	19
Rognons.....	1	15	15
Rôti de la culotte.....	13¾	16	2 20
Tranches grasses (round steak).....	28½	22	6 19
Steak de Hambourg.....	8¾	15	1 24
Jarret.....	13¾	5	71
Graisse ou suif.....	3¾	18	58
Os.....	1¾	2	03
	140	.....	\$27 73

Prix de vente.....\$27 73  
 Coût.....22 16  
 Profits.....\$ 5 57 ou 25.1 pour cent.

DESSIN INDICANT LE PREMIER DÉCOUPAGE D'UN COTE DE BŒUF.



- |                       |              |
|-----------------------|--------------|
| 1.—Jarret ou trumeau. | 6.—Flanchet. |
| 2.—Tranches grasses.  | 7.—Poitrine. |
| 3.—Culotte.           | 8.—Paleron.  |
| 4.—Longe.             | 9.— " "      |
| 5.—Côte.              | 10.—Collier. |

NOTE.—Les tranches de longe (tenderloin), et de surlonge (sirloin) sont coupées dans la partie portant le No 4.

Les témoignages obtenus par la commission d'Enquête (résumés comme ci-dessous), confirment l'opinion qu'il est plus économique de faire boucherie selon les méthodes modernes que selon la méthode de boucherie locale en usage anciennement :

Sous l'ancienne méthode il était coutumier de tuer deux ou trois animaux par semaine dans les différentes boucheries localisées à travers le pays. De plus, les employés d'alors étaient relativement inexpérimentés si l'on compare leur manière de travailler aux méthodes d'aujourd'hui. Anciennement, c'était la coutume pour les hommes de travailler durant le

----- DOTTED LINES INDICATE COMMON CUTS IN CHICAGO MARKET

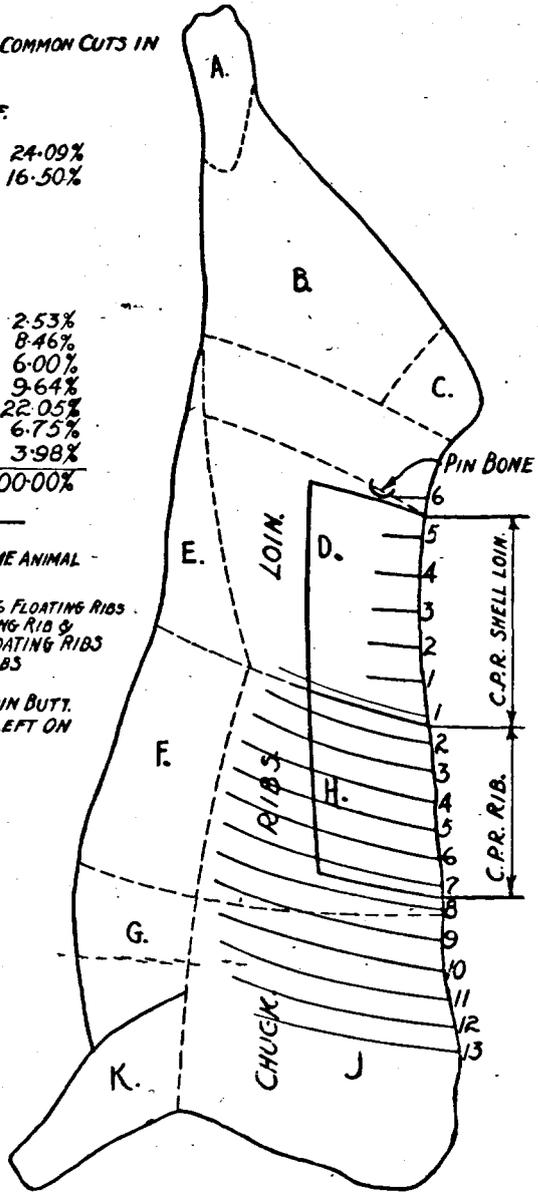
- A. HIND SHANK
- B. ROUND, RUMP & SHANK OFF.
- C. RUMP
- A.B.C. ROUND, RUMP & SHANK ON 24.09%
- D. LOIN 16.50%

CONTAINS:-- SHORT LOIN.  
LOIN END.  
STRIP LOIN.  
SIRLOIN BUTT.  
BONELESS STRIP.  
TENDERLOIN.

- E. FLANK 2.53%
  - F. NAVEL END 8.46%
  - G. BRISKET. 6.00%
  - H. RIB 9.64%
  - J. CHUCK 22.05%
  - K. FORE SHANK. 6.75%
  - SUET. 3.98%
- 100.00%

———— HEAVY LINES SHOW SAME ANIMAL CUT FOR C.P.R.

CARCASS CONTAINS 13 LONG RIBS & 6 FLOATING RIBS.  
C.P.R. SHELL LOIN CONTAINS NO.1 LONG RIB &  
NO.5 1 TO 5 INCLUSIVE FLOATING RIBS  
C.P.R. RIB-- SIX RIB CUT LONG RIBS  
NO.2 TO 7 INCLUSIVE.  
NO.6 FLOATING RIB LEFT ON SIRLOIN BUTT.  
NO.8 TO 13 INCLUSIVE LONG RIBS LEFT ON  
THE CHUCK.



C.P.R. STANDARD BEEF CUTS

MONTREAL 1ST JAN. 1915.

*W. C. Cooper*  
MANAGER S.D. & P.C. DEPT.

jour dans les étaux où se faisait le commerce du détail. Durant la nuit ils étaient employés à faire la boucherie.

L'on n'apportait pas le même soin à enlever la peau des animaux, et il y avait perte totale des intestins. Aujourd'hui, avec les méthodes modernes, il n'y a absolument aucune perte.

Là où un personnel d'hommes est occupé à ne rien faire autre chose que tuer les bestiaux, l'on obtient un travail plus avantageux et il résulte plus d'économie que dans le cas où l'on ne tue que deux ou trois bêtes à cornes par semaine.

Tous les abattoirs sont inspectés par le Gouvernement, et toutes les installations modernes comportent un entrepôt frigorifique où, malgré les conditions de la température extérieure, le bœuf est gelé et convenablement préparé comparativement à l'ancienne méthode.

Dans le maniement des viandes fraîches, il est un fait important qu'il ne faut pas oublier, c'est que le bœuf frais est une commodité périssable et que, si l'on n'a pas à sa disposition l'avantage d'une glacière, il faut le vendre totalement et de suite, vu qu'il ne peut se conserver. Il n'en est pas de même du lard, dont on peut saler le reste, s'il ne se vend pas complètement. De sorte qu'il n'y a peu ou point de perte avec le lard.

#### LE COCHON ET LES PRODUITS QUI EN DÉRIVENT.

La partie du tableau des prix des articles qui se rapportent au cochon et à ses produits, indique que le prix de \$9.08 en 1913 correspond au prix de \$3.86 en 1896, pour le cochon vivant. Le porc tué et paré et plusieurs variétés du produit de cette viande indiquent une augmentation de 100 pour cent durant les quinze dernières années.

M. W. E. Matthews, de la Compagnie Matthews-Blackwell, Ltd., qui fait affaires en différents endroits de la province d'Ontario et de la province de Québec, a donné les renseignements suivants à la commission d'Enquête durant sa séance du 20 janvier 1914:

Les commandes données par téléphone amènent la livraison à domicile d'un grand nombre de paquets, et incidemment contribuent à l'augmentation du prix de la viande. Il est nécessaire de tenir au téléphone une personne qui, pratiquement, ne fait rien autre chose que recevoir les commandes.

L'une des difficultés que nous avons à rencontrer se trouve dans les commandes payables sur livraison à domicile. Généralement les employés ont ordre de laisser la marchandise, même dans le cas où le paiement ne se fait pas sur livraison, et de retourner le jour suivant pour la recevoir. Quelquefois il est nécessaire que le charretier retourne trois ou quatre fois pour obtenir le paiement de la marchandise. Tout ceci a son influence sur l'augmentation du coût de la viande et il est admis que cette augmentation est tout simplement portée à la charge du consommateur. M. Matthews affirma qu'ils n'étaient pas capables eux-mêmes de supporter le coût de cette augmentation du prix d'opération.

Sur la question qui lui fut posée, à savoir si les prix de détail avaient augmenté proportionnellement aux prix de gros, M. Matthews répondit négativement. Il affirma, cependant, qu'il y avait relativement une plus grande différence dans les prix de détail et de gros pour les meilleurs morceaux, ces derniers ayant à supporter la charge des frais de la hausse dans l'opération.

Au sujet de l'augmentation de l'approvisionnement, M. Matthews nous dit que le temps était opportun pour améliorer la race des cochons, spécialement dans l'est d'Ontario. Les races inférieures ont passablement disparu, et il faut du sang nouveau pour les remplacer et ceci tant pour les bêtes à cornes que pour les moutons. La qualité chez les moutons devient stationnaire et il faut faire un nouvel effort.

#### LES PRIX EN ANGLETERRE ET À TORONTO.

M. J. W. Flavelle, de la William Davies Company, Ltd., Toronto, a donné un aperçu à la commission de la différence des prix du lard appelé "bacon" en Angleterre et au Canada :

Au Canada, dit-il, la situation relativement à la distribution des produits diffère de beaucoup de la situation des localités congestionnées de la Grande Bretagne, où la distribution se fait plus facilement. L'administration des affaires dans la Grande Bretagne coûte moins cher qu'au Canada. Là, les centres congestionnés offrent un plus fort volume d'affaires au commerce individuel qu'au Canada. Il n'y pas au Canada de demandes pour les morceaux meilleur marché. Le surplus des épaules des bestiaux canadiens est exporté. Un côté de lard (bacon) donnera à peu près 3 pour cent de viande de plus qu'un côté de lard canadien. Dans la ville de Toronto, il ne se vend que des jambons d'une certaine grosseur et du bacon d'une certaine sorte. Les gros jambons ne sont pas en vogue. En Angleterre, la vente des jambons et des bacons se fait pour les besoins de la semaine. Ce qui reste après la vente du vendredi, on en dispose, si on le peut, le samedi et il peut y avoir une baisse dans le prix de 3, 4, 5, 6 et même 7 shellings par 100 livres. Les prix du marché qui apparaissent fréquemment dans les journaux ne sont pas sûrs. Généralement, cependant, les viandes ne sont pas mises sur le marché à des prix plus bas qu'au Canada.

L'on trouvera intéressant et digne d'attention l'article suivant envoyé à la International Institute of Agriculture par W. J. Kennedy, directeur de la Agricultural Extension, Collège de l'Etat de l'Iowa.

#### LES VUES AMÉRICAINES SUR LA SITUATION DES BÊTES À CORNES, ET LA SITUATION PRÉSENTE DE CETTE INDUSTRIE, communiquées à la International Institute of Agriculture par W. J. Kennedy, directeur de la Agricultural Extension, collège de l'état de l'Iowa..

L'un des problèmes les plus importants pour le peuple américain se trouve dans la solution du problème du bœuf. Ceci intéresse chaque homme, chaque femme et chaque enfant des Etats-Unis. Pour la première fois dans l'histoire de la civilisation moderne, notre peuple est en face de ce qui semble être une famine de bœuf. Elle se rapproche graduellement depuis 1907. L'augmentation rapide de la population, créant une demande plus intense de bœuf, a été la cause des prix élevés pour toutes sortes de viandes; ainsi les fermiers se sont vus contraints de vendre leurs animaux reproducteurs aussi bien que l'augmentation normale de leurs troupeaux. Comme résultat, nous trouvons une augmentation marquée dans la demande et une diminution notable dans l'approvisionnement.

*L'approvisionnement mondial des bestiaux.*—Une diminution, chez nous, ne serait pas une chose bien sérieuse au point de vue du consommateur, s'il y avait abondance d'approvisionnement dans les autres pays. Depuis quelque temps l'auteur a collectionné des renseignements concernant la production du bœuf dans le monde entier. Il fut nécessaire de comprendre, dans ces données, toutes

les classes de bêtes à cornes, parce que peu de pays en dehors du nôtre sont en mesure de fournir des chiffres du bœuf destiné à l'alimentation distincts des animaux destinés à l'industrie du lait. Nous avons obtenu des chiffres assez certains concernant l'augmentation et la diminution dans le nombre tant des bestiaux que de la population dans, pratiquement parlant, tous les pays producteurs et les pays consommateurs du monde depuis 1900. Ces chiffres prouvent indubitablement que dans tous les pays, à l'exception de l'Australie et de la France, l'augmentation de la production des bestiaux n'a pas tenu tête à l'augmentation de la population. Si l'on étudie ces chiffres avec attention, le fait ressort clairement qu'il y a une diminution mondiale de bestiaux et que cette condition des affaires est des plus alarmantes aux Etats-Unis.

L'augmentation moyenne de la population est de 19.9 pour cent et celle des bêtes à cornes, de 2.18 pour cent.

Pays.	Population. Augmentation depuis 1900	Bestiaux.	
		Augmentation	Diminution
		depuis 1900	
	p.c.	p.c.	p.c.
France.....	2	2	..
Allemagne.....	16	4	..
Royaume-Uni.....	10	4	..
Autriche-Hongrie.....	10	2	..
Russie d'Europe.....	14	..	12
Canada.....	35	20	..
Brésil.....	20	..	20
République Argentine.....	40	..	6
Australie.....	18	40	..
Nouvelle-Zélande.....	30	16	..
Etats-Unis.....	24	..	30

*Entrée en franchise des viandes.*—L'on a beaucoup parlé de l'effet que pourrait produire la mise des viandes sur la liste des exemptions. Certains ont proclamé que ceci assurerait l'abondance de bœuf désirable pour le peuple américain à un prix modéré. D'autres ont prétendu que l'entrée en franchise des viandes mettrait l'éleveur et le fermier américains hors de l'industrie de l'élevage à cause du bas prix des bestiaux qui, inévitablement, suivrait une législation établie dans ce sens. Une étude sérieuse de la production mondiale indiquerait que ces deux courants d'opinion sont à peu près certains de faire fausse route. Qu'il y ait une diminution mondiale de bœuf, ceci ne peut être nié. Si l'on accepte cette assertion comme véritable, le fait de placer la viande sur la liste des exemptions n'aurait pas pour effet de diminuer d'une manière appréciable le prix du bœuf pour le consommateur, ou le prix des bestiaux. C'est un fait bien établi que l'Europe a faim de viande et doit tourner les yeux vers la République Argentine et l'Australie pour son approvisionnement et conséquemment, doit rencontrer comme concurrents sur les marchés du monde, les Etats-Unis et d'autres concurrents. Même les partisans les plus optimistes de l'exemption de la viande admettent que l'on pourrait obtenir tout au plus 4,000 têtes de bestiaux par semaine, soit 2,000,000 de livres de bœuf. Cette quantité suffirait à peine pour la consommation de l'augmentation annuelle de notre population. Les calculs les plus bas, se rapportant à notre consommation annuelle de bœuf, accordent 56 livres par personne, ou, pour toute la population, 14,400,000 livres par jour; ainsi donc notre popu-

lation mangerait, dans à peu près sept jours, la totalité de l'importation annuelle de bœuf, soit 100,000,000 de livres. Ceci est un exemple où la loi de l'offre et de la demande serait l'un des facteurs les plus importants pour fixer les prix.

*Situation dans les Etats-Unis.*—L'industrie des bestiaux dans les Etats-Unis est dans une condition très précaire. Entre janvier 1907 et janvier 1913, la quantité de bestiaux des Etats-Unis a diminué de 15,970,000 têtes, à peu près 32 pour cent. Durant ce même intervalle notre population a augmenté de 10,000,000. La situation sera encore pire durant les deux ou trois années à venir. L'étude des marchés à bestiaux, durant quelques semaines, convaincra les personnes les plus optimistes que l'on amène les vaches, les génisses et les veaux en trop grande abondance pour le bien futur de ce commerce. C'est un spectacle des plus pitoyables, en face de la pénurie présente de bestiaux, que de voir arriver tous les jours, sur nos marchés, tant du Sud que de l'Ouest, des animaux dont 15 à 40 pour cent qui sont offerts en vente sont de jeunes femelles des plus propres à la reproduction. Si cet état de choses continue, il ne peut avoir qu'un résultat, c'est-à-dire un nombre décroissant de bestiaux durant les années à venir.

*Le devoir des fermiers.*—Il a été dit qu'il appartient au fermier de nourrir le monde. Ceci doit nécessairement comprendre l'approvisionnement de la viande dont le bœuf est l'un des articles les plus importants. S'il doit accomplir son devoir, il lui faut se mettre à l'œuvre et pratiquer l'élevage avec plus d'intensité. Si l'on en croit les indications présentes, les prix du bœuf seront assez élevés pour que cette industrie donne un emploi lucratif. Il faut considérer aussi les bestiaux comme facteur qui aide à la conservation de la fertilité du sol. Les conservateurs (conservationists) du sol prétendent que chaque fois qu'un boisseau de maïs est retiré de la ferme pour être vendu, une valeur d'à peu près 16 cents de fertilité disparaît. Tandis que si l'on faisait servir le maïs à la nourriture des bestiaux, il n'y aurait qu'une perte de fertilité évaluée à 5 cents. A peu près la même proportion peut s'établir pour les autres grains et pour le fourrage sur la ferme. Ces facteurs méritent considération. Il n'y a pas de problème plus important devant le peuple américain que celui qui concerne l'entretien et la restauration de la fertilité du sol. L'élevage des bestiaux, dans toute l'activité de la ferme, est ce qui convient le mieux à la reconstruction du sol.

*Facteurs nécessaires pour assurer la production du bœuf dans la région du maïs (Corn Belt) de l'Amérique.*—1. Nous devons mettre plus de terrain sous le régime du pâturage. Plusieurs fermiers de l'Etat de l'Iowa reçoivent de \$10 à \$15 de l'acre pour leur pâturage consacré à la nourriture des bestiaux destinés à la reproduction. Ceci est un moyen excellent pour aider à résoudre le problème du travail sur la ferme, vu que le soin des bestiaux requiert peu d'attention durant la saison du pâturage.

2. Les cultivateurs de l'Etat de l'Iowa laissent tous les ans, sur pied, des champs de tiges de coton couvrant une superficie de cinq à sept millions d'acres. Ces tiges de coton sont en grande partie gaspillées. Cette méthode est un système ruineux de pratiquer l'agriculture, et est inconnue dans les pays où la population est plus dense et où la terre a une valeur égale ou plus élevée que la nôtre. Une grande partie de cette perte pourrait être éliminée par l'emploi de silos qui permettraient l'hivernage plus économique des bœufs, des vaches et du jeune bétail sur nos fermes.

3. L'on devrait cultiver la luzerne sur toutes les fermes de l'Iowa. Cette plante fournit des récoltes qui résistent le mieux à la sécheresse, qui rapportent le plus, qui sont les plus agréables au goût et les plus nutritives qui puissent être cultivées sur nos fermes. Aucune autre récolte ne peut être aussi avancée pour la croissance et le développement du jeune bœuf.

4. Le cultivateur sage conservera ses génisses et ses vaches pour les fins de la reproduction. Les prix du bœuf, dans l'avenir, devront être aussi hauts on peut-être plus hauts que ceux d'aujourd'hui; et conséquemment il pratique une politique à courte vue, l'homme qui dispose de son troupeau destiné à la reproduction. Les hommes, de nos jours, devraient augmenter plutôt que réduire leur troupeau reproducteur.

5. Pour qu'un homme atteigne le succès dans tous genres de travail, il doit persister dans son entreprise. Celui qui change ne fait jamais aucun progrès. Ceci est plus particulièrement vrai de l'industrie des bestiaux. Personne ne peut prévoir les hausses ou les baisses du marché, et celui qui s'attache à sa tâche est sûr de récolter des profits quand son voisin est de court, c'est-à-dire quand la demande est plus grande que l'offre.

#### PROFITS DES PAQUETEURS ET DES ABATTOIRS.

Un tableau de tous les profits sur les viandes, pour les années de 1901 jusqu'au 30 janvier 1914, a été fourni à la Commission par la Harris Abattoir Company, de Toronto, et, à l'aide de ces renseignements, fut compilé l'état suivant, qui indique la réalisation des profits sur la viande:

Année	les profits furent	34.40	cents par 100 livres de viande.					
1904-5	"	"	49.20	"	"	"	"	"
1905-6	"	"	33.11	"	"	"	"	"
1906-7	"	"	35.44	"	"	"	"	"
1907-8	"	"	43.30	"	"	"	"	"
1908-9	"	"	39.85	"	"	"	"	"
1909-10	"	"	25.60	"	"	"	"	"
1910-11	"	"	21.14	"	"	"	"	"
1911-12	"	"	52.90	"	"	"	"	"
1912-13	"	"	19.22	"	"	"	"	"
1913-14	"	"		"	"	"	"	"

Si l'on tient compte de toutes les branches de l'activité de cette compagnie, les profits sont représentés par 39.69 cents sur chaque 100 livres de viande préparée et vendue, et si l'on élimine les branches absolument indépendantes des viandes, les profits furent de 30.13 cents pour chaque 100 livres de viande, un peu moins qu'un tiers de cent par livre.

Le rapport de Swift & Company, de Chicago, indique des ventes totales en 1913 se montant à \$400,000,000, avec un profit net de \$9,250,000 après paiement d'un dividende de 7 pour cent sur un capital de \$75,000,000. Ces profits représentent une fraction minime de 1 cent sur chaque livre de viande vendue.

Des données sur la distribution des viandes dans les provinces du Canada, soumises par H. S. Arkell, assistant commissaire de l'industrie animale, ministère de l'Agriculture, apparaissent à l'annexe No 26.

Un mémoire préparé par James Audley, du personnel du directeur général du service vétérinaire, en rapport avec l'inspection des viandes au Canada, se trouve à l'annexe No 16.

Le sujet de la production de la laiterie au Canada est traité par J. A. Rud-dick, commissaire de la Laiterie, dans une lecture qui apparaît à l'annexe No 23.

L'annexe n° 27 contient des mémoires préparés à la ferme expérimentale d'Ottawa, sur "Le coût de la production du bœuf", "Le coût de la production du porc", "Le coût de la production du mouton", et "Le coût de la production du lait".

#### LE LAIT.

L'augmentation du prix du lait vendu aux consommateurs à l'est des Provinces de l'Ouest semble être de 40 pour cent. Le prix élevé du fourrage est sans doute le facteur immédiat de la hausse du prix du lait. La croisade en faveur de l'hygiène de la ferme et du lait pur a aussi contribué à cette augmentation. En réduisant le coût élevé de la distribution de ce comestible de première

nécessité, l'on pourrait peut-être trouver le moyen de réduire le prix payé par le consommateur et de contrôler des augmentations qui ne sont pas nécessaires.

Un propriétaire important d'une laiterie de la Colombie Britannique affirma qu'il recevait 18 cents par gallon pour son lait, pendant que le consommateur à la ville payait, pour la même quantité, 40 cents. Il exprima l'opinion que la dépense pour la livraison pourrait être réduite en éliminant la multiplicité des moyens de transport; c'est-à-dire que la livraison pourrait se faire par l'entremise d'une association dont le fonctionnement serait quelque chose d'analogue à une chambre de compensation, ou encore par le système de distribution municipale basé sur l'achat au comptant.

TABLEAU No 1.—Statistiques comparatives sur l'industrie du lait en termes du lait par rapport à la production, l'exportation, l'importation, la consommation totale et per capita durant les années du recensement de 1901 et 1911; telles qu'établies par la division des Marchés, service de la laiterie et de l'entrepôt frigorifique, ministère de l'Agriculture, 24 décembre 1913.

	Recensement de 1901	Recensement de 1911	Pourcentage de l'augmentation ou de la diminution
Population du Canada .....	5,371,315	7,204,838	34.13
	Livres.	Livres.	
Production totale du lait .....	6,866,834,000	9,871,178,103	43.75
Exportation des produits du lait en tant que lait .....	2,514,596,967	2,236,663,687	11.05
Importation des produits du lait en tant que lait .....	34,886,346	39,871,207	14.28
Consommation totale du lait .....	4,387,123,379	7,674,385,623	74.92
Quantité de vaches laitières au Canada .....	2,408,677	62,594,179	7.70
Moyenne de livres de lait par vache .....	2,850	3,805	33.50

(a) Comme la production du lait n'était pas incluse dans le recensement de 1901, la quantité qui est indiquée dans la colonne de 1901, fut calculée de la manière suivante: La valeur totale de tous les produits de la laiterie en 1900 fut \$66,470,953, qui comprend la valeur du fromage et du beurre produits dans les fabriques, et la moyenne de la valeur brute du lait envoyé aux fabriques était 96.8 cents par cent livres. Utilisant ce chiffre comme base, la valeur totale ci-dessus représente une valeur totale de lait produit de 6,866,834,000 livres.

(b) Si l'on se base sur la moyenne de production pour chaque vache en 1901, il y aurait 3,463,571 vaches pour produire la quantité de lait que l'on trouve dans le recensement de 1911—une augmentation de 1,054,894 vaches, ou 43.79 pour cent.

TABLEAU No 2.—Statistiques comparatives de l'industrie du beurre indiquant la production, l'exportation, l'importation et la consommation totale et per capita dans les années du recensement de 1901 et 1911; établies par le service des Marchés, ministère de l'Agriculture, 24 décembre 1913.

	Recensement de 1901	Recensement de 1911	Pourcentage de l'augmentation et de la diminution.
Population du Canada .....	5,371,315	7,204,838	+34.13
	Livres.	Livres.	
Production totale du beurre .....	141,409,815	202,796,699	+43.41
Exportation du beurre .....	16,335,528	3,142,882	-80.76
Importation du beurre .....	1,146,639	1,227,390	+7.04
Consommation totale .....	126,220,926	200,881,407	+59.15
Consommation per capita .....	23.49	27.88	+18.68

## LE FROMAGE.

La hausse dans le prix du fromage depuis 1896 est entre 50 et 60 pour cent, comme l'on peut le constater en consultant les tableaux des prix de gros.

La consommation du fromage au Canada n'a pas été aussi considérable que sa valeur comme aliment aurait pu le justifier. Selon que les prix des autres articles ont augmenté, la consommation du fromage a augmenté. Il y a actuellement une demande ascendante pour ce comestible, grâce à la hausse dans les prix du bœuf et des autres articles.

L'espoir que l'on pourrait avoir relativement à l'augmentation de la production du fromage au Canada, dans un délai rapproché, n'est pas encourageant, selon l'opinion exprimée par des industriels importants engagés dans cette industrie.

Suit un résumé des remarques que M. R. M. Ballantyne a faites en présence de la Commission d'Enquête à Montréal, le 12 janvier 1914:

Les fermiers, aujourd'hui, peuvent avoir des prix tellement avantageux pour leurs veaux, qu'ils préfèrent les élever et les vendre comme tels, et ceci n'est possible qu'à la condition de garder leur lait chez eux pour nourrir les veaux.

Il y a beaucoup moins de jeunes bestiaux sur les fermes aujourd'hui dans Ontario et dans Québec qu'il y en a eu depuis 25 ans, et dans de telles conditions nous allons nécessairement voir des prix élevés pour le veau, le bœuf et le fromage dans les années à venir. Je pourrais dire la même chose du beurre, mais pas au même degré.

L'on expédie aux Etats-Unis du lait produit dans le district situé au sud de Montréal. Pour plusieurs années, ils ont reçu de grandes quantités de lait et maintenant ils prennent le lait et la crème quand ils le peuvent et quand cela les paye de l'avoir. Ceci s'applique à toute la région située le long du fleuve longeant la frontière, où le transport est facile à travers le fleuve. Conséquemment, l'approvisionnement pour la consommation domestique sera réduit.

Dans la région située à l'ouest de Toronto, la croissance des villes et la multiplication des fabriques de lait condensé réduisent l'approvisionnement disponible pour le consommateur.

L'exportation du fromage domestique du Canada durant les dix années terminant le 31 mars 1914, est indiquée dans le tableau suivant:

Année.	Quantité.	Valeur.
Année se terminant le 30 juin 1880	40,368,678	3,893,366
" " " " " 1890	94,260,187	9,372,212
" " " " " 1891	106,202,140	9,508,800
" " " " " 1892	118,270,052	11,652,412
" " " " " 1893	133,946,365	13,407,470
" " " " " 1894	154,977,480	15,488,191
" " " " " 1895	146,004,650	14,253,002
" " " " " 1896	164,689,123	13,956,571
" " " " " 1897	164,220,699	14,676,239
" " " " " 1898	196,703,323	17,572,763
" " " " " 1899	189,827,839	16,776,765
" " " " " 1900	185,984,430	19,856,324
" " " " " 1901	195,926,397	20,696,951
" " " " " 1902	200,946,401	19,986,281
" " " " " 1903	229,099,925	24,712,943
" " " " " 1904	233,980,716	24,184,566
" " " " " 1905	215,733,259	20,300,500
" " " " " 1906	215,834,543	24,433,169
Année se terminant le 31 mars 1907 (9 mois)	173,141,567	22,006,584
" " " " " 1908	189,710,463	22,887,237
" " " " " 1909	164,907,139	20,384,666
" " " " " 1910	180,859,886	21,607,692
" " " " " 1911	181,895,724	20,739,507
" " " " " 1912	163,450,684	20,888,818
" " " " " 1913	155,216,392	20,697,144
" " " " " 1914	144,478,340	18,868,785

## LES VOLAILLES ET LES ŒUFS.

La hausse du prix des volailles depuis 1897 a été de 150 pour cent. Le prix des poules a doublé et celui des poulets et des dindons a plus que doublé.

Pour ce qui est des œufs, l'augmentation a été approximativement de 150 pour cent en quinze ans.

Un marchand important suggère, comme meilleur moyen de réduire le prix des œufs, l'élimination de la perte des œufs avant qu'ils arrivent aux entrepôts frigorifiques. Il affirme avoir vu, dans une caisse d'œufs contenant 30 douzaines, trois ou quatre douzaines d'œufs mauvais (ces œufs étaient des mois de mai, juin et juillet).

Le service des bêtes à cornes, ministère de l'Agriculture, s'occupe depuis plusieurs mois d'une enquête sur le commerce des œufs au Canada.

En ce moment, comme les œufs sont un sujet de discussions fréquentes dans la presse et dans le public en général, il serait peut-être intéressant d'exposer quelques-unes des conclusions qui résultent jusqu'à date de cette enquête.

## LA CONSOMMATION DES ŒUFS AU CANADA.

Les Canadiens sont de grands consommateurs d'œufs et leur consommation per capita augmente constamment. Le tableau suivant donnera une idée de l'expansion de cette consommation:

TABLEAU No 1.—Indiquant la relation entre la consommation et la production dans le commerce des œufs.

	Recensement de 1891	Recensement de 1901	Recensement de 1911
Population du Canada.....	4,883,239	5,371,315	7,204,838
Quantité de volailles au Canada.....	12,696,701	16,562,084	29,548,723
		Douzaines	Douzaines
Production totale des œufs.....	64,499,241	84,134,802	123,002,132
Exportation des œufs.....	8,002,935	11,363,064	92,164
Importation des œufs.....	602,533	951,745	2,378,640
Consommation totale.....	57,078,839	73,723,483	125,288,608
Consommation moyenne par tête.....	11.8	13.72	17.39

L'on peut constater que l'accroissement de la consommation par tête entre les années 1901 et 1911 atteint presque quatre douzaines. Cet accroissement n'est en aucune sorte confiné aux villes. Les fermiers, en général, mangent plus d'œufs qu'auparavant. Dans plusieurs districts ruraux, il est pratiquement impossible d'obtenir de la viande fraîche durant certaines saisons de l'année. Durant ce temps, les œufs sont d'un usage abondant et fréquent.

A l'annexe n° 24 l'on trouvera des rapports préparés par W. A. Brown, B.S.A., du ministère de l'Agriculture, sur le commerce des œufs canadiens, le développement du travail coopératif dans le commerce des volailles de la province de l'Île du Prince Edouard, et sur la relation entre la conservation des œufs dans les entrepôts frigorifiques et le développement de l'industrie des volailles aux Etats-Unis et au Canada.

#### L'ÉLEVAGE DES MOUTONS.

Il y a quatre sortes de viandes comprises dans presque la totalité de la production au Canada; soit, la viande de vache, celle d'autres bêtes à cornes, celle des moutons et celle des cochons.

Il y a eu un déclin considérable dans le nombre de moutons au Canada durant ces dernières années, accompagné de l'augmentation du prix qui, à son tour, a contribué partiellement à la hausse du coût de la vie.

Nous n'avons aucun étalon reconnu généralement pour déterminer les différentes qualités de la laine. Une lacune dans l'étalonnage fait qu'il est impossible au producteur de laine de déterminer la qualité qu'il produit ou la valeur qu'elle peut avoir sur le marché.

Si la laine était classée d'une manière facile à comprendre du producteur, il serait encouragé à produire une meilleure qualité de laine. Ceci contribuerait beaucoup à placer l'industrie de la laine sur un terrain beaucoup plus avantageux.

A ce sujet l'on a suggéré que des expériences fussent entreprises sous la surveillance d'experts pour déterminer quels types de moutons produisent la qualité de laine la plus désirable et la mieux adaptée aux conditions qui existent dans les différentes parties du territoire. Pour le Canada, cette industrie devrait être établie avec comme but principal la production de la viande, et comme but auxiliaire celui de la laine.

Les renseignements suivants ont été fournis à la commission d'Enquête par M. T. R. Arkell, attaché au service des bêtes à cornes, du ministère de l'Agriculture, sous le titre suivant: "Exposé sommaire de la situation de l'élevage des moutons au Canada":

L'élevage des moutons au Canada a été au déclin durant trente ans. En 1881, l'on fixait le nombre des moutons à 3,048,678, et en 1911 à 2,160,000. Depuis, une légère augmentation s'est manifestée, principalement dans les provinces de l'ouest et dans les provinces maritimes.

Les raisons de ce mouvement réactionnaire dans l'élevage des moutons, plus particulièrement dans les districts du sud, de l'est et de l'ouest, pourraient être résumées comme suit:

(1) L'industrie générale qui se manifeste chez la génération présente des cultivateurs à l'endroit des avantages de l'élevage des moutons, conservés en permanence dans le système de culture mixte. Malheureusement, la majorité des cultivateurs s'attache encore à l'idée que les moutons, si l'on veut en retirer un profit convenable, ne peuvent être élevés que le long des chemins ou dans les pâturages inférieurs où aucun autre animal domestique ne peut vivre. Quand il fut défendu de permettre aux animaux de brouter l'herbe le long des chemins, plusieurs petits troupeaux disparurent. De plus, les moutons élevés dans de telles conditions ne progressaient pas, ce qui décourageait l'éleveur.

(2) La menace du chien, qui est devenue une sorte de cauchemar. Il est vrai que des moutons ont été détruits par les chiens dans plusieurs endroits, particulièrement près des villes. Mais cependant ceci n'est pas aussi sérieux que plusieurs cultivateurs le croient. Ainsi, par exemple, si un nommé John Jones voit ses moutons tués, plusieurs cultivateurs de la région abandonnent l'élevage des moutons. Cependant, cet accident ne se renouvellera peut-être pas pour une décade ou plus. L'homme qui prend un soin convenable de ses moutons et ne les abandonne pas à eux-mêmes dans le pâturage qui se trouve au fond de sa terre où il ne les verra peut-être pas de l'été, a peu d'occasions de craindre le massacre par les chiens. Les lois concernant les chiens peuvent être améliorées, et la liberté que l'on laisse aux chiens errants, dans le pays, pourrait être restreinte.

(3) Le coût des clôtures. Des clôtures bien construites sont absolument nécessaires à l'élevage des moutons, et il est trop vrai qu'il répugne aux fermiers de dépenser pour établir des améliorations permanentes. Ils réalisent peu, malheureusement, qu'il est sage de faire des dépenses d'argent qui augmentent la valeur de leurs fermes.

(4) Le manque de précautions et l'absence de méthodes efficaces d'administration. Les moutons ne peuvent pas prospérer s'ils sont négligés, et un trop grand nombre d'éducateurs ont trompé le peuple à ce sujet. Les cultivateurs qui se sont attachés à cette idée n'ont produit que des animaux qui n'étaient pas de vente facile sur le marché, et ils ont, par conséquent, tiré la conclusion que l'élevage des moutons n'était pas une industrie profitable et qu'il fallait l'abandonner.

(5) Les éleveurs d'animaux de choix ont peu fait pour développer cette industrie sur les fermes ordinaires. Ils se sont surtout inquiétés de satisfaire le client américain, et le plus fréquemment ce ne sont que les sujets rejetés qui furent dirigés sur les fermes canadiennes pour les fins de reproduction.

(6) Le consommateur canadien se contente trop facilement d'une qualité inférieure de mouton sur sa table et, n'appréciant pas le goût du mouton à la saveur exquise, ne le recherche pas. Conséquemment, le mouton gelé se vend facilement et ceci n'est pas de nature à encourager l'industrie domestique.

(7) L'absence de marché pour la vente facile du mouton et spécialement de la laine. Je considère ceci comme une très puissante raison. Le fermier, dans la plupart des cas, doit se contenter du prix que lui offre un acheteur local qui lui donne un prix quelconque fixé par la compétition qui existe dans l'endroit, et cette compétition est rarement active parce que, fréquemment, les districts sont bien divisés entre les bouviers et les revendeurs, afin de prévenir la trop

grande activité de la concurrence des uns contre les autres. La coopération serait, je crois, un remède efficace à cet égard.

(8) Peu de fermiers ont la perception claire des avantages qu'offrent les moutons pour maintenir le sol fertile et détruire les mauvaises herbes. Le fumier du mouton est riche et se distribue également sur tout le terrain. Il mange, et apparemment avec goût, toutes sortes de mauvaises herbes, même le chardon canadien.

Un nouveau développement dans l'élevage des moutons, sans aucun doute, se manifeste présentement. Il se dessine, aujourd'hui, dans les provinces maritimes et celles de l'ouest et est occasionné principalement par les prix élevés auxquels se sont vendus le mouton et la laine durant ces dernières années, et aussi par la grande rareté de ces deux produits au Canada comparativement à la demande. La suppression de l'impôt sur la laine exportée aux Etats-Unis a contribué tout spécialement à en augmenter le prix cette année, parce que ceci eut pour résultat d'amener ici l'acheteur américain, et de là surgit une concurrence marquée. Ceci a aussi eu pour conséquence directe de créer une renaissance dans les provinces maritimes, où les éleveurs peuvent maintenant fournir à la demande du marché de Boston à cause du transport à bon marché par voie d'eau, et ne sont pas obligés d'attendre la demande domestique, qui est restreinte. Le développement de l'ouest a une cause différente: l'introduction de la culture mixte dans des endroits où auparavant l'on se contentait de la culture exclusive du grain.

La situation de l'industrie de l'élevage du mouton au Canada et la relation de l'offre et de la demande à l'égard du mouton et de l'agneau mort peuvent mieux être illustrées au moyen d'un tableau qui donne les chiffres de la population, de l'importation, de l'exportation du marché et du commerce inter-provincial, telles que données en détail dans le recensement et dans le rapport de la douane.

TABLEAU SOMMAIRE de la situation statistique de cette industrie.

	1912 <sup>a</sup>	1901 <sup>b</sup>	1891 <sup>b</sup>	1881 <sup>b</sup>	1871 <sup>b</sup>
Canada.....	2,360,600	2,510,239	2,563,781	3,048,678	3,155,509
Ile du Prince-Edouard.....	104,500	125,546	147,372	166,496	.....
Nouvelle-Ecosse.....	343,200	285,244	331,492	377,801	938,377
Nouveau-Brunswick.....	179,300	182,524	182,524	221,163	234,418
Québec.....	519,500	654,503	730,282	889,833	1,007,800
Ontario.....	888,700	1,046,456	1,021,769	1,359,178	1,514,914
Manitoba.....	32,300	29,464	35,838	6,073	.....
Saskatchewan.....	111,800	.....	.....	.....	.....
Alberta.....	181,000	153,152	64,920	346	.....
Colombie-Britannique.....	.....	33,350	49,163	27,788	.....

<sup>a</sup>Recensement et statistiques.

<sup>b</sup>Recensement.

## COMMISSION D'ENQUETE SUR

## EXPORTATION DES BREBIS ET DES MOUTONS DU CANADA.

	Brebis.	Moutons.
1896a.....	391,490	150,013
1906a.....	244,262	105,062
1909a.....	118,596	39,030
1911a.....	46,597	17,865
1912a.....	21,418	49,107
1912 du 1er avril au 30 septembre.....	2,774	12,542

(a) Exercice financier se terminant le 31 mars.

## BREBIS ET MOUTON IMPORTÉS AU CANADA.

	Brebis.	Moutons.
1910a.....	35,844	2,094,023
1911a.....	68,673	2,708,161
1912a.....	192,530	4,041,263
1912 à partir du mois d'avril au 30 septembre.....	*154,435a	2,580,018

(a) Exercice financier se terminant le 31 mars.

(b) Non révisé.

\*Total—1912, du mois d'avril au 30 sept

Colombie-Britannique.....	44,974	têtes
Alberta.....	62,919	"
Saskatchewan.....	24,258	"
Manitoba.....	20,304	"
Ontario.....	1,980	"
*Total.....	154,435	"

## BREBIS DANS LES PRINCIPAUX CENTRES.

	1910	1911	1912 au 31 octobre (10 mois)
Toronto.....	190,542	227,903	149,750
Montréal.....	98,023	117,779	102,199
Winnipeg.....	30,775	43,614	39,682a
Total.....	319,340	389,296	291,631

(a) L'on affirme que toutes celles-ci, à l'exception de 1,000 têtes, furent des brebis importées.

On trouvera à l'annexe n° 25 un mémoire préparé par Charles W. Peterson au sujet du mouton australien en rapport avec le coût de la vie au Canada.

## XVIII.

## LES COOPÉRATIVES.

C'est dans la méthode de production et dans la distribution des aliments que les agriculteurs commencent à trouver la cause principale de la situation défavorable dans laquelle se trouvent placés le producteur et le consommateur aujourd'hui.

Il est évident que la partie la plus ruineuse de notre système économique se trouve dans le mode de distribution. Il y a des pertes énormes dans l'effort que l'on fait aujourd'hui pour faire parvenir les produits au consommateur. Nous avons accompli peu de progrès dans le sens d'amener directement les produits au consommateur avec le moins de dépenses possible, excepté en ce qui concerne les moyens de transport.

Les avantages de la société coopérative comme moyen d'éliminer le gaspillage dans la distribution et la réduction en définitive du coût de la marchandise au consommateur, et aussi d'augmenter la puissance d'achat des gages et des revenus, ont à peine été discutés dans ce pays.

La hausse du coût de la vie attire maintenant l'attention vers les sociétés coopératives, notamment vers les coopératives à entrepôts frigorifiques dans les centres de distribution.

Il est difficile de déterminer présentement l'étendue de l'action coopérative sur la marchandise au Canada, à cause de la situation même du mouvement.

L'on a attiré notre attention sur les "United Fruit Companies (Limited)", de la Nouvelle-Ecosse; la "British Columbia Fruit Growers' Association", la "National Fruit Growers' Association", la "Grain Growers' Grain Company", et autres associations.

Aux annexes n<sup>os</sup> 33, 34, 35 et 36 nous avons attaché les documents suivants:

(1) Une explication des dispositions de la Loi des associations coopératives agricoles de la Saskatchewan, 1913.

(2) L'histoire du mouvement coopératif dans la Nouvelle-Ecosse, par A. E. Adams, secrétaire des "United Fruit Companies" (Limited), de la Nouvelle-Ecosse.

(3) Mémoire officiel relatif à la coopération agricole en France, tel que publié par le "Monthly Bulletin of Economic and Social Intelligence", avril 1913.

(4) Les principes fondamentaux de la coopération agricole, circulaire n<sup>o</sup> 123, de la ferme expérimentale de l'Université de la Californie, par G. Harold Powell, gérant général de la "California Fruit Growers' Exchange."

## XIX.

## MARCHÉS ET MISE AU MARCHÉ.

Les marchés règlent les prix et tendent à les rendre justes et raisonnables.

L'absence d'une politique large et agressive en faveur du développement des marchés selon des méthodes modernes est un facteur considérable dans les dépenses, inutiles pour le consommateur, qui accompagnent les choses nécessaires à la vie dans les villes du Canada.

L'outillage moderne avec l'accommodation offerte par les systèmes de transport à leurs différents centres de distribution sont nécessaires pour le maniement

prompt et économique des articles qui vont et viennent et pour permettre aux marchands et aux négociants d'offrir un service satisfaisant et efficace au public consommateur.

La suggestion nous est venue de plusieurs sources que l'une des solutions importantes du coût élevé de la vie se trouve dans l'établissement de marchés publics dans chaque ville sous le contrôle absolu des autorités municipales. Ces établissements devraient être pourvus de moyens convenables pour conserver les fruits, les légumes, le lait et les autres produits. L'on pourrait vendre ici les produits de la ferme, des troupeaux et de la mer par le producteur directement au consommateur chaque mois de l'année.

La commission d'Enquête a fait parvenir aux maires des principales villes du Canada une circulaire au sujet des marchés publics. L'on trouvera à l'annexe 28 un résumé des renseignements recueillis au moyen de cette circulaire.

Les résultats de l'établissement des marchés sur le coût de la vie ont été étudiés avec soin par M. John Wanless, Toronto. Nous soumettons, à l'attention toute spéciale, sa brochure sur ce sujet.

La commission désire insister tout spécialement sur l'avantage que l'on trouvera à éduquer les femmes dans l'art de l'achat au marché et de l'entretien économique de la maison. Ceci présuppose la connaissance de la valeur des aliments, plus particulièrement de la valeur alimentaire des différents morceaux de viande, la connaissance des meilleures manières d'acheter, d'emmagasiner et de conserver les aliments aussi bien que de les apprêter et de les cuire.

Il semble aussi important d'encourager les ouvriers et les petits propriétaires à cultiver leurs jardins, si possible, afin de pouvoir fournir leur table de légumes frais durant la saison et d'avoir en réserve les autres légumes tels que les pommes de terre, les oignons, les betteraves, les carottes, les choux, les choux-fleurs et le céleri, pour les mois d'hiver.

#### L'EFFET DES MARCHÉS SUR LE COUT DE LA VIE.

(Par John Wanless, Toronto.)

Quand on réalise que 50 pour cent du budget de chaque individu est appliqué à l'achat des aliments, il est facile de comprendre pourquoi les citoyens de Toronto, comme d'ailleurs les gens de beaucoup d'autres endroits, sentent le poids de la grande augmentation du coût des choses nécessaires à la vie, et se demandent anxieusement quelle peut en être la cause principale, ayant l'espoir de la faire disparaître, ou au moins de l'amoiner. Au point de vue cosmopolite on mentionne, parmi ces causes, la grande production de l'or et les sommes fabuleuses gaspillées chaque année pour les dépenses militaires et navales, mais il y a des raisons importantes locales qui sont plus à notre portée, et je désire m'entretenir de celles-ci.

Il n'y a aucun doute que le mode de vie est beaucoup plus élevé qu'il y a un quart de siècle, et l'on n'accorde pas la même attention à la science du bon entretien du ménage que dans les années passées. Des sociologues ont découvert que beaucoup de ménagères ne sont pas familières avec les méthodes les plus économiques d'acheter, et ce qui est plus sérieux encore, ne sont pas habiles à préparer, d'une manière agréable, les aliments au prix le plus bas pour le budget domestique.

Ceci peut s'expliquer, dans une certaine mesure, à cause de l'emploi des filles et des femmes à l'extérieur, tel que dans les fabriques et dans les magasins, et aussi par l'habitation dans les maisons de rapport. Tout ceci n'est pas fait pour encourager la préparation lente et peu dispendieuse des aliments, et a créé la demande pour des aliments facilement et rapidement apprêtés à l'aide du poêle à gaz. Des hommes perspicaces, ayant l'œil aux affaires, n'ont pas

été lents à saisir l'occasion et à faire face à cette situation au moyen d'annonces persistantes à l'égard de certaines marchandises mises en boîtes ou en paquets, semblables à la même marchandise qui se vend en masse à meilleur marché, et ont ainsi satisfait à ce nouveau besoin. Il est calculé que l'eau contenue dans les marchandises en boîtes crée une différence de 10 à 20 pour cent sur la valeur, et le poids des aliments en paquets est réduit jusqu'à un tel point que l'on prétend ne recevoir que 10 à 12 onces pour une livre. En d'autres mots, le client qui achète de cette manière paye pour l'eau, pour le fer-blanc, pour le carton et les étiquettes. Cette dépense inutile sur le coût est calculée s'élever de 50 à 100 pour cent. L'achat en petite quantité et à crédit, par la voie du téléphone, accompagné de la livraison à domicile qui coûte au moins 12 pour cent, puis l'achat des marchandises en dehors des saisons aident à former un compte de nourriture formidable.

D'un autre côté, les producteurs et leur famille jouissent d'un confort et d'un luxe qui leur étaient pratiquement inconnus il y a plusieurs années. Pendant que la famille travaille sur la ferme et au jardin aujourd'hui, les jeunes gens sont en ville et l'on est obligé de s'assurer des services d'autres personnes à des gages élevés. Dans les viandes, la boucherie des jeunes veaux a contribué à amener la diminution de la production. Ceci est si vrai que le gouvernement de la République Argentine, par exemple, s'est vu contraint de prendre des mesures énergiques, faisant défense de tuer les femelles des bêtes à cornes en dessous de six ans. L'abandon de l'élevage des moutons a aussi contribué à la hausse du prix de cette viande, mais la différence du prix entre le ris de veau à 20 cents à Hamilton, et à 65 cents à Toronto, ou des œufs frais en hiver à 40 cents la douzaine dans la campagne et à 60 cents dans la ville, doit être expliquée par d'autres raisons, comme nous le verrons plus tard.

Durant les vingt-cinq dernières années, il s'est produit un exode des districts ruraux d'Ontario vers le nord-ouest et vers les différentes villes du pays. Comme résultat, la production n'a pas tenu tête à la consommation et nous savons tous que les prix augmentent quand la demande excède l'offre. Cette situation ne se serait peut-être pas autant aggravée si nos gouvernements avaient inauguré une propagande attrayante pour attirer de nouveau les gens vers la terre dans Ontario, ou bien s'ils avaient remplacé ceux qui sont partis d'Ontario par l'émigration de hardis paysans de la Grande-Bretagne.

Puis, la subdivision des fermes et des marchés situés aux environs de la ville dans le but d'en faire des lots de construction pour rencontrer l'expansion de Toronto, non seulement a enlevé des milliers d'acres de terre à l'agriculture, mais a éloigné davantage la ville du terrain cultivé, causant par là une augmentation du prix de transport. L'on a estimé que les rétributions qui s'accumulent entre le producteur et le consommateur s'élèvent à une moyenne de 136 pour cent dans les conditions présentes, dont 45 pour cent couvrent les frais de transport, par suite d'un système de transport défectueux dont le point de départ est situé hors de Toronto. Chacun sait que les voies ferrées sont passablement bien situées dans Toronto. Nous les avons sur l'Esplanade, à travers le centre de la ville et sur ce que nous appelons "la ligne de ceinture." Alors qu'il est vrai de dire que le genre d'affaires des chemins de fer est distinct de l'entreposage et du maniement des approvisionnements, il est convenable, cependant, que les chemins de fer fournissent des facilités d'entrepôts pour la vente des produits à des endroits propices sur leurs lignes, afin de fournir des raccourcements immédiats entre le point terminal et les marchands. Ce plan permettrait de faire de grandes épargnes dans le coût du maniement. Si, en plus, les chemins de fer pouvaient fournir des facilités pour vendre, aux enchères, les approvisionnements à mesure qu'ils arriveraient, la question du prix originel pourrait s'ajuster au point terminal même, selon le système le plus défini et le plus efficace

connu. L'on calcule que par un système convenable de livraison sur les voies l'on peut faire une épargne de \$10 à \$20 par char. En plus, il y a encore place pour une amélioration considérable dans le transport. Les services, règle générale, ne sont pas assez fréquents, sont trop lents et coûtent trop cher. Dans un cas, l'on a découvert qu'il s'était passé une semaine entre le moment où le lait avait été traité et le moment où il était arrivé au consommateur. La ville de Toronto s'est vue tristement négligée parce que les chemins de fer ne lui ont pas donné un meilleur service dans un rayon de 50 milles.

De plus, le service du chemin de fer électrique est encore dans son enfance. Ce que nous avons est insuffisant et dans un état peu satisfaisant. S'il se développait complètement, nous aurions des facilités de transport de tous les points de la ville vers tous les villages voisins et il deviendrait facile d'amener, partout dans la ville, les produits frais et variés de la campagne venant des fermes et des jardins d'une distance d'un rayon de 50 milles. Un tel développement aurait pour effet d'ajouter 1,000 milles carrés de territoire productif sur lequel Toronto pourrait compter pour ses produits de la campagne. Ceci, non seulement permettrait aux fermiers de certains endroits, qui n'ont présentement aucune facilité de transport satisfaisante, d'apporter leurs marchandises à meilleur marché et plus rapidement à toutes les parties de la ville, mais aussi contribuerait au développement de la campagne, attirerait l'attention des cultivateurs sur les avantages du marché de Toronto et faciliterait l'échange, par ces moyens de distribution, entre les districts ruraux et les faubourgs de la ville, des articles fabriqués et vendus dans Toronto.

Il y a aussi de grands avantages dans le développement des modes de transport par eau, et l'usage sur une grande échelle des bateaux à moteur sur le lac Ontario. Ceci, probablement, se réalisera dès que la Commission du havre aura mené à bonne fin l'accomplissement de ses plans. Avec le développement du transport par eau, avec le plus grand usage de bateaux à moteur, avec un service plus efficace de chemins de fer, avec un système complet de bons chemins de campagne, avec le système des colis postaux, avec l'usage des camions à moteur, avec le développement du transport de la marchandise par les chemins de fer électriques, un meilleur système de transport plus facile et meilleur marché peut être développé pour couvrir, comme d'un vaste réseau, tout le pays agricole voisin. Si ce système était actuellement en existence, il aurait pour effet de rendre la ferme plus productive et plus attrayante, il permettrait de transporter les marchandises de Toronto directement à la ferme et ferait, de Toronto, un centre de distribution prospère et donnerait aux consommateurs de Toronto de meilleurs produits de la campagne et à meilleur marché.

Il y a trois manières par lesquelles les prix sont réglés par les commerçants : par convention privée, au moyen de la rencontre des personnes intéressées qui opèrent la distribution de consentement mutuel, et aussi au moyen des enchères. Mais peut-être le meilleur régulateur se trouve-t-il dans l'abondance continuelle d'approvisionnement, et les efforts doivent être dirigés vers ce but. Des marchés convenables exempts de règlements trop onéreux, à la portée des acheteurs de bonne foi, localisés dans des endroits convenables et facilement accessibles, seraient de nature à inviter l'abondance des produits. Jusqu'à maintenant, nos centres de distribution sont trop loin des districts résidentiels, et pour cette raison ceux qui ont refusé de perdre du temps ou de payer le prix du tramway se sont trouvés éloignés. L'on a favorisé une politique étroite dans le passé dont l'objet semble avoir été de chercher des revenus par des méthodes mesquines au lieu d'avoir recours à un système d'action large, généreux et attrayant. Des intérêts égoïstes et antagonistes se sont aussi introduits et on leur a prêté l'oreille, et ils ont chassé le type du producteur utile au public, qui devait avoir la préférence.

Etant donné un approvisionnement suffisant d'aliments, il est évident que le coût en serait encore augmenté si cet approvisionnement doit passer par de nombreuses mains et être transporté de place en place en ville. Sans doute, il y a beaucoup de gens qui, n'étant pas dans le besoin, ne font pas d'objection au prix qui leur est demandé, mais d'un autre côté, il y a un grand nombre de personnes qui se voient obligées de surveiller minutieusement chaque sou qu'elles dépensent, et elles ont voix au chapitre lorsqu'il s'agit de la manière et du lieu où elles doivent acheter. Si une ménagère préfère acheter de la voiture du fermier et apporter son achat chez elle, elle a parfaitement le droit d'avoir un marché qui lui permettra d'exercer ses prérogatives. Il est clair que le temps est arrivé pour nous de réfléchir. Dans toutes les branches de la production, nous trouvons que l'on cherche à systématiser le moyen d'amener les produits au marché et il se fait des efforts pour réduire le coût de la production et éliminer le gaspillage. Mais pour cet article, c'est-à-dire, l'aliment absolument nécessaire à la vie humaine, nous trouvons partout le plus grand manque de système et la plus grande somme de gaspillage. Croyant qu'un marché pour les producteurs diminuerait le coût de la vie, plusieurs villes l'ont demandé avec instance. Présentement, le consommateur n'achète pas directement du producteur, et il est nécessaire de faire quelque chose pour les rapprocher. Dans les districts du nord, les produits domestiques pourraient être vendus au marché durant les mois de juin, juillet, août, septembre et octobre. Durant les autres mois, l'approvisionnement serait plus limité et le consommateur serait, par conséquent, à la merci du négociant, à moins que l'on ne trouve un remède. Quand les produits sont vendus durant leur saison, le producteur et le consommateur se rencontrent sans difficulté. Durant les mois froids, les produits qui ne viennent pas des serres chaudes doivent nécessairement venir de pays éloignés où la température estivale se continue, et ceux-ci pourraient être expédiés à un personnage connu sous le nom de "gardien du marché", avec qui les producteurs seraient en communication. De sorte que la seule différence dans le prix proviendrait des frais de transport et d'une petite dépense additionnelle pour l'administration du marché. Dans le cas du poisson et des fruits tropicaux, etc., le gardien du marché pourrait continuer son système d'achats durant toute l'année, et il se procurerait les fruits tropicaux par l'entremise des compagnies d'importation. Ceci est une méthode modifiée du système de la propriété municipale. Son succès dépendrait pour beaucoup de l'habileté du gardien du marché, qui ne devrait pas être le beau-frère du cousin de quelqu'un, mais un homme d'affaires doué d'énergie, d'intelligence, d'activité et de tact, familier avec l'industrie des produits de la ferme et payé jusqu'à \$2,000 par année de salaire, mais tenu responsable du succès de ses opérations.

Si vous comparez Toronto avec d'autres villes d'égale population, comme on le verra plus loin, vous constaterez que, pratiquement parlant, nous n'avons qu'un seul marché, et encore celui-ci n'est-il qu'une excuse pour un marché. On nous a indiqué partout, en Europe, les dispositions que l'on adopte pour des marchés convenables établis à des points terminaux, administrés sous le contrôle municipal, comme étant d'un secours puissant pour tenir bas les prix des aliments. Un tel marché doit être situé dans un endroit central. La ville doit avoir le contrôle non seulement du marché, mais aussi des rues contiguës, des quais, des voies de garage des chemins de fer. A Dayton, Etat de l'Ohio, la ville, au moyen de ses marchés de trottoirs (curb markets) s'est avancée plus loin qu'aucune autre ville de son importance, dans la voie de rapprocher le producteur du consommateur. Durant trois matins de la semaine, un marché découvert, composé de fermiers exclusivement, s'étend le long de la bordure du trottoir d'une rue sur l'espace de quatorze rues transversales, et tous les produits de la ferme sont vendus à un taux fixé par la compétition libre. On indique à chaque fermier l'endroit où il peut acculer sa voiture et vendre jusqu'à 10 heures du matin, alors

que le marché ferme. Un autre accessoire important se trouve dans ce que l'on appelle "le panier à marché". Ceci consiste dans la coutume des femmes qui viennent, par chemin de fer, des villages voisins, transportant elles-mêmes les produits qu'elles viennent vendre. Elles se tiennent derrière des comptoirs qui ne sont pas accommodés de sièges, nous regrettons de le dire, mais elles sont grandement favorisées par les acheteurs. Ce plan est populaire et effectif, et serait très efficace s'il était encouragé convenablement. De plus, il y a des marchés de bouchers consacrés exclusivement à la viande et au poisson. Ceux-ci consistent habituellement en étaux, et devraient être accommodés d'entrepôts frigorifiques. Le marché St. Patrice, qui a été si honteusement négligé, pourrait être transformé en marché idéal à viande et pourrait produire des revenus à peu de frais.

Le marché de gros des fruits est l'un des plus importants de Toronto. Nous sommes dans une situation excellente, dans cette ville située entre la région des fruits et le Nord-Ouest, pour l'établissement d'une telle institution. Nous sommes un centre de trafic par eau et par chemins de fer, et nous deviendrions rapidement un grand centre de distribution si ce commerce important était encouragé et si l'on lui attribuait un local convenable et commode près des bateaux, sur l'esplanade.

L'on commet souvent l'erreur d'élever des constructions qui coûtent beaucoup plus qu'il n'est nécessaire. Pensez donc à l'immense quantité d'espace perdu dans le haut du marché St. Laurent. Parmi les marchés les plus prospères, il y en a qui sont de simples abris. Mais des hangars pour les chevaux, des hangars pour les automobiles, des lavoirs, des salles d'attente avec service d'eau et d'autres convenances attrayantes devraient être attachés à chaque marché.

Il vaut mieux avoir plus de terrain et moins de constructions prétentieuses. Une étude des conditions que l'on trouve dans d'autres villes pourrait nous aider à tirer notre situation au clair. Dans la ville de Buffalo, N.Y., il y a quatre marchés publics possédés et contrôlés par la municipalité. Ces entreprises sont considérées comme un succès en autant que le public trouve à sa disposition une plus grande variété de produits, à un prix plus bas, et ce prix est le résultat d'une compétition intense. Le gardien du marché reçoit un salaire annuel de \$2,200; les dépenses totales pour l'année 1911 s'élevèrent à \$19,000 et les revenus totaux à \$63,000. Les étaux de la bâtisse principale se louent de \$80 à \$150 par année chacun. Il y en a en tout 556. En bonne saison, de 500 à 600 fermiers font usage du marché tous les jours et vendent de leurs voitures. Les marchands ou commerçants sont amicalement disposés vis-à-vis les marchés et la marchandise de l'extérieur arrive au marché par l'entremise de différents négociants. Chaque fermier a droit à un espace de 6 pieds pour sa voiture; les voitures simples payent 15 cents par jour; les voitures doubles, 25 cents par jour. L'espace est retenu jusqu'à 7 heures du matin. Si, à ce moment, le locataire n'a pas pris sa place, l'espace est loué à un revendeur. Les locataires d'étaux dans la bâtisse de briques ont un bail exigeant que le loyer soit payable tous les trois mois, d'avance. Le montant du loyer est fixé par la commission des échevins, représentée par le comité du marché, et le surintendant des marchés. La bâtisse principale est ouverte à 4 heures du matin à partir du 1er avril jusqu'au 1er novembre et à 5.30 du matin à partir du 1er novembre jusqu'au 1er avril. L'on ne permet d'y vendre que certains articles. La bâtisse principale du marché ferme à 2.30 de l'après-midi. Les étaux qui donnent sur les rues sont ouverts jusqu'à 4 ou 6 heures de l'après-midi. En dehors des étaux de la bâtisse principale et de ceux qui avoisinent les rues et les espaces réservés aux fermiers, il y a aussi les revendeurs qui font affaires sur des tables. On leur vend des billets hebdomadaires payables d'avance, qui leur coûtent de \$1 à \$2 par semaine. A part le surintendant des marchés, il y a deux employés, à chaque marché, pré-

posés à la collection, qui reçoivent un salaire de \$1,100 par année. Il y a aussi deux balayeurs à \$2 par jour et une femme à \$360 par année.

A Cleveland, Ohio, il y a trois marchés qui appartiennent à la ville, et un qui est la propriété d'une corporation privée. Chacun de ces marchés est bien achalandé par le public. Le gardien du marché reçoit \$1,800 par année. Les trois marchés contiennent 500 étaux avec un espace illimité le long des trottoirs réservé aux fermiers. Les étaux rapportent un loyer de \$60 à \$200 par année, selon la location. A peu près 1,100 cultivateurs ont à leur disposition 7 pieds de trottoir chacun dans le district du marché à un loyer de \$10 par année. Les locataires des étaux dans les bâtisses reçoivent des cargaisons venant d'ailleurs, et les marchands de gros sont en rapport amical avec le marché. La compétition entre les 500 locataires d'étaux, ajoutée au fait que le loyer est peu élevé et qu'il n'y a pas de dépenses occasionnées par le service du téléphone et de la livraison, contribue à maintenir les prix bas.

La ville de Cleveland se vante de posséder la plus belle halle du monde. Elle a coûté \$500,000. Elle contient 110 étaux; trois rangées de bouchers occupent les étaux du centre du plancher, pendant que les marchands de beurre et de volailles occupent les étaux distribués le long des murs. Le marché au poisson se trouve au bout nord-est de la bâtisse. Les planchers des étaux à l'intérieur sont en ciment. Il n'y a aucun téléphone dans les étaux, parce que l'on croit que l'usage du téléphone occasionne des dépenses de livraison et de crédit. Sous peu, il y aura un hangar destiné aux marchands de fruits et de légumes, qui sera attaché à la bâtisse principale.

La ville de Cincinnati possède comme propriété municipale quatre marchés. Ils sont régis par des règlements approuvés par le conseil municipal. Les dépenses annuelles se montent à \$12,000 et comprennent le salaire du gardien du marché, qui s'élève à \$900, et aussi les frais de réparations, le chauffage, l'éclairage et d'autres dépenses. Les étaux de l'intérieur qui sont occupés par les bouchers, les marchands de beurre, etc., rapportent un loyer annuel de \$100 chacun, et la somme de \$15 par année donne le droit à une personne d'occuper un espace de six pieds le long du trottoir. Une certaine quantité d'espace est retenue pour les fermiers et les jardiniers et ils ont le privilège d'occuper cet espace gratuitement. A peu près 500 fermiers utilisent ces marchés. Les commissionnaires et les négociants de produits ne se heurtent pas aux autres intéressés. Durant la saison, les marchands commissionnaires reçoivent des cargaisons de fruits venant d'ailleurs. Il n'y a aucun doute sur le succès des marchés publics de Cincinnati, car ils produisent un revenu net de \$1,000 par année pour la ville et ils mettent la marchandise à la portée des classes du peuple qui en ont le plus besoin.

Il y a trois marchés qui fonctionnent avec succès à Dayton, Ohio, l'un étant privé, et les deux autres appartenant à la ville. Deux sont situés dans la basse-ville. Le plus ancien est ouvert le mardi, le jeudi et le samedi, et l'autre, le lundi, le mercredi et le vendredi. La basse-ville contient encore 8 à 10 carrés dont les espaces sont vendus aux enchères en mai de chaque année à des prix variant de \$15 à \$300 par année pour chaque espace. Les revenus de ces loyers rapportent approximativement \$30,000 par année, tandis que les dépenses s'élèvent à \$2,600, rapportant ainsi un joli bénéfice pour la ville. Les prix du marché sont quelque peu plus bas que ceux des magasins, et les produits sont toujours propres et frais. Les marchés reçoivent leur approvisionnement de la campagne voisine, rien ne vient d'ailleurs. Les commissionnaires sont en bons termes avec ces marchés.

A Détroit, Mich., il y a deux marchés. tous deux sont la propriété de la municipalité et ils ont du succès puisque leur fonctionnement a été profitable depuis plusieurs années. Le gardien du marché reçoit \$900, et les dépenses totales des deux marchés pour 1911 se sont élevées à \$6,474. Ces marchés ne

sont pas renfermés, ils consistent en rien autre chose qu'un trottoir élevé sur fondation en ciment, ayant forme de croix en travers le carré. Ce trottoir a 60 pieds de large. Les voitures viennent s'y adosser de manière à permettre aux clients de circuler autour, d'examiner les produits et de se renseigner sur les prix. Ces trottoirs sont recouverts d'un toit. Il n'y a pas d'étaux ou de comptoirs et ceci semble être la méthode la plus directe de rapprochement, entre le producteur et le consommateur, dans le système des marchés.

La ville de Grand Rapids dit avoir le plus grand marché à voitures du monde. Non seulement il suffit à ses dépenses, mais il rapporte même un profit. Il est la propriété de la municipalité. Le gardien du marché reçoit \$1,000 par année, et les dépenses atteignent à peu près \$4,000. Les étaux se louent de \$5 à \$25, et sont au nombre de 760. Il y en avait 372 de loués en 1912. Environ 100 à 200 cultivateurs viennent au marché tous les jours, payant une location de 25 cents par jour. Les marchands commissionnaires sont sympathiques et contribuent de leurs efforts. Il y vient des cargaisons de fruits et de légumes d'ailleurs, en dehors des saisons. Le revenu annuel est de près de \$10,000 par année et l'on essaie d'y attirer les intéressés.

Le marché public de Hamilton, Ontario, est la propriété de la ville et est sous la gouverne de règlements sanctionnés par le conseil municipal. Le préposé reçoit \$1,900 mais doit payer ses assistants. A part cette dépense, il y a celle du gardien qui reçoit un salaire de \$720, celle aussi des réparations qui s'élève de \$300 à \$1,000 annuellement. Ce marché est consacré strictement à l'usage des fermiers et des bouchers. Durant la saison active, il y vient de 300 à 600 voitures par jour. Aucune cargaison de produits venant d'ailleurs n'est admise, et rien ne se vend sur le marché si ce n'est les produits de la ferme des agriculteurs qui y viennent les offrir. Les prix sont réglés par l'offre et la demande.

La ville de New-York a maintenant sous son contrôle six marchés publics, dont l'un est découvert, et un autre l'est partiellement. Ceux-ci consistent en carrés mis à la disposition des voitures des fermiers et des jardiniers exclusivement. Il n'y a aucun règlement restrictif quant à la clientèle du fermier, et le marché est ouvert à partir de 9 heures du soir jusqu'à midi de la journée suivante. L'un est dans le Manhattan et l'autre dans Brooklyn. Le nombre maximum de ceux qui patronnent chacun de ces marchés est de 700.

Le marché de Washington couvre un espace de 175 pieds par 253, et fournit les restaurants du bas de la ville. Le marché Fulton est consacré au poisson, et couvre un espace de 203 pieds par 170. Il fait principalement affaires avec les hôtels et les compagnies de vapeurs.

Le marché consacré au commerce de gros de West Washington est couvert, et l'on y fait commerce de viandes préparées et de produits de la campagne. Il a 389 pieds par 400. Dans ce marché se fait le commerce de la viande et de la volaille pour la ville, et ce commerce est considérable. Le marché Jefferson, consacré au détail, couvre une superficie de 36,000 pieds carrés. Il se trouve maintenant situé dans un centre d'affaires et sa location n'est pas propice.

Le marché Wallabout est consacré au commerce de gros en général, et comporte un carré ouvert à l'usage des cultivateurs. Il sert à approvisionner la population résidentielle considérable de Brooklyn, qui augmente rapidement. Le système de location diffère de celui de tous les autres marchés; le terrain est subdivisé en lots dont la grandeur moyenne est de 20 pieds par 50, et ces lots se louent pour une période de 10 ans avec privilège de renouvellement de bail. Le locataire bâtit sa propre échoppe, qui doit se conformer à un plan uniforme et ne pas avoir plus de deux étages de haut, ce qui donne un aspect très attrayant aux alentours. Le loyer est de \$7 en montant par lot par mois. Le marché fait face à la rivière.

La ville de Oklahoma s'est mise en évidence grâce à l'établissement d'un marché public qui consiste en étaux construits le long de sa plus large rue; 318 étaux sont en usage et sont disposés sur une étendue égale à la largeur de trois rues transversales.

Oklahoma subit l'expérience, aujourd'hui, du même sentiment qui a existé dans toutes les villes où se sont ouverts des marchés; c'est-à-dire le sentiment de l'importance qu'il y a dans les rapports plus intimes entre le producteur et le consommateur.

Dans Vienne, Autriche-Hongrie, il y a sept marchés fermés et à peu près quatre marchés ouverts. Les constructions sont grandes, bien ventilées, munies de planchers en pierre, et tenues dans une scrupuleuse propreté. Tous ces marchés publics sont sous la réglementation municipale, l'on y vend des provisions et des produits agricoles, aussi bien que tous les autres produits qui viennent de la ferme et les articles d'usage courant. La surveillance et la gérance des marchés sont confiées à la commission des marchés, choisie par la municipalité. Les échevins déterminent quelles localités seront consacrées à ces marchés publics et la nature des marchandises qui pourront y être vendues. Si l'on désigne un marché spécialement pour la vente d'une sorte d'articles, alors cette sorte d'articles peut être vendue en grande quantité à ce marché seulement. Les heures sont fixées par le conseil des échevins pour chaque marché séparément et elles y sont affichées. Au marché de gros pour les fruits, les ventes cessent à 2 heures de l'après-midi, mais l'on y peut, cependant, recevoir les marchandises après cette heure. L'on donne les étaux aux commerçants dans l'ordre où ils font leur demande. Les commerçants ont la liberté de vendre de plus grandes quantités de marchandises dans leurs paquets originaux, mais toute machination, par laquelle un acheteur peut être trompé en rapport avec la quantité réelle contenue dans les paquets, est strictement défendue. Les produits destinés à la vente arrivent au marché soit par chemins de fer, soit par bateaux ou voitures. Il y a des étaux stationnaires et d'autres qui sont portatifs, ces derniers s'enlèvent après la fermeture des marchés. Les revenus totaux des marchés furent de \$382,508 et les dépenses de \$321,412 avec, donc, un profit annuel de \$61,000.

A Berlin, en Allemagne, il y a 14 halles destinées au commerce, localisées dans des endroits convenables. Les halles No "1" et "1a" sont adjacentes et constituent le marché central et principal. Toutes deux sont reliées directement avec le chemin de fer de la ville de Berlin et ont des voies d'évitement considérables avec plates-formes pour décharger la marchandise. Il y a aussi des hangars. L'administration générale est entre les mains de la députation municipale composée de cinq échevins et de six conseillers, mais la gérance et le contrôle général se trouvent directement entre les mains d'un directeur général. Les halles sont bien ventilées. Les planchers et les murs sont construits soit en ciment ou en brique, et la police voit à ce que l'on y pratique la plus stricte propreté. L'on y trouve une chambre bien éclairée et bien aérée qui tient lieu de sorte d'hôpital ou de chambre de repos où peuvent se retirer les personnes subitement malades ou fatiguées. Dans les faubourgs, il y a des marchés, deux fois par semaine, tenus dans des endroits découverts et destinés à ces fins. L'espace est loué d'un officier choisi par la ville. Les locataires doivent fournir leur propre installation, et ils doivent l'enlever à la clôture du marché. Durant le mauvais temps, les marchands élèvent des auvents pour couvrir l'espace qu'ils occupent. Durant l'année fiscale 1907-08, les revenus totaux furent de \$835,256. Les dépenses totales furent de \$699,937, donnant un profit de \$135,319.

Tous les marchés publics de Amsterdam appartiennent à la municipalité et sont mis en opération par elle. La ville est divisée en cinq districts, chacun desquels est à la charge d'un directeur. Les marchés principaux sont consacrés aux légumes, aux plantes, aux fleurs, au poisson, aux bestiaux, aux œufs et autres

articles, et plusieurs de ces derniers se trouvent dans les endroits les plus peuplés. Les marchés de poisson et d'œufs sont recouverts. Les autres sont établis soit dans de grands carrés ouverts réservés à cette fin ou bien sont disposés au milieu des rues ou le long des canaux. En 1907, les profits nets furent de \$36,959.

Dans la commune de Bruxelles, Belgique, il y a quatre marchés couverts et un grand nombre de marchés découverts, tous sous le contrôle de la municipalité. La marchandise y arrive par toutes sortes de modes de transport et les prix sont réglés par l'offre et la demande.

La ville de Bordeaux, en France, a sept marchés couverts divisés en deux classes. Les premiers offrent aux consommateurs l'avantage d'acheter directement du producteur, les seconds sont à la disposition des marchands détailliers ou d'agents d'affaires qui achètent en gros, mais les deux marchés furent construits et mis en opération par les autorités civiles. L'un de ces marchés est complètement construit en fer, le toit en métal est partiellement recouvert de vitre afin d'éclairer l'espace du plancher à l'intérieur. C'est une construction gracieuse, bien aérée, ouverte de tous côtés, protégée du soleil, de la pluie et de la neige par des toiles que l'on monte ou descend au moyen de cordes et de poulies. Les tramways traversent cette bâtisse sur leur chemin. Dans la partie la plus large de la rue, l'on installe des centaines d'étaux durant les heures de marché, et il s'y manifeste une activité intense.

L'un des traits intéressants du marché central de Lyon, en France, se trouve dans le marché aux enchères où se vendent, à l'encan, les produits comestibles, tous les matins, et souvent deux fois par jour. La loi exige que tous les produits ainsi vendus aux enchères doivent venir d'en dehors de la ville. Ceci empêche les négociants de la ville de recourir aux enchères pour se défaire de leur vieille marchandise ou de leur surplus. Tous les articles doivent être offerts en vente en lots contenant une quantité plus grande que celle qui pourrait convenir à un acheteur de détail. Durant cette vente, les femmes et les propriétaires de petits magasins refont leur assortiment. Ce marché est, sans contredit, très favorable à la classe pauvre. Beaucoup de pauvres gens s'entendent ensemble et font une offre sur une quantité de gibier ou de poisson, se divisent entre eux le coût et se procurent ainsi des agréments qu'ils ne pourraient pas autrement obtenir.

Le système de marchés publics par lequel le peuple de la métropole française, Paris, reçoit son approvisionnement d'aliments frais, est l'un des plus compréhensibles et des mieux administrés qui existent en Europe.

Le principal marché de Paris se trouve dans un vaste établissement au centre de la ville, près du Louvre, occupant un terrain oblong d'une superficie de 22 acres, qui a coûté \$10,000,000. Dans ce vaste entrepôt, l'on reçoit la marchandise par le moyen du chemin de fer, de la charrette, de la voiture et du bateau manœuvrant sur la Seine, ou bien par de gros charriots qui viennent de la campagne, et les produits sont classifiés, inspectés, vendus à l'encan, vendus aux marchands détailliers ou aux consommateurs à travers la ville. Un très grand nombre de ces pavillons sont consacrés exclusivement à la vente en gros; mais dans d'autres on y fait le commerce des quantités ordinaires requises par le consommateur. Les produits vendus en gros sont achetés par les habitués qui, à leur tour, revendront ces produits aux trente-trois marchés plus petits situés à différents endroits de la ville, et à un grand nombre de magasins.

Sous les pavillons se trouvent d'immenses caves qui servent d'entrepôts pour les produits. L'espace à l'usage des vendeurs est divisé de la même manière que l'espace consacré aux étaux sur le plancher principal. Ainsi organisés et intelligemment administrés, l'on peut recevoir une grande variété d'approvisionnements qui sont inspectés, pesés, emmagasinés et vendus avec tant d'habileté, que les mauvais aliments sont éliminés et que l'extorsion et la tricherie sont exclues. D'après le rapport financier de la municipalité, le revenu total pour

l'année 1906 fut de \$1,817,164 et le total des dépenses de \$318,923, donnant un surplus de \$1,498,241.

Les marchés les plus importants à Marseille, en France, servent à la vente du poisson. Ici, trois éléments de dépenses entrent dans les transactions sur le marché: (a) Le pourcentage sur la vente du poisson en gros; (b) Le coût de l'espace retenu sur le marché; (c) Les frais payés aux peseurs assermentés. La plus grande partie du poisson, des mollusques et des produits de la mer est apportée sur les quais, près du marché de gros, par les bateaux des sociétés de pêcheurs, et de là transportée directement dans des paniers à l'endroit où se fait la vente. Les produits des jardins sont apportés principalement en charrettes de la campagne environnante, et arrivent en grand nombre de bonne heure le matin. Les charrettes partent généralement longtemps avant l'aurore et retournent très tard le soir.

Les frais de transport de cette marchandise ne concernent presque exclusivement que le producteur qui l'apporte lui-même sur le marché. La marchandise qui vient par chemin de fer est distribuée dans les magasins qui se chargent plutôt des articles les plus dispendieux. Les vendeurs sur le marché sont presque exclusivement des femmes.

Munich, en Allemagne, avec une population d'un demi-million, et à peu près de la même importance que la ville de Toronto, possède le marché le plus moderne de l'Europe dans son marché municipal. Il fut ouvert en février 1912, et comporte toutes les améliorations que l'expérience dans l'administration des marchés des villes a pu suggérer. Le coût total en a été de \$797,000, et tout l'établissement complet couvre 46,500 mètres carrés. A l'extrémité nord de la bâtisse se trouvent le bureau de perception des droits ainsi que le service de réception, d'où les produits sont dirigés vers des voies spéciales de garage, attachées à la gare du chemin de fer située au sud de la ville. Puis vient une succession de halles réunies entre elles par des passages recouverts se terminant par une petite construction où se trouvent le détail et les bureaux d'administration. Au bout nord de ce marché se trouve une section où se fait le service de livraison par voiture, alors que le côté ouest est occupé par des voies de garage où l'on charge les produits vendus à des acheteurs qui résident dans d'autres centres allemands. Sous les bureaux de perception et le marché en général sont installés de vastes entrepôts frigorifiques destinés à la conservation des provisions jusqu'à ce que la demande du marché en amène la livraison. Chaque halle est destinée à un genre de produits et les caves en dessous, qui y correspondent, sont réservées pour ces produits, de sorte qu'il y a absence de confusion et le service de la livraison est ainsi de beaucoup facilité. Tout le long de cet espace souterrain, du nord au sud, il y a trois passages au milieu, et au travers de ceux-ci, au centre, et allant de l'est à l'ouest, se trouve un autre passage très large muni d'un grand ascenseur hydraulique. Il y a dans l'établissement neuf monte-charges de ce genre qui servent aux fardeaux lourds, tandis que "le propriétaire de chaque étal a aussi un petit ascenseur reliant la cave à l'étal."

Les halles et leurs caves sont construites de manière à faciliter la ventilation et la propreté absolue. Les planchers sont en ciment et chaque étal a son service d'eau, et l'on fait tous les jours le lavage de toute l'installation. La lumière arrive tant du toit que des côtés et la ventilation est suffisante. Les ouvertures sont bien protégées de manière à empêcher l'entrée des mouches et de la poussière. L'on trouve la lumière électrique dans les caves et celles-ci sont inspectées aussi strictement que le haut, pour assurer l'observation des règles de l'hygiène.

Au centre de chaque halle, il y a des bureaux et des salles d'attente à l'usage de ceux qui se servent du marché. Le restaurant peut servir 150 convives au même moment, ou bien ces personnes peuvent, si elles le préfèrent, faire usage de sièges dans le jardin.

Il y a un grand marché à bestiaux ainsi qu'une rangée de boucheries attachés à cet établissement, dans le voisinage. Le marché à bestiaux existe depuis des centaines d'années, mais les autres constructions n'ont été complétées qu'au mois de mai 1904, au coût de \$1,600,000. Comme à Berlin, il y a de grandes salles de bains attachées aux boucheries pour l'usage des employés, où ils peuvent se laver pour une somme modique. Quoique les nouvelles halles n'existent pas depuis assez longtemps pour permettre d'établir un état financier définitif, le marché à bestiaux et les boucheries offrent un indice du succès de l'administration municipale de Munich. L'an dernier, les revenus se chiffraient à \$416,500 et les dépenses à \$410,100, ce qui indique un profit de \$6,400. Les nouvelles halles destinées aux produits sont certainement les mieux équipées du monde, et les seules "raisons qui peuvent faire douter" de leur succès continu se trouvent dans l'existence de trois anciens marchés ouverts situés près du centre de la ville qui, pour cette raison, reçoivent encore la préférence du grand nombre. Ce fait démontre la grande importance qu'il y a de choisir un site central pour l'établissement d'un marché municipal.

Les marchés de Londres, en Angleterre, sont uniquement des dépôts de gros où les producteurs et les importateurs envoient leurs produits pour les vendre aux négociants. La seule chose qui ressemble à un marché de détail à Londres se trouve dans les marchés irréguliers tenus par les marchands ambulants dans les rues publiques, et ceux-ci n'ont pas d'autres raisons d'existence que la coutume. La ville a établi et entretient neuf grands marchés du genre ci-haut mentionné, mais il y a, en plus de ceux-ci, des marchés de propriété privée tels que : Covent Gardens, pour les légumes, les fruits et les fleurs; Spitalfields, pour les légumes et les fruits; The Borough, pour les légumes et les fruits; The Great Northern Railway Co., pour les pommes de terre; The Midland Railway, pour les pommes de terre et les légumes; The Columbia, pour les pommes de terre; Shadwell, pour le poisson; Portman, pour les produits de la ferme; Greenwich; Woolwich; Whitechapel, pour le foin; Cumberland, pour le foin; et le commerce des peaux. Comme on peut le voir, les intérêts privés sont très fortement représentés et à cause de cela Londres diffère tout particulièrement de probablement toutes les autres villes importantes.

Les neuf marchés de Birmingham, en Angleterre, qui sont sous le contrôle direct de l'administration municipale, sont administrés d'une manière admirable dans tous leurs détails et sont une source de profits considérables pour la ville. Les facilités rattachées à ces marchés sont excellentes, et ils sont l'orgueil de ce grand centre industriel ayant une population de un million. La ville elle-même a le monopole des droits des marchés qu'elle garde avec soin, éliminant toute rivalité et disposant ses affaires de telle manière qu'il ne peut être question de l'établissement de marchés ruraux privés. A part les vendeurs qui ont un étal régulier pour lequel ils payent un loyer fixé d'après le nombre de verges qu'ils occupent, il y a les gens que l'on appelle les vendeurs casuels du marché, qui viennent au marché deux fois par semaine à des jours réguliers. Un certain nombre d'entre eux viennent même régulièrement et, sans droits légaux, retiennent leur même location.

La gérance directe est entre les mains d'un surintendant qui reçoit \$1,460 par année à part le logement, le charbon et le gaz, ce qui lui vaut, pratiquement parlant, \$1,825.

Six marchés appartiennent à la corporation de Liverpool, Angleterre, et leur administration est sous le contrôle d'un officier désigné sous le nom de surintendant, et cet officier est responsable à la "commission pour sa gouverne." Le système de loyer des étaux se fait par soumission. Quand un étal devient vacant, on annonce et on demande des soumissions pour sa location. Une grande partie des légumes offerts en vente sur ces marchés, sont cultivés par des jardiniers et des fermiers qui résident dans un rayon de quinze milles de Liver-

pool, qui apportent ces produits eux-mêmes, de sorte que les consommateurs ont l'avantage de satisfaire leurs besoins en transigeant directement avec les producteurs.

Les marchés publics de Belfast, Irlande, sont sous le contrôle des comités des marchés de la ville. Du côté est du principal marché, qui porte le nom de St. George, il y a un grand espace, couvrant plusieurs acres, qui est consacré à un marché de produits généraux de la ferme. Chaque journée de marché représente une scène animée où des fermiers, à la douzaine, se sont rendus avec leurs charrettes chargées de produits. Des marchés à bestiaux, à pourceaux et à chevaux y sont attachés, et il y a deux grands espaces circulaires consacrés à l'exposition et à l'inspection des animaux.

L'on amène les produits au moyen de charrettes, à Edimbourg, Ecosse. Une partie de ces produits vient directement des jardins voisins de la ville, pendant que l'autre est transportée des gares de chemins de fer urbains. Les charrettes demeurent sur place durant les heures de marché et les produits se vendent des voitures. Les jardiniers et les autres personnes qui en ont besoin se distribuent les étaux entre eux, une fois par année; la distribution doit être approuvée par le conseil municipal. L'on a établi des étaux dans les galeries de la bâtisse. L'on reçoit des revenus de la location des étaux, des places, de l'impôt par tête, des fêtes du nouvel an, des concerts du samedi soir, des salles de rafraîchissements, des caves pour l'emmagasinage, et de l'usage des lavoirs. En 1908, les revenus dépassèrent les dépenses de \$14,454.

La ville de Glasgow a la réputation de posséder l'un des gouvernements municipaux les plus avancés du monde. Elle a sept marchés. Ce sont: le bazar à bestiaux et à chevaux, le marché à viande, le marché au poisson, le marché au fromage, le marché aux vêtements, le marché aux fruits et le marché aux oiseaux et aux chiens, lesquels marchés sont sous la gérance d'un comité composé du maire, de trois magistrats et de quatorze conseillers. Chaque marché est situé dans la partie de la ville qui est mieux appropriée à son genre d'affaires et le plus convenable pour le peuple. Les constructions sont en pierre solide et en rapport avec les constructions en général de la ville, et la gérance de la propriété ainsi que la gestion des affaires sont de cet ordre excellent pour lequel la corporation est si renommée. Le marché aux vieux vêtements est une institution unique encouragée presque exclusivement par les épaves et les rebuts de la ville et du district, et est, dit-on, d'un grand secours pour les pauvres.

L'on a manifesté beaucoup d'intelligence et de soin dans l'élaboration d'un système compréhensif et efficace qui fut basé sur un rapport préparé par une députation qui visita les marchés et les boucheries du continent.

Les revenus pour l'année se terminant le 31 mai 1908 furent de \$233,686 et les dépenses de \$209,988, indiquant un profit de \$13,698.

Il est généralement admis par ceux qui connaissent la ville de Toronto que, selon toute probabilité, elle deviendra la plus grande, la plus riche et la plus belle ville de la Puissance du Canada, d'ici à 25 ans. Il y a cependant un obstacle à son avancement rapide, dans le coût énormément élevé des besoins de la vie. Quand on jette un coup d'œil sur les terres très fertiles qui entourent la ville dans un rayon de 50 milles, et quand on compare le prix des aliments des divers villes et villages dans cette étendue de pays, il devient évident que l'on devrait faire quelque chose pour diminuer les prix élevés. L'on affirme souvent qu'un homme ne doit pas être blâmé pour essayer d'obtenir tout ce qu'il peut. Est-ce une théorie, ceci? N'est-ce pas revenir aux idées païennes lorsqu'il s'agit de la conservation de la vie humaine? Les anciens hommes d'affaires considéraient qu'il était mal de demander, pour un article, plus qu'il ne valait, ou de l'acheter à un prix inférieur. Et ceci est d'autant plus vrai quand il s'agit des aliments. Les seuls sentiments humanitaires devraient amener un homme à pourvoir la masse d'aliments bons et frais et au prix le plus bas possible. Le

contrôle (corner) de l'approvisionnement des aliments est particulièrement répréhensible et antichrétien. Les producteurs et les négociants devraient mettre un frein à leur désir de faire de grands profits. A la fin, ils se sentiront plus satisfaits d'avoir obtenu leurs gains lentement peut-être, mais avec la conscience d'avoir tenu compte des besoins des autres ainsi que de leur propre intérêt. Les producteurs qui désirent avoir accès aux marchés de Toronto doivent se rappeler qu'ils ne payent aucune taxe à la ville et n'ont que des dépenses de marché insignifiantes; ils n'ont pas de téléphone, ils n'ont pas de livraison et sont payés comptant. Ils devraient faire économiser facilement aux consommateurs de 25 à 35 pour cent. Les citoyens n'achètent pas des producteurs s'ils ne peuvent pas ainsi faire la somme d'épargne à laquelle ils ont droit.

Dans presque toutes les villes dont on a parlé, les propriétaires de magasins sont généralement neutres sur la question des marchés, et ils ont découvert qu'il y a du commerce pour tout le monde et que des marchés dirigés convenablement augmentent d'une manière considérable le volume du commerce pour eux-mêmes et pour les autres, dans n'importe quelle ville et plus particulièrement dans les centres commerciaux qui se forment autour d'eux. Dans les villages et dans les villes, le poste le plus désirable et le plus recherché pour un épicier se trouve près du marché, ou au moins près du carré du marché. Les marchés n'interviennent pas avec le commerce qui se fait par téléphone, et ils n'attirent pas la clientèle qui exige la livraison à domicile. Avec un peu de réflexion sur toute la question, ces marchands devraient devenir des partisans ardents du marché comme le sont devenus un certain nombre de marchands de Toronto. La difficulté qui se rencontre dans cette branche d'affaires, aussi bien que dans d'autres, vient du fait que l'on ne s'est pas inquiété de faire le commerce de la manière la plus économique, mais plutôt d'obtenir les prix les plus hauts possible en supprimant la compétition. Les marchés régularisent et imposent des prix raisonnables pour tous.

C'est l'opinion générale que le commerce des revendeurs occasionne une augmentation de 10 à 25 pour cent sur le coût des aliments et est partiellement responsable de l'exclusion des fermiers du marché St. Laurent. Sans doute, ces hommes ont le droit d'exercer leur métier, mais leur système produit la vente d'articles souillés par les mouches, couverts de poussière, rabougris et chargés de germes. Il serait mieux pour les citoyens, et beaucoup plus avantageux pour eux et leur famille, s'ils devenaient producteurs en s'établissant sur la terre et en s'associant ainsi aux fermiers et aux jardiniers dans le grand mouvement de l'obtention d'aliments meilleurs et moins chers.

Les adeptes de la question du marché affirment que les marchés, pour être un succès complet, doivent grandir naturellement et progressivement selon les besoins du public. Si ceci est vrai, il s'ensuit qu'il faut instruire et éclairer les citoyens quant à la valeur des marchés, et aussi quant à leur effet sur la baisse des prix jusqu'à ce qu'ils atteignent un niveau normal. A ce sujet, les journaux peuvent faire un travail très fructueux. S'ils sont les champions de ceux qui peinent, les amis des travailleurs comme ils le proclament, et s'ils ont le courage de leurs convictions, ils deviendront incessamment les supporteurs ardents de ces entrepôts d'aliments purs, possédés par la municipalité. Ils peuvent accomplir ce devoir en comparant les prix de Toronto avec ceux de l'extérieur, en racontant le succès remporté par les marchés mis en opération dans d'autres endroits et en donnant, sans relâche, une publicité favorable à toutes les entreprises civiques.

L'on donne parfois la question des dépenses comme un obstacle à l'établissement des marchés. Les dépenses extravagantes ne sont pas nécessaires. Parmi les marchés qui ont remporté le plus de succès se trouvent les marchés ouverts, ou bien ceux où sont érigées des bâtisses de la plus simple description, construites en fer avec planchers et fondations en ciment, et qui ne sont guère plus que des

abris. Un espace suffisant de terrain est plus important que des bâtisses. Le marché St. Laurent coûte une somme considérable d'argent, c'est un bel édifice, mais l'immense et inutile quantité d'espace libre dans sa partie supérieure a occasionné une dépense qui aurait pu suffire pour ériger une demi-douzaine d'autres marchés d'un type différent mais convenable.

Si l'on ne règle pas cette question dans un délai rapproché, il est possible que des hommes au tempérament agressif, l'œil ouvert aux profits appréciables, introduiront des marchés privés. Ce qui serait une chose regrettable, car ce serait un coup porté au système de la propriété publique et au contrôle municipal sur les choses nécessaires à la vie aussi bien qu'à la suppression des prix élevés. La ville serait en même temps dépouillée des profits qu'elle pourrait obtenir.

Certains gens sont opposés aux marchés, se basant sur l'expérience du marché St. Laurent qui, disent-ils, n'a pas été un succès. En autant que l'on puisse en juger, cette institution n'a pas encore eu la chance de justifier son existence. Elle fut attachée à l'administration des propriétés et considérée plus ou moins comme une charge ennuyeuse. Elle n'a jamais eu, pour la guider, la main d'un expert du genre et il n'y a pas d'institution commerciale qui puisse réussir ou donner des profits si elle n'a à sa tête un homme possédant toutes les qualités nécessaires, qui consacre, sur les lieux mêmes, tout son temps à son travail.

Si, pour une raison quelconque, la source d'alimentation de Toronto était interrompue, pour combien de temps pourrions-nous nourrir nos citoyens? Cette éventualité ne se présentera peut-être jamais, mais, cependant, il est bon de songer à une possibilité de ce genre et de se préparer afin d'être assurés que l'abondance d'approvisionnement soit constamment disponible. L'établissement d'un abattoir municipal fournira des entrepôts pour les viandes, et sera d'un grand avantage pour le peuple. Si la construction d'entrepôts pour la marchandise n'est pas entreprise par les chemins de fer, elle devra l'être par la ville.

Ce que d'autres peuples ont fait, sans doute le peuple intelligent de Toronto peut le faire et même faire mieux. Comme motif d'encouragement, je me permets de rapporter les paroles suivantes relativement à l'expérience d'une autre municipalité: "Nous avons fait l'essai durant ces derniers mois d'un marché municipal dans le but de réduire le coût de la vie, et ceci sans grandes dépenses pour la ville ni sans frais de construction, mais simplement au moyen d'efforts de la part du maire pour créer un rapprochement entre le consommateur et le producteur de la manière la plus simple, qui est aussi la meilleure. L'on commença le marché sur la bordure d'un carré public, sans aucun préparatif. Par la voie des journaux, les cultivateurs furent invités à apporter les produits qu'ils ont à vendre. Le premier jour, quelques personnes se présentèrent mais plutôt comme spectatrices. Le jour de marché suivant, un plus grand nombre encore fit acte de présence, et puis bientôt une double rangée de voitures et d'étaux s'établit sur la longueur mesurée par l'intervalle de deux rues. Durant les jours de fête, il fut ajouté à ceci une rangée de voitures dans l'intervalle de la longueur d'une rue autour du carré. Les prix des articles offerts sur le marché diminuèrent sensiblement; le prix de la viande, par exemple, tomba de un quart à une demie. Ce marché obtint un succès surprenant, et les producteurs surent apprécier l'avantage de ce système et vont s'adonner d'une manière tout spéciale à la culture des produits pour ce marché. De mille à deux mille personnes achètent des aliments frais, purs et propres à un prix raisonnable. Dans l'intérêt de la santé publique, de son bonheur et aussi de sa bourse, tout en tenant compte du budget municipal, tout le monde devrait se rallier autour de ceux qui s'efforcent à compléter cette avantageuse réforme après avoir aussitôt que possible considéré le projet sur toutes ses faces."

Si nous prenons de ces paroles la part qui s'applique à la situation de notre ville, nous trouvons que le remède que nous cherchons trouvera sa solution dans au moins quatre problèmes. En premier lieu, il sera nécessaire d'augmenter l'approvisionnement. On a suggéré que les terrains vacants dans les limites de la ville, qui actuellement ne rapportent pas, soient loués à un prix nominal à ceux qui seraient disposés à les cultiver. D'autres prétendent que le gouvernement d'Ontario devrait donner des graines, des plantes et des arbres fruitiers aux producteurs d'aliments pour la table à des prix tout particulièrement bas; que le gouvernement devrait faire des efforts pour fournir aux fermiers et aux jardiniers l'aide qui leur est nécessaire; que toutes sortes de moyens, tels que donner des prix ou des bourses, devraient être employés pour stimuler l'amélioration des races d'animaux de toutes sortes; que la boucherie des jeunes animaux devrait être défendue pour un certain temps; que l'on devrait insister pour obtenir de bons chemins et de meilleures facilités de transport par les chemins de fer; et que la loi traitant des mauvaises herbes et des insectes nuisibles devrait être mise en force.

En deuxième lieu, un service complet de réseaux de chemins de fer devrait être conçu, et on devrait faire des démarches dans le but de faire mousser ce projet en faisant bien comprendre nos besoins à la commission fédérale des Chemins de fer et à celle de l'Ontario. Ces réseaux devraient rayonner de la ville jusqu'à une certaine distance en forme d'éventail vers les districts environnants. Il a été établi que le problème peut être résolu dans une grande mesure au moyen de la distribution à meilleur marché et, par conséquent, il faudrait distribuer de nouveau les lignes de chemins de fer de surface, obtenir chez elles l'uniformité de jaugeage. Un système de chemins de fer souterrains pour atteindre les quais serait indispensable. En plus de ceci, le développement du trafic par eau ne devrait pas être retardé davantage. Les avantages de nos ports et de notre service maritime commencent à peine à être réalisés. Nous trouvons dans ceux-ci des moyens de communications faciles et peu coûteux avec toutes les localités situées sur le lac aussi bien qu'avec la merveilleuse région du Niagara. Les améliorations apportées aux bateaux à moteurs produiront peut-être des types de bateaux qui révolutionneront les systèmes de transport pour de courtes distances, quant à la rapidité et au bon marché, mettant en même temps à notre porte, en quelque sorte, ce qui est probablement la plus grande région productrice de fruits du monde. La Commission du Havre devrait recevoir tout l'encouragement possible dans le travail qu'elle accomplit dans la construction de quais modernes, pourvus de tout l'outillage nécessaire pour le chargement et le déchargement des bateaux, etc.

En troisième lieu, il a été démontré que les stations terminales sont nécessaires dans le voisinage des marchés de gros et des marchés de détail. Une nécessité absolue pour le succès du marché municipal de détail se trouve dans l'expression "le terrain". Beaucoup ont commis l'erreur de dépenser des sommes extravagantes et inutiles pour des constructions élaborées, mais nous devons éviter ceci. Dans certains endroits l'on peut établir un bon marché tout simplement en élargissant une rue, entre deux ou trois rues transversales, là où le terrain est peu cher, et en construisant un abri léger en fer, de deux cents pieds de long par cinquante pieds de large, dans le centre du chemin; ou bien un terrain inculte peut être transformé en un marché très serviable et à petits frais.

En autant que l'on puisse en juger, en plus des marchés St. Laurent et St. Patrice, que l'on devrait non seulement retenir mais reconstruire et agrandir, le besoin se fait sentir d'un grand marché de gros, commode et peu dispendieux, placé absolument sous le contrôle municipal, sur le Harbour Square, près des bateaux et à la sortie du chemin de fer souterrain de Toronto-Nord,

avec des communications par voie de chemins de fer. Des marchés d'agriculteurs pourraient être localisés probablement avec avantage, près (a) d'un passage souterrain, sur la rue Queen Ouest, dans Parkdale, (b) près de la gare du C.P.R., dans Toronto-Ouest, (c) Earlcourt, (d) près de la gare du C.P.R., sur la rue Young-Nord, (e) près de l'angle des Avenues Broadview et Danforth, (f) près de Woodbine, à l'angle du chemin Kingston et de la rue Queen-Est, ou bien à d'autres endroits choisis avec soin.

En quatrième lieu, afin de pouvoir mettre en pratique avec succès ces suggestions, il faut "un homme" connu, en langage du marché, sous le titre de "gardien du marché" (The Market Master). Il doit être la tête dirigeante, et ne doit être choisi que pour son mérite et être payé convenablement. Il doit avoir le génie de l'initiative du travail sur une base large, être doué d'expérience et de tact, d'une volonté courageuse et inflexible, et d'un enthousiasme bien dirigé. Toute la responsabilité devra reposer sur lui, et il devra être employé à la condition bien comprise que les institutions mises sous sa gouverne doivent produire des revenus.

Cette étude a été écrite pour le comité de Transportation de la corporation de la ville de Toronto. Elle formera la base d'une discussion qui, je l'espère, sera de quelque secours pour la solution des problèmes importants qui doivent être considérés. Elle contient probablement le germe qui, en se développant, apportera aux citoyens la panacée qu'ils attendent.

Les renseignements donnés dans ces pages furent obtenus, en grande partie, des sources suivantes: La American City U. S. Consular Reports, The Press, New York Food Commission, Clyde Lynden King, Ph.D., Rapport de la ville de Cleveland, Mme Elmer Black, N.Y.

## XX.

### COURS A BESTIAUX (Stock Yards), ABATTOIRS, CONGELLATION.

La campagne d'éducation qui s'est poursuivie depuis un an ou plus afin de concentrer l'attention davantage sur la culture mixte et l'élevage des animaux, commence à porter ses fruits.

Dans l'ouest, l'on s'attend à un surplus de cochons cette année, et de bêtes à cornes dans deux ou trois ans.

Afin de faire face à cette situation de l'augmentation dans la production des bestiaux, il se manifeste une demande croissante pour de plus nombreuses facilités en rapport avec les cours à bestiaux, les abattoirs et les entrepôts frigorifiques, afin d'assurer une compétition plus efficace dans la vente et l'expédition des bestiaux, c'est-à-dire que l'on veut:

(1) Des cours à bestiaux, des abattoirs et des dépôts d'emballage dans les grands centres d'affaires sous le contrôle public.

(2) Un nombre suffisant de wagons-entrepôts frigorifiques.

(3) Entrepôts frigorifiques dans les vapeurs pour l'exportation, au Royaume-Uni, de la viande gelée et des produits périssables.

La commission d'Enquête considère que ces améliorations sont nécessaires et de la plus haute importance dans le but d'obtenir et ensuite de maintenir l'augmentation de la production des bestiaux et des produits de la viande, et recommande que l'on accorde plus d'attention à la question de la vente des bestiaux sur les marchés par rapport au temps où les marchés devraient être tenus, aux systèmes qui devraient être adoptés, aux frais de transport, au soin des bestiaux, aux dépôts d'expédition, de réception, d'emmagasinage et de distribution de la viande. Il nous semble, d'après les résultats de notre enquête, que la reproduction des bestiaux est de la plus grande importance pour la vie au Canada.

## XXI.

## CULTURE MIXTE—COLONISATION.

Dans l'ouest, les économistes commencent à accorder plus d'attention aux relations entre l'homme de la ferme et celui de la ville. Ceux qui ont à cœur l'intérêt du pays réalisent que le développement de l'Ouest n'atteindra pas son apogée tant que les habitants des campagnes et des villes ne comprendront pas que leurs intérêts sont coordonnés. L'idéal serait de voir l'accroissement des villes se faire en raison de l'accroissement des campagnes.

Les agréments des grands centres ont attiré le peuple de la campagne dans les vieilles provinces et ont fait obstacle à la colonisation des terres nouvelles de l'Ouest. Ceci tient de l'essence même du coût élevé de la vie et ce mouvement, à moins qu'il ne soit endigué, est le précurseur d'un état de choses généralement fort peu désirable.

Les chefs des écoles d'agriculture découragent maintenant l'idée, chez les fermiers, qu'ils peuvent vivre en se contentant de cultiver le blé seulement et s'emploient à les convaincre des avantages qu'il y a à garder des bestiaux sur la ferme. Ils prêchent le système de la culture mixte. L'on attribue les remarques suivantes au Dr J. G. Rutherford, de North Battleford :

Nous nous sommes adonnés à l'occupation de grandes étendues de terrain, mais non à la culture intensive. Les fermiers de l'Ouest perdent de grandes sommes d'argent lorsqu'ils vendent tout leur blé pendant que le sol s'appauvrit, et qu'ils pourraient nourrir de grains des troupeaux de bestiaux. L'homme qui déchire quelques milliers d'acres avec sa charrue à vapeur, les sème et attend le résultat, puis passe l'hiver en Californie, est un spéculateur et non un fermier.

A l'annexe n° 43, l'on trouvera la copie d'une brochure imprimée par M. J. H. Menzies, F.C.A., de Winnipeg, sur "La situation économique et les ressources du milieu de l'ouest canadien," d'où nous extrayons le passage suivant :

Quand nous discutons le sujet des ressources du milieu de l'ouest canadien, quand nous cherchons les moyens que nous possédons pour tailler notre chemin, notre imagination immédiatement se tourne vers nos champs de blé. Nous avons d'autres produits que le blé; la récolte d'avoine et d'orge l'an dernier avait une valeur de 90 millions de dollars, et nous avons aussi eu le lin, le poisson, les minéraux, le bois sur les confins de nos prairies, et bien d'autres choses; mais la valeur marchande de tous ces produits mis ensemble est moindre que la valeur du blé; ils ne semblent pas aussi importants à notre imagination et ne nous impressionnent pas comme s'ils étaient de la plus grande importance.

Cette première place qui est accordée au blé dans nos produits, vient des prix élevés que l'on pouvait une fois en obtenir, pour la consommation locale. Mais quand, dans des circonstances favorables, il fut produit en grande quantité, il devint nécessaire d'en exporter le surplus et il rencontra alors la compétition du marché anglais, du blé américain, du blé récolté par le paysan de la Russie, de l'Inde, de l'Égypte et de la République Argentine. Le prix de leur quantité plus grande de blé régla le prix du nôtre, de sorte que la compensation pour notre travail évalué plus haut tomba à leur niveau. Ce résultat, cependant, fut obscurci pour nous durant quelque temps par l'incident des bons prix accordés au blé de la Grande Bretagne. . . .

Avant toutes choses—et ceci est la conclusion de toute cette discussion —la puissance productive de la terre doit être augmentée comme cela doit être d'une manière ou d'une autre. Une marque de valeur douteuse finirait par s'attacher au terrain si le résultat si pauvre d'une telle manière de pratiquer l'agriculture doit se continuer. Les statisticiens du gouvernement, mentionnés plus haut, affirment que le rendement total du blé pour tout le Canada, en 1913, fut de 232 millions de boisseaux d'une valeur de 156 millions de dollars, et récoltés de 11 millions d'acres de terre. Ils disent aussi que la part que nous avons prise de la terre pour la culture du blé est évidemment trop grande pour notre agriculture. Les récoltes de blé des trois provinces de l'ouest comptaient pour les neuf-dixièmes de la récolte totale du blé au Canada. De sorte que si notre récolte de blé avait été diminuée par un tiers, soit 70 millions de boisseaux, elle aurait encore tenu la même proportion vis-à-vis la récolte de blé du reste du Canada que tient notre récolte d'avoine et d'orge. (La prépondérance continue de la récolte de blé dans l'ouest vient sans doute de la facilité avec laquelle les champs de l'ouest peuvent être cultivés). Mais malgré que la récolte de blé par acre peut être encore augmentée, cependant, il y a d'autres branches de l'agriculture qui pourraient la remplacer partiellement et qui seraient d'un meilleur rapport.

L'on a permis aux homesteads de faire accroc trop facilement sur les fermes à bestiaux (ranges) dans l'ouest, et éventuellement de les chasser. Leurs bestiaux, s'il en avait été autrement, pourraient maintenant fournir des sujets à toutes les fermes, diminuant ainsi le prix de la viande par tout le pays, mais aujourd'hui, vu l'absence de demande de la part des fermiers, les éleveurs de bestiaux de l'ouest sont obligés d'exporter une grande partie de leurs bêtes au sud, et ceci produit la rareté et amène la hausse des prix pour le consommateur. Cette situation trouverait son remède dans la culture mixte: il devrait en même temps y avoir, près de chaque ville, un marché important pour la vente des produits des jardins, des volailles et des produits de la laiterie. L'absence de ces marchés est une autre cause importante de grandes dépenses dans le budget domestique. Avec de telles ressources agricoles sous la main, c'est un véritable gaspillage que de ne pas produire suffisamment pour approvisionner la population des villes et que d'être forcé d'importer d'ailleurs les aliments à un prix beaucoup plus élevé.

L'idéal consiste à rendre la vie de la ferme plus attrayante et établir une classe de fermiers industriels et prospères qui, tout en cultivant mieux, adopteront graduellement la culture mixte là où elle est praticable.

L'"arpentage agricole" (agricultural survey) est l'un des moyens que l'on recommande pour atteindre cet idéal. Il permettrait de démontrer, au moyen de cartes, de tableaux et de renseignements préparés avec soin, la nature du sol et du climat dans les diverses localités, d'indiquer le genre d'agriculture qui conviendrait le mieux, la sorte de grain qui devrait être semée et d'autres renseignements utiles pour le colon.

Un article sur "Le coût de la production agricole" et un autre sur "L'approvisionnement du magasin, la vache à lait," tels que publiés dans le "*Journal of the Board of Agriculture*," apparaissent à l'annexe n° 22.

En dehors des provinces de l'ouest, la colonisation est principalement sous le contrôle provincial.

Cependant, tout le pays est intéressé à ce sujet en autant que la colonisation peut augmenter la production et réduire le coût de la vie, entre autres choses.

Certaines opinions qui furent soumises à la commission d'Enquête dans la Colombie-Britannique sont reproduites dans l'annexe n° 41.

Dans les provinces de l'ouest, les renseignements que nous avons recueillis de sources diverses se rapportent plutôt au besoin de bons chemins, à la nécessité pour les colons d'obtenir les moyens de construire sur les terres nouvelles—au moyen d'avances remboursables par versements—et à la nécessité de rendre facile aux fermiers l'obtention des fonds requis pour leurs entreprises.

La Commission a reçu les renseignements suivants au sujet de la vente et de la colonisation des terres de la compagnie du Pacifique Canadien, dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta :

#### CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA VENTE DES TERRES.

1. Les terres ne sont vendues qu'à des colons de bonne foi.
2. L'on ne vend pas plus de deux sections, soit 1,280 acres, au même acheteur.
3. La vente se fait aux conditions suivantes: un vingtième du prix comptant, et la balance payable en dix-neuf versements annuels portant intérêt à 6 pour cent par année. Les acheteurs qui ont rempli tous les articles de leur convention peuvent, après l'expiration de cinq ans, payer toute la balance qu'ils doivent sans avis ou sans boni.
4. Les compagnies se réservent tous les droits de mines et de minéraux, y compris le gaz et le pétrole.
5. Les requérants doivent eux-mêmes faire l'inspection personnelle de la terre qu'ils se proposent d'acheter; ils peuvent, cependant, faire faire l'inspection par un agent autorisé.

#### CONDITIONS DE LA VENTE DE TERRES SANS PRÊTS.

1. Les acheteurs doivent prendre possession de la terre dans les six mois qui suivent la date de la vente.
2. Les acheteurs doivent s'engager à construire une maison valant au moins \$350 et une grange valant au moins \$200, capable d'accueillir quatre chevaux et quatre vaches.
3. L'acheteur s'engage à tenir les bâtisses assurées contre le feu et doit aussi creuser un puits convenable, entourer la terre d'une clôture, labourer et semer une certaine quantité de terrain dans chaque quart de section.
4. L'acheteur s'engage à tenir trois vaches sur la propriété durant toute la durée de son occupation.
5. Au lieu de la semence de la terre, l'acheteur peut consentir à maintenir sur la propriété un certain nombre de chevaux, de bêtes à cornes, de moutons ou de cochons. Ces animaux sont sensés être la propriété absolue, libre de toutes charges, de l'acheteur.

#### VENTE DES TERRES POUR LA COLONISATION AVEC PRÊTS D'ARGENT DESTINÉ AUX AMÉLIORATIONS.

Le prêt de \$2,000 qui est avancé aux colons offre l'argument le plus fort et le plus convainquant contre toutes les objections que l'on pourrait faire sur la qualité des terres du Pacifique Canadien, et sur les profits que peut rapporter leur culture. Pensez à ceci:— si un fermier achète 160 acres de ces terres à \$20 l'acre, son premier paiement, au terme de vingt ans, est de \$1.00 l'acre, ou \$160 pour 160 acres. Maintenant, pour ce paiement de \$160 seulement, le Pacifique Canadien est prêt à prouver sa confiance dans la productivité de la terre en dépensant \$2,000 pour

améliorer cette terre. Ce placement est fait absolument sans garanties autre que le paiement, tous les ans, de un vingtième du prix de la propriété. Dans de telles conditions, est-il possible qu'un homme raisonnable puisse douter que le sol offert en vente ne soit pas aussi riche et que les profits que l'on peut en tirer ne soient pas aussi grands que le Pacifique Canadien l'a toujours prétendu? Les conditions du prêt sont les suivantes:

1. Les acquéreurs de la propriété, d'après ce plan, doivent être des hommes mariés, et expérimentés dans l'agriculture.

2. Les acquéreurs doivent avoir un capital suffisant pour leur permettre de payer le premier des vingt versements du prix d'achat et un vingtième du montant du prêt en plus des fonds nécessaires pour maintenir leur famille pour un an à partir de la date de leur prise de possession.

3. Les acquéreurs doivent posséder en titre absolu un nombre suffisant de chevaux et de bêtes à cornes et autres animaux de la ferme ou bien avoir des moyens suffisants pour en acheter afin qu'ils puissent, en prenant possession, procéder sans retard au développement de la propriété.

4. On ne reçoit pas de demande pour plus de 320 acres de terre.

5. La compagnie, dans un délai raisonnable, après que la demande de l'acquéreur est acceptée, dépensera une somme n'excédant pas \$2,000 en améliorations sur la propriété. Dans cette somme est compris 5 pour cent de dépenses nécessaires pour la surveillance des travaux. Les améliorations comprennent les constructions suivantes:

(a) Une maison; (b) une grange; (c) une clôture autour de la ferme; (d) un puits avec l'installation d'une pompe.

6. La maison et la grange construites sur la ferme choisie par l'acquéreur doivent être conformes aux plans de maisons et de granges choisis par la compagnie. Dans l'accomplissement de ces travaux de construction, l'acheteur, aussi bien que ses chevaux et ses agrès, peuvent, à la discrétion de la compagnie, être employés et recevoir le salaire courant. Le coût des matériaux et du travail est payé par la compagnie et chargé aux prêts.

7. Le montant de l'avance de \$2,000 est ajouté au prix de la propriété et le remboursement se fait en vingt versements annuels portant intérêts à six pour cent, en même temps et de la même manière que les paiements du prix de la terre.

8. L'acheteur doit s'engager à prendre possession de la propriété avec sa famille, s'il en a une, dans les six mois suivant l'achèvement des améliorations par la compagnie, et s'engager à y résider continuellement pendant cinq ans, et à labourer, cultiver et récolter sur certaines parties de chaque quart de section. Il doit maintenir durant cette période d'occupation de la propriété, au moins trois vaches pour chaque quart de section, et doit assurer les bâtisses contre le feu.

Les avantages de ce système pour le colon sont nombreux. Non seulement il est en mesure de débiter avec une somme d'argent beaucoup moins élevée, mais sa famille est à l'abri de toutes les incommodités qui, généralement, accompagnent l'établissement d'une nouvelle demeure. L'argent qu'il reçoit pour lui aider à améliorer sa ferme est toujours une addition bienvenue à son budget et il est assuré que ses bâtisses sont construites selon le meilleur modèle, choisi après de longues années d'expérience. Les dépenses initiales sont donc considérablement réduites.

L'article suivant, publié dans le "Monthly Bulletin of Economic and Social Intelligence", juillet 1913, a trait à la colonisation en Norvège:

L'on peut observer dans la Norvège, depuis quelques années, deux courants d'immigration qui augmentent constamment — l'un vers les pays étrangers, l'autre, de la campagne à la ville. Un trait important de cette immigration se trouve dans le fait que deux tiers de la surface des terres sont consacrés à la culture intensive qui requiert beaucoup de travail. Le gouvernement s'efforce à satisfaire aux besoins par la colonisation interne. Un article a été publié à ce sujet dans le numéro de juillet du "Bulletin of Economic and Social Intelligence" publié par la "International Institute of Agriculture", Rome.

La colonisation interne en Norvège est édiflée sur une loi de 1903 qui établit une banque officielle de crédits, la Norsk Abeiderbruk og Boligbank (la Banque norvégienne des petits propriétaires). Cette banque fait des prêts pour les fins de la colonisation domestique. Son capital est fourni par l'Etat et se compose à présent de 10 millions de couronnes. Son capital actif, formé d'obligations payables au porteur, est garanti par l'Etat, et l'émission totale de ces obligations ne peut pas dépasser six fois le capital. Elles sont payables après 30 ou 50 ans de la date de l'émission.

La banque fait deux sortes de prêts, le "brukslaan", employé dans l'acquisition de petites fermes, et le "boligaan", consacré à l'achat ou à la construction de maisons pour les ouvriers. Le premier exige 3½ pour cent d'intérêt, le deuxième 4 pour cent. Pour obtenir ces prêts, il y a des formalités toutes spéciales à remplir, selon que la demande est faite par une association locale ou par une personne qui est en besoin d'aide financier. L'on trouve les détails de ces formalités dans l'article déjà mentionné. De 1903 à 1912, la Norsk Arbeiderbruk og Boligbank a fait 11,579 prêts se montant en tout à 16,098,430 couronnes pour l'achat de petites propriétés, et 8,142 prêts, dont le chiffre total s'éleva à 11,161,057 couronnes, pour la construction. Le montant total d'intérêt payé durant cette période fut de 3,632,384 couronnes.

## XXII.

### LES CREDITS AGRICOLES AU CANADA.

La facilité des crédits est de la plus haute importance pour le cultivateur. La production de grandes récoltes, aussi bien que l'élevage en masse des bestiaux destinés au marché du monde, dépend, après tout, de l'habileté du cultivateur de pouvoir profiter, jusqu'à la dernière limite, de ses chances, pourvu qu'il ait à sa disposition le capital nécessaire afin qu'il puisse se procurer le labeur et la machinerie nécessaires aussi bien que les moyens de transport.

Cette question de capital prêté à un taux raisonnable d'intérêt pour permettre au cultivateur de conduire à bonne fin ses travaux, est plus particulièrement importante pour les fermiers établis à l'ouest des Grands Lacs dans la Puissance du Canada.

L'opinion est largement répandue que la production des bestiaux, aussi bien que des produits de la ferme, a été retardée et diminuée à cause du manque de crédits, plus particulièrement dans la section ouest du Canada. Ceci constitue, par conséquent, un facteur important dans l'augmentation du coût de la vie.

La commission royale qui a fait enquête dans la Saskatchewan a préparé un rapport très étendu et très profond sur tout le sujet du crédit agricole. Les

commissaires recommandent la création d'une association coopérative hypothécaire dont la sphère d'action s'étendrait à toute la province et serait contrôlée et garantie par le gouvernement provincial. Son but est de "faciliter chez les agriculteurs de la province l'établissement, sur des bases solides, d'un système de sociétés coopératives locales et centrales dont le but serait d'acheter et de vendre les produits de la ferme."

Nous donnons à l'annexe 31 un résumé du rapport de la "Saskatchewan Royal Commission on Agricultural Credit."

L'on trouvera aussi, à l'annexe n° 30, un bulletin publié par la faculté d'histoire et de science politique et économique de l'Université Queen, Kingston, Ont., sur "Le problème du crédit agricole au Canada", par H. Michel.

A l'annexe N° 29 est reproduit un mémoire, préparé par M. Coats, au sujet des compagnies de prêts sur bestiaux. Ses renseignements lui ont été fournis lors de sa visite à St. Paul, Minn., en rapport avec cette enquête.

Nous attirons l'attention tout particulièrement sur ce mémoire. L'on y trouve la description d'un système efficace destiné à encourager l'élevage des bestiaux et leur entretien jusqu'à maturité.

Le travail préparé par la "Special Agricultural Credit Institution" d'Italie, 1913, tel que publié dans le "Monthly Bulletin of Economic and Social Intelligence," octobre 1914, se trouve à l'annexe n° 32.

### XXIII.

#### REGLEMENTATION DES INDUSTRIES—POSTES DE RENSEIGNEMENTS—CHOMAGE.

Le chômage amène la misère et conduit à l'augmentation des prix par la diminution de la production.

L'homme inoccupé souffre de son oisiveté, son habileté se détériore, son "goût de la vie" s'atrophie et ses habitudes d'économie prennent vite une mauvaise pente. L'habitude de quêter se cultive par la pratique.

Dans notre présente organisation sociale, certaines périodes de chômage sont inévitables. Il y a dans notre système d'aujourd'hui un changement constant de la prospérité à la dépression.

Les jours de prospérité sont suivis par la dépression et la détresse.

Quand le marché est bon, toute la machine productive est à l'œuvre et la marchandise s'accumule sur le marché avec la plus grande insouciance pour l'avenir.

Il y a peu de tentatives efficaces pour mesurer la consommation et chercher là où se trouve l'excédent entre l'offre et la demande.

L'on fait actuellement dans différents pays l'étude des questions qui se rattachent à la réédification de notre système social.

Une convention d'agriculteurs fut tenue récemment à Washington pour discuter différents sujets d'intérêt commun.

Il y fut dit que le gouvernement américain était sur le point d'établir un poste où les producteurs et les consommateurs pourraient obtenir des renseignements relativement à la vente et à l'achat des produits de la ferme.

Il n'y a aucun doute que l'on peut tirer de grands avantages de l'établissement de postes ou bureaux où des renseignements sûrs serait donnés, sur l'emploi et les gages aussi bien que sur les prix, l'offre et la demande des produits du sol et de l'industrie.

Il y a un groupe de personnes qui favorisent l'établissement d'une commission industrielle ayant le pouvoir de déterminer la valeur des aliments à un

prix propre à réaliser un profit raisonnable. Cette commission aurait aussi à sa disposition les moyens de faire disparaître les abus en rapport avec les poids et mesures et la qualité. Mais comme ce projet de réglementation des prix des aliments au moyen d'une commission industrielle offre peu d'espoir de pouvoir se réaliser immédiatement, nous ne pouvons pas le considérer comme facteur dans la situation présente.

Arthur Shadwell, dans son livre sur l'Efficacité Industrielle, écrit :

“L'expérience industrielle allemande nous présente un autre spectacle. La population industrielle n'a pas été laissée à même de se tailler sa propre destinée, mais elle fut guidée et aidée à chaque pas. Toutes les différentes classes de la société, à partir du trône jusqu'à l'atelier, ont contribué quelque chose. Le 'laisser faire', ou 'Manchester-thum', comme ils disent en Allemagne, est mort; la réglementation de toutes choses est acceptée et appliquée avec peines infinies par la Législature, les gouvernements départementaux et municipaux, et les citoyens privés. Elle est acceptée non seulement dans l'ordre scientifique, mais aussi dans le code judiciaire et soigné de la fabrique, dans le système d'assurance de l'Etat, dans l'augmentation du trafic et dans les transports par chemins de fer et canaux, dans l'engagement de la marine marchande, dans le système éducationnel, dans l'administration municipale et dans la législation des lois des pauvres. Ainsi, l'édifice a été érigé solidement sur ses quatre côtés avec ses murailles bien arc-boutées sur toutes leurs faces. C'est une œuvre merveilleuse pour l'édification de laquelle chaque unité a contribué” . . .

Nous reproduisons à l'annexe n° 40, sans commentaire, un article du “Monthly Bulletin of Economic and Social Intelligence,” d'octobre 1914, sur le problème de la distribution économique des produits agricoles aux Etats-Unis.

#### XXIV.

#### IMPOTS DE LA DOUANE.

Le besoin d'un tarif protecteur pour le Canada, tel que préconisé par ses adeptes, a pour but de maintenir un système industriel qui assurera l'indépendance du Canada, l'amènera à profiter de toutes ses ressources naturelles, multipliera la diversité des emplois pour le peuple, et en même temps produira une source de revenus pour les besoins nationaux.

La protection qu'offre le tarif douanier est sans doute un stimulant pour l'industrie et tend à augmenter la production.

L'un des buts du système du tarif protecteur sur ce continent est dirigé vers le maintien du taux des gages et du mode de vie au-dessus de ceux des autres continents. Cet élément de ce système a la tendance d'augmenter le prix des articles sur le marché domestique selon les modifications que peut apporter l'étendue de la production. Avec l'assurance d'un marché domestique rémunérateur, le producteur canadien s'attend à vendre une partie de ses produits à l'étranger, quoique à un prix plus bas quand il ne peut les vendre autrement, et ainsi il espère augmenter sa production jusqu'à sa plus grande capacité économique.

Le tarif de la douane est un impôt payé en partie par le consommateur et en partie par l'exportateur, selon les conditions du commerce.

L'impôt, cependant, est nécessaire pour les fins du revenu et c'est un sujet discutable à savoir s'il est mieux de le prélever d'une manière plutôt que d'une autre.

L'on ne peut abolir l'impôt de la douane sans pourvoir à d'autres moyens de prélever des revenus.

Savoir si le système de l'impôt de la douane peut être remplacé d'une manière pratique et satisfaisante par un autre mode d'impôt est un problème qui n'est pas encore résolu. Il faut se rappeler que l'économie politique n'est pas une science exacte, et une enquête sur l'effet économique ultime de la protection et du libre échange, au point de vue pratique, doit tenir compte de la question de l'emploi et du travail, et des autres facteurs qui peuvent influencer le bien-être de la société prise dans son ensemble. Les auteurs qui ont écrit sur ce sujet se contredisent les uns les autres et en retour sont contredits par les événements.

L'on ne peut pas, cependant, nier que le système protecteur, avec ses conséquences, donne aux compétiteurs protégés un grand avantage économique immédiat sur ceux qui ne sont pas protégés. Que ceci soit avantageux ou ne le soit pas pour un pays protectionniste dans son ensemble, c'est une question que nous devons laisser à la controverse.

Le tarif douanier n'est pas la cause de la hausse présente et ceci est établi par le fait que les plus grandes augmentations des prix se rapportent à des articles qui sont le moins affectés par le tarif ou bien sur lesquels le tarif n'a pas été augmenté durant la période d'augmentation des prix.

La hausse en 1913 comparativement à 1897, par groupes d'articles, fut comme suit:

	Chiffre moyen 1897	Chiffre moyen 1913	
Fabriques de tissus et autres manufactures, 172 articles . . . . .	92.9	133.7	Augmentation =44 pour cent.
Aliments importés, 17 articles . . . . .	90.5	110.7	" =22 pour cent.
Produits de la ferme, bruts, 39 articles . . . . .	86.3	142.3	" =65 pour cent.
Produits de la ferme, fabriqués, 30 articles . . . . .	89.9	145.7	" =62 pour cent.
Produits de la forêt, bruts . . . . .	98.4	174.6	" =77 pour cent.
Produits des mines, 12 articles . . . . .	86.5	126.1	" =46 pour cent.

## XXV.

### PRODUCTION DE L'OR—L'OFFRE ET LA DEMANDE.

Le prix d'un article est la valeur ou la puissance d'achat de cet article exprimée en termes de monnaie. La monnaie est le terme habituel de l'échange.

La monnaie avec laquelle l'échange se fait consiste dans (a) l'or en circulation et (b) dans le crédit basé sur l'or, et sur d'autres valeurs déposées dans les banques, généralement sous la forme de billets de banque, chèques et traites.

La règle est toujours vraie que le prix des articles est réglé par la loi de l'offre et de la demande, sujet, toutefois, à d'autres influences.

Comme l'or est le terme de l'échange et la base du crédit, l'augmentation de l'approvisionnement de l'or a évidemment une influence importante sur la hausse des prix de la marchandise et des services en général, "toutes autres choses étant égales."

L'étendue de cette influence est un sujet de controverse, mais il semble être évident que cette augmentation de la production de l'or a eu un effet considérable dans la hausse des prix de la marchandise.

Comme l'augmentation des prix, en général, est mondiale et n'est pas confinée à aucune industrie particulière, à part quelques exceptions, il doit y avoir une cause générale qui provoque cette hausse.

La cause qui affecte, de la même manière, tous les prix dans les pays civilisés, est la cause qui doit se rapporter à l'étalon de la mesure des prix.

Il n'y a pas de doute qu'il y a eu augmentation générale dans les prix, et que, en même temps, il y a eu augmentation dans la production de l'or, l'étalon monétaire du monde civilisé, suffisante en elle-même pour diminuer sa valeur propre relativement à la valeur de la marchandise, et conséquemment produire la hausse des prix.

Voici des extraits sur ce sujet pris dans le rapport du directeur de l'hôtel des Monnaies à Washington, E.U.A., pour l'année fiscale 1911 :

L'ABSORPTION DE L'OR DANS LE MONDE ET LA HAUSSE DANS LES PRIX.

L'énorme augmentation qui s'est produite durant les années récentes dans la production de l'or, et la relation qui peut exister entre cette augmentation et la hausse dans les prix des articles, ont éveillé l'intérêt des économistes. Pour cette raison, il a semblé utile d'entreprendre la tâche de retracer, durant ces deux dernières décades, la production de l'or actuellement mis en circulation dans le but de trouver où il s'est dirigé, et quelle quantité s'est localisée là où probablement il exerçait son influence sur l'expansion du crédit, la stimulation de l'industrie et la hausse des prix.

L'on peut dire que la nouvelle époque de l'or a eu son commencement avec la découverte des dépôts du Transvaal, dans le sud de l'Afrique, et le développement du procédé à la cyanure qui fut employé pour la première fois avec succès dans le traitement du minerai du Transvaal, mais qui a depuis contribué d'une manière importante à l'augmentation de la production de l'or dans tous les districts miniers.

L'introduction du procédé à la cyanure marque une époque dans l'histoire de la production de l'or et l'on doit en tenir compte dans toute étude bien pondérée de l'industrie de l'exploitation des mines d'or. Il fut suggéré récemment d'élever au Transvaal un monument quelconque à la mémoire de MM. McArthur et Forrest, qui ont imaginé ce procédé. Dans une lettre publiée où ce projet est élaboré, un citoyen important de Johannesburg dit :

"Il y a plusieurs années, si ma mémoire ne me fait pas défaut, les mineurs se trouvaient en face de la difficulté de retirer l'or du minerai pyriteux contenu dans les mines, quand, du minerai effrité, l'or se changeait en roc solide bleu d'où il n'était pas facile de l'extraire avec les méthodes alors en existence. La venue du procédé McArthur-Forrest fut un événement de merveilleuse bonne fortune pour ces champs miniers, et il y a encore des hommes à Johannesburg qui se rappellent cet événement dès son origine. D'autres, habiles à raconter l'histoire du procédé, sont en Angleterre et en Ecosse, mais il me semble souvent que, avec l'activité de la vie, nous avons perdu la mémoire du fait que le Rand fut sauvé par le procédé à la cyanure."

Le "Mining World and Engineering Record," de Londres, dans ses commentaires à ce sujet, écrit ce qui suit :

"La découverte du procédé à la cyanure doit être considérée comme l'un des plus grands événements des temps modernes. Et il n'y a aucun doute que le procédé sera salué par toutes les générations futures à cause de son importance, non pas tant à cause de l'industrie minière que de l'importance qu'il peut avoir sur l'économie du monde en rendant possible, d'année en année, une très grande augmentation dans la production de l'or et de l'argent. Dans l'intervalle comparativement bref de 20 années depuis 1891, quand MM. McArthur et Forrest ont produit avec éclat, devant le monde minier, leur procédé à la cyanure, moderne et perfectionné, la production de l'or s'est élevée à 284,081,289 onces. Ceci est des plus étonnant, quand on compare tout spécialement ce chiffre à la production totale des 397 années précédentes, de 1493 à 1890, soit 401,311,148 onces.

“Le procédé à la cyanure est directement responsable de la grande expansion de la production mondiale de l’or dont nous fûmes témoins plus particulièrement durant les 15 dernières années. Et, exception faite du Klondike, cette production extraordinaire n’a pas été activée par la découverte de nouvelles mines. La crème des mines d’or du monde avait déjà été enlevée durant les années précédentes en Californie, en Australie, dans le Sud Africain, en Sibérie, aux Indes, et ailleurs. Ce n’est qu’avec les restes des vieilles mines que le procédé à la cyanure a pu amener la production extraordinaire du métal jaune. Et parmi ces restes, il ne faut pas oublier le grand nombre de propriétés de basse valeur dont l’exploitation a été rendue fondamentalement possible par l’emploi seul de ce procédé. La plus grande partie de la production de l’or, actuellement, vient de ces dernières et le monde dépend d’elles dans une large mesure pour ses besoins futurs.”

La production totale du Transvaal, de 1884 au 1er juin 1889, fut, selon le rapport de ce Bureau en 1889, de \$11,037,676. Durant la dernière décade de 1880 à 1889 inclusivement, la production de l’or dans le monde fut plus basse que durant n’importe quelle autre période de dix ans après les découvertes de la Californie. La moyenne annuelle pour cette période fut évaluée à \$106,250,000. En 1888, la production fut de \$110,000,000; en 1889, de \$123,000,000, et pour les 21 années suivantes, elle fut telle qu’indiquée dans le tableau plus bas.

La production dans tout le monde pour les dix années de 1890 à 1899, inclusivement, et pour les onze années de 1900 à 1910, inclusivement, est donnée dans des tableaux séparés et le rendement des trois principaux pays est aussi montré séparément. Les produits africains viennent totalement du Transvaal, et comprennent les mines de la Rhodésie et quelques mines de moindre importance qui toutes ensemble produisirent, en 1910, \$19,592,679.

PRODUCTION DE L’OR, première période, dix ans.

Années.	Afrique.	Etats-Unis	Australasie	Autres.	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
1890.....	9,887,000	32,845,000	29,808,000	40,609,620	113,149,620
1891.....	15,742,400	33,175,000	31,399,000	50,333,600	130,650,000
1892.....	24,232,000	33,000,000	34,159,000	55,424,100	146,815,100
1893.....	28,943,500	35,955,000	35,688,600	56,907,700	157,494,800
1894.....	40,271,000	39,500,000	41,600,800	50,643,800	181,175,600
1895.....	44,728,400	46,610,000	44,798,300	62,626,900	198,763,600
1896.....	44,581,100	53,088,000	43,776,200	60,806,300	202,251,600
1897.....	58,558,700	57,363,000	52,665,700	67,486,300	236,073,700
1898.....	80,128,500	64,463,000	64,860,800	77,427,400	286,879,700
1899.....	73,023,000	71,053,400	79,321,600	83,236,100	306,724,100
<b>Total.....</b>	<b>420,095,600</b>	<b>467,052,400</b>	<b>458,238,000</b>	<b>614,591,820</b>	<b>1,959,977,820</b>

## PRODUCTION DE L'OR, deuxième période, onze ans.

Années.	Afrique	Etats-Unis	Australasie	Autres.	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
1900 .....	8,671,900	79,171,000	73,498,900	94,292,700	255,634,500
1901 .....	9,089,500	78,866,700	76,880,200	98,738,300	263,374,700
1902 .....	39,023,700	80,000,000	81,078,800	96,135,100	296,737,600
1903 .....	67,998,100	73,691,700	89,216,100	96,902,800	327,702,700
1904 .....	85,913,900	80,464,700	87,767,300	92,941,400	347,087,300
1905 .....	113,254,700	88,180,700	85,926,500	92,926,800	380,288,700
1906 .....	135,358,000	94,373,800	82,391,400	90,379,800	402,503,000
1907 .....	151,984,100	90,435,700	75,667,700	94,869,100	412,966,600
1908 .....	166,520,500	94,560,000	73,327,300	108,069,100	422,476,900
1909 .....	170,988,600	99,269,100	71,007,900	112,475,800	454,145,700
1910 .....	175,189,900	96,269,100	65,470,600	117,774,300	454,703,900
Total .....	1,123,992,900	955,386,800	862,736,700	1,095,505,200	4,037,621,600

\*La diminution dans la production en Afrique dans la période 1899-1903 fut causée par la guerre des Boers.

## LA CONSOMMATION INDUSTRIELLE telle qu'évaluée par l'hôtel des monnaies.

Année, première période.	Valeur	Année, première période	Valeur
	\$		\$
1890 .....	50,000,000	1900 .....	76,291,600
1891 .....	50,000,000	1901 .....	79,417,600
1892 .....	50,000,000	1902 .....	75,865,100
1893 .....	50,517,300	1903 .....	74,556,200
1894 .....	52,520,200	1904 .....	77,845,000
1895 .....	59,080,800	1905 .....	82,975,200
1896 .....	59,730,200	1906 .....	93,145,900
1897 .....	59,940,300	1907 .....	97,168,600
1898 .....	65,576,200	1908 .....	88,572,300
1899 .....	73,262,100	1909 .....	100,506,100
		1910 .....	111,848,500
Total .....	570,627,100	Total .....	958,192,100

Ces estimations, il faut l'avouer, sont peu conséquentes et peu satisfaisantes sous plus d'un rapport et nous sont données comme estimations seulement. Il semble probable que l'hôtel des monnaies a fait erreur en considérant le résultat de l'enquête allemande de 1907-8 comme indiquant l'absorption de métal neuf. Si l'on déduit un tiers de ces chiffres, le résultat s'accorde mieux avec les rapports de l'enquête de 1896-97, et ceci a maintenant été fait pour les années 1909 et 1910, les seules pour lesquelles l'hôtel des monnaies a chiffré dans les hauts numéros. Les chiffres pour la Grande-Bretagne et la France ont aussi été réduits afin de les mieux faire concorder avec ceux de l'Allemagne, et parce que nous avons raison de croire que dans le passé l'on n'a pas fait la part suffisante à l'ancien métal mis dans la composition des articles présentés au bureau de la frappe française.

## LES EXPORTATIONS EN ASIE.

Dans les estimations de l'absorption industrielle que nous avons données plus haut, nous n'avons pas tenu compte de l'or asiatique, pour la bonne raison qu'il est impossible de faire la part de ce métal (pris dans l'Inde et dans la plus grande partie des pays asiatiques) qui a servi à la frappe ou qui a servi à l'ornementation, etc. Il est plus satisfaisant de s'en tenir à la quantité d'or, employé de toute manière, que ces pays ont reçue de l'approvisionnement mondial.

Nous n'avons, pratiquement parlant, aucun indice de la quantité absorbée dans l'ouest et dans le sud de l'Asie. Les statistiques pour la Chine ont peu de valeur, mais dans l'ensemble, il y a un mouvement vers l'extérieur indiquant que la production, qui est peut-être augmentée par des importations qui ont échappé à l'inscription, excède les quantités importées et dont on a tenu compte.

En fait de statistiques de métaux précieux, l'Inde est le pays le plus important de l'Asie et elle a longtemps été l'un des plus importants du monde. Le gouvernement de l'Inde a avisé cette administration que l'or, non frappé, importé dans ce pays, peut être considéré comme employé dans les fabriques et l'ornementation. La valeur de cet or en 1910 était de \$47,026,698.

Le mouvement de l'or vers l'Inde doit être considéré comme appartenant à une classe spéciale. Une grande partie de l'or et de l'argent qui arrive dans ce pays disparaît, et qu'elle soit convertie en ornements ou enterrée sous terre, elle n'en est pas moins enlevée, pour une bonne part, de l'approvisionnement monétaire du monde. L'on déterre peut-être une certaine quantité de cet or et de cet argent durant les périodes de besoin, durant les temps de famine, par exemple, et on les convertit en monnaie; mais dans le passé un courant régulier de ces métaux précieux s'est dirigé vers les Indes et s'est éclipsé comme facteur du monde commercial. Sir James Wilson, K.C.S.I., employé dans l'administration de l'Inde durant plusieurs années par le gouvernement, dans une conférence donnée devant la East India Association of London, le 14 juin 1911, affirma que l'importation de l'or dans l'Inde depuis 1480 fut à peu près de \$1,200,000,000, soit un dixième de la production du monde durant cette période.

## PARALLÈLE HISTORIQUE.

Le fait le plus marquant que l'on peut invoquer en faveur de la théorie que le mouvement présent des prix est dû principalement à l'augmentation de la provision de l'or se trouve dans le parallèle qu'un mouvement semblable des prix suivit rapidement la découverte de l'or en Californie et en Australie. Il y a plus d'un trait de ressemblance entre les conditions de cette période d'expansion et la présente période.

La production de l'or dans le monde, avant les découvertes de la Californie, était à peu près de \$35,000,000 par année, et la production de l'argent était à peu près la même. Les estimations pour cette période sont vagues. Le montant d'or en vue dans les banques et dans les trésors était peu élevé. L'Angleterre était, au point de vue pratique, le seul pays de l'Europe qui avait une circulation d'or considérable. Le premier janvier 1850, la Banque d'Angleterre avait à peu près \$85,000,000 en or et Tooke et Newmarch estimèrent la quantité de monnaie d'or en circulation dans le Royaume-Uni à \$250,000,000. Sur le continent, l'argent était la monnaie courante du commerce. On évaluait la monnaie d'argent de la France à \$500,000,000, celle de l'or à \$15,000,000. Les Etats-Unis, d'après

une estimation du secrétaire de la trésorerie, avaient à peu près \$150,000,000 en or et en argent. Dans le calcul de l'importance relative du nouvel approvisionnement de monnaie, il faut naturellement tenir compte de l'approvisionnement total de l'or et de l'argent, ainsi que de la circulation du papier-monnaie. Les dernières années de la décade de 1849 furent des années de dépression industrielle et d'inquiétude sociale en Europe. L'agitation politique qui, dans plusieurs pays, alla jusqu'à des tentatives de révolution, inspirées largement par la condition désespérée du peuple, était générale en Europe. L'or fut découvert en Californie en 1848 et en Australie en 1851 et 1852, et ces nouveaux terrains produisirent ensemble au-delà de \$100,000,000 par année.

Le Professeur Stanley Jevons, écrivain contemporain de haute réputation, entretenait des vues beaucoup plus positives de l'influence de l'approvisionnement de l'or sur les prix. Passant en revue les prix depuis 1849, il écrivait en 1865 :

“Si nous comparons les prix maintenant (mars 1865) avec le temps où ils étaient le plus bas, en 1849, nous trouvons qu'il s'est produit une hausse de 21 pour cent. Si nous prenons la moyenne de 1845 à 1850 comme notre terme de comparaison, la hausse est de 11 pour cent. La hausse réelle permanente attribuée à la découverte de l'or se trouve, sans aucun doute, entre ces deux points de comparaison, ou probablement plutôt rapprochée de la plus haute limite, c'est-à-dire de 21 pour cent. Les découvertes de l'or ont causé cette hausse dans les prix. Elles ont aussi empêché la baisse des prix que l'on aurait pu attendre du progrès continu des inventions et de l'accroissement de la production, mais nous ne sommes pas en état de pouvoir mesurer ces éléments.”

Il accorde une grande importance aux grandes exportations d'espèces dans l'Inde et exprime l'opinion que les marchés d'Europe seuls n'auraient pas été capables d'absorber les nouveaux approvisionnements, sans provoquer une révolution dans les prix. Il dit à ce propos :

“L'Asie est le grand réservoir des métaux précieux. Ce pays nous a sauvés d'une révolution commerciale et nous a déchargés les mains de plusieurs millions de métaux précieux qui seraient pires qu'inutiles ici, et l'Asie, depuis les âges les plus anciens, a tenu cette relation vis-à-vis l'Europe. Durant le moyen-âge, elle libéra l'Europe de l'excès de sa production espagnole-américaine, de même qu'elle la soulage maintenant de l'excès du trésor australien. “Le commerce indien”, dit Macpherson, “s'éleva à une très grande hauteur en même temps que les mines américaines commencèrent à verser leurs trésors dans l'Europe, qui heureusement a été sauvée de l'inondation des métaux précieux par l'exportation de l'argent vers l'Inde. L'Europe n'aurait évidemment pas évité ce désastre si cette exportation n'eût pas existé.”

Le Dr James Bonar, sous-maître de l'Hôtel des Monnaies Canadiennes, exprima les pensées suivantes devant le Club Canadien à Ottawa, le 11 janvier 1913 :

Mais, maintenant, l'étendue de la dépréciation causée par la grande production de l'or n'est pas connue. Nous avions avec nous un homme très charmant, la dernière fois, je crois, que nous nous sommes rencontrés dans cette chambre, le professeur Irving Fisher, de Yale, et il nous entretient sur le sujet de “La Hausse du coût de la vie”, plus particulièrement en rapport avec ce à quoi je viens de faire allusion, la hausse des prix, ce qui n'est pas la même chose, mais qui en fait partie. Selon certaines personnes l'or en est toute la cause. Il nous dit la difficulté l'obtenir des statistiques suffisamment justes à ce sujet. Il nous parla d'une conférence internationale d'économistes qui devait être tenue pour

déterminer l'augmentation du coût de la vie et, entre autres choses, pour persuader les statisticiens des divers pays d'adopter, autant que possible, l'uniformité dans leurs méthodes. Présentement ces méthodes ne sont pas uniformes. Les statistiques d'un pays sont établies sur des principes différents que celles d'autres pays. Vous avez entendu dire par le professeur Fisher lui-même que si vous prenez comme guide un chiffre moyen pour appliquer son système et pour appliquer sa théorie, il vous faudrait un chiffre moyen sur lequel vous puissiez compter pour maintenir la valeur de l'argent et il faudrait que vous fassiez adopter ce chiffre par tous les autres pays du monde. A présent, chacun a le sien. Quand j'étais tout jeune, je croyais que les personnes âgées étaient infaillibles excepté lorsqu'elles me donnaient de bons conseils. Plus tard, après que j'eusse abandonné cette conception, j'avais dans l'idée que la presse et les livres imprimés étaient infaillibles, mais je revins aussi de cette conception. Finalement, je revins à l'idée, et ceci pour très longtemps, qu'au moins les livres bleus du gouvernement étaient infaillibles. Mais j'ai été depuis trente ans dans le "service silencieux" qui trouve son expression dans les livres bleus. Ma confiance est un peu ébranlée. Je ne dirai pas qu'elle est disparue. J'ai une foi philosophique que des statistiques justes nous viendront aussi bien que les statistiques comparatives. Mais l'on voit cependant les obstacles qu'il y a sur le chemin; l'on réalise aussi les efforts prodigieux et héroïques que les officiers les plus patients et les plus renoncés font pour obtenir les statistiques les plus exactes. Mais, après tout, les statistiques restent défectueuses, et, pour ce qui regarde les statistiques d'une nation comparativement à celles d'une autre nation, elles ne sont pas aussi utiles qu'elles le pourraient être; elles ne se comparent pas.

De sorte que nous ne connaissons pas l'étendue, les dimensions du phénomène que nous allons étudier. Nous savons que l'or n'est qu'une des causes, qu'il y a toujours eu une course entre le développement de l'industrie et les découvertes de l'or, et que toujours, dans le passé, l'expansion de l'industrie est arrivée la première.

## XXVI.

### CONCLUSION.

La préparation de ce rapport fut commencée avant la déclaration de la guerre, en août 1914, et ne traite pas de la situation depuis cette date.

L'approvisionnement de l'or semble avoir réduit la puissance d'achat de la monnaie et avoir produit une augmentation correspondante des valeurs, mesurées en termes de monnaie, dans toutes les principales nations commerciales depuis 1897. Nous n'avons fait aucune tentative pour établir l'augmentation des prix par l'augmentation de l'approvisionnement de l'or, mais nous sommes d'opinion que l'influence de cet approvisionnement fut un facteur réel dans la hausse des prix.

L'augmentation des prix au Canada a été stimulée considérablement par les dépenses énormes consacrées à la construction des chemins de fer et des travaux publics et par les forts placements dans les entreprises non productives qui accompagnent toujours le développement d'un jeune pays tel que le Canada, grand en territoire, riche en ressources et occupé par un peuple très optimiste à l'égard du développement de ces grandes ressources.

Les prix au Canada ont été augmentés considérablement par les extravagances et le gaspillage multipliés tant dans la vie publique que dans la vie privée, tant chez l'individu que dans la sphère sociale.

Parmi les causes qui ont contribué à la hausse du coût de la vie, nous pouvons inscrire les pertes causées par les dépenses sans cesse augmentant pour le luxe, et celles qui sont pratiquées à la maison par un système de gaspillage.

Le facteur principal de la diminution de l'approvisionnement et de l'augmentation correspondante du prix des articles se trouve dans l'exode de la population des campagnes qui diminue le nombre de travailleurs occupés à la production des aliments.

Des méthodes onéreuses de distribution ont aussi contribué matériellement à l'augmentation du prix des articles.

L'influence principale du côté de la demande se trouve dans la concentration de la population vers les villes, qui a augmenté le nombre des consommateurs qui ne produisent pas d'aliments; aussi dans le raffinement de la manière de vivre et dans les habitudes d'extravagance qui ont augmenté et multiplié les besoins de confort et de luxe.

Dans la première partie de ce rapport, nous avons fait allusion aux diverses causes qui contribuent à l'augmentation des articles, et nous y avons joint des suggestions propres à améliorer la situation présente.

Nous espérons que cette amélioration se réalisera par la colonisation, par un plus grand intérêt porté à la culture mixte, par l'augmentation dans la production, l'amélioration dans la qualité des produits de la ferme, alliés au système coopératif pour leur distribution. Le ministère de l'Agriculture du Canada et les ministères de l'Agriculture des différentes provinces sont activement engagés dans une campagne éducationnelle dans ce sens.

Nous espérons que le travail qui se fait par la dissémination de renseignements sur l'agriculture, entrepris par ces ministères, et l'enseignement qui se pratique dans les écoles et les collèges agricoles produiront de bons résultats pour l'avenir.

L'extension du système des colis postaux et la construction de bons chemins, dans notre opinion, devraient contribuer à la réduction du prix des produits ordinaires de la ferme.

Il se fait de plus en plus sentir chez les agriculteurs et plus particulièrement chez ceux qui résident à l'ouest des grands lacs, le besoin d'un capital moins coûteux et plus facile à obtenir pour développer leurs fermes et leur permettre de suppléer aux récoltes de céréales, par la production des viandes et des produits de la laiterie, que nous avons trouvés être de ceux qui, parmi les articles les plus importants, ont subi la hausse.

Le besoin général dans les villes qui se manifeste pour l'amélioration des conditions de vie et qui naît de la dissémination de l'éducation, fut une cause importante qui a contribué à l'augmentation du coût de la vie.

“Vous ne pouvez pas instruire le peuple et vous attendre à ce qu'il continue à vivre dans les anciennes conditions.”

Si l'on ajoutait au programme des écoles publiques du Canada des cours d'enseignement technique (vocational), nous sommes fermement convaincus que ceci tendrait à promouvoir et à maintenir l'efficacité industrielle et ainsi servir les meilleurs intérêts du pays.

La Commission, donc, offre ses remerciements cordiaux à M. Thomas J. Lynton, secrétaire de la Commission, et aux officiers fédéraux et provinciaux qui ont donné leur concours très utile aux membres de cette Commission dans le cours de cette enquête.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN McDOUGALD,  
*Président.*

J. U. VINCENT.

C. C. JAMES.